

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13651 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 17 DÉCEMBRE 1988

## Retour de l'anglais au Québec

Cinq magistrats viennent de prendre le risque de relancer la querelle linguistique au Québec et de troubler à nouveau, entre la « Belle Province » et le pouvoir fédéral canadien, des relations qui n'ont cessé de s'améliorer ces dernières années.

La Cour suprême du Canada, jeudi 15 décembre, a déclaré inconstitutionnelles les dispositions de la loi 101 du Québec qui interdisent pratiquement l'usage de l'anglais dans l'affichage, la publicité et la dénomination des sociétés. Les juges ont, à l'unanimité, estimé que la législation provinciale était incompatible avec la Charte canadienne des droits et libertés. Ils considèrent que l'exigence de l'emploi exclusif du français est un moyen disproportionné par rapport à l'objectif légitime de garantir la « survie de la langue française ».

Cette décision fait tomber un nouveau pan de l'édifice juridique constitué en 1977 par le gouvernement de René Lévesque, chef du Parti québécois (indépendantiste) afin de renforcer le caractère francophone de la province. Deux précédentes décisions de la Cour suprême en avaient déjà réduit la portée dans l'enseignement et dans la rédaction des textes législatifs et judiciaires.

Quelques heures après l'annonce du jugement, les mouvements nationalistes francophones du Québec ont commencé à se mobiliser, appelant à des manifestations samedi et dimanche.

M. Robert Bourassa, premier ministre libéral du Québec, s'est donné un délai de réflexion avant de faire savoir s'il envisageait de recourir à la clause « nonobstant ». Celle-ci, contenue dans la Charte canadienne des droits, autorise une province à déroger à l'application des décisions prises au niveau fédéral. Les milieux les plus nationalistes le poussent à choisir cette solution.

Mais, dans ses attentes, le jugement lui en suggère une autre : un compromis qui devrait convenir à ce dirigeant modéré, qui, au fil des dernières années, a su habilement dissuader le parti de ses concitoyens de se laisser séduire par le séparatisme du Parti québécois, maintenant en parti de vitesse. Les magistrats suprêmes ont proposé, dans l'affichage commercial, « le français soit mis de surcroît en évidence qu'une autre langue », c'est-à-dire l'anglais.

Ce compromis aurait le mérite d'éviter que ne réapparaisse entre francophones et anglophones les tensions d'autrefois. Il permettrait au Québec de poursuivre au mieux de ses intérêts une progressive réintégration dans le giron de la communauté canadienne, un mouvement qui s'est confirmé depuis le « non » au référendum de 1980 sur l'indépendance, et surtout depuis l'accord du lac Meech, reconnaissant au Québec le statut de « société distincte ». Cet accord conclu entre toutes les provinces en 1987, à l'initiative de M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, a été l'un des éléments qui ont permis à ce dernier et à son parti (conservateur) d'obtenir un très franc succès au Québec lors des élections générales du mois dernier. Le réveil d'un particularisme excessif paraîtrait en contradiction flagrante avec le résultat de ce scrutin.

M 0147 - 1217 0 - 4,50 F



3790147004500 12170

## Reprise en main après le séisme

### Moscou s'en prend violemment aux nationalistes arméniens

Tandis que les recherches de survivants cessent progressivement dans les villes d'Arménie sinistrées par le tremblement de terre, la plupart des équipes de secours venues de l'étranger s'apprêtent, vendredi 16 décembre, à rentrer dans leurs pays. Cependant, les autorités soviétiques lancent une violente offensive contre les militants nationalistes arméniens, qu'elles accusent d'avoir voulu profiter de la situation créée par le séisme.

MOSCOU  
de notre correspondant

A toutes les victimes du séisme, le pouvoir soviétique a délibérément décidé d'en ajouter une, et de taille : le mouvement nationaliste arménien.

Violemment attaquée dès dimanche dernier par M. Gorbatchev, l'organisation qui l'incarne, le Comité Karabakh, est en effet la cible d'une offensive brutale et concertée à laquelle tous les organes de l'Etat apportent leur

contribution. Vendredi 16 décembre encore, la *Pravda* a ainsi publié, sur trois colonnes encadrées, un réquisitoire haletant qualifiant le comité de « défi à la raison et à l'honneur ». Au passage, l'organe du comité central indique que vingt-deux personnes ont été arrêtées et condamnées, dimanche dernier, à trente jours de prison.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6 et page 2 le point de vue de J.-M. KARAGUELIAN.)

## Futurs opérés, femmes enceintes, jeunes couples...

### SIDA : le gouvernement incite au dépistage systématique

Le ministère de la santé rend publics, vendredi 16 décembre, à l'occasion des Journées annuelles du Comité national d'éthique, les principes qui devront être respectés en France pour le dépistage du SIDA. Cet examen ne sera pas obligatoire, mais devra être proposé de manière systématique dans de multiples situations (personnes hospitalisées, femmes enceintes, examen pré-nuptial, etc.).

M. Claude Evin, ministre de la santé, a donc tranché : le dépistage de la contamination par le virus du SIDA ne sera pas rendu obligatoire. Tous les médecins seront, en revanche, invités à le « proposer » dans de très nombreuses situations, pathologiques ou non. Cette importante décision réussit à concilier le respect des libertés individuelles et les impératifs médicaux et scientifiques de surveillance de l'épidémie. Elle devrait mettre un terme à la polémique lancée, il y a quelques années, par les milieux d'extrême

droite, puis, en juillet dernier, par le professeur Schwarzenberg, sur la nécessité d'imposer ce dépistage, chez les femmes enceintes notamment. Cette décision est aussi prise au moment où le Comité national d'éthique, qui clôt ses Journées annuelles en présence du premier ministre, reconnaît publiquement ne pas être parvenu à fournir une réponse sur cette question pourtant essentielle.

(Lire l'article de JEAN-YVES NAU, page 15.)

## Les projets de M. Rocard, les socialistes et le 49-3

### Mais où est donc passée la deuxième gauche ?

M. Michel Rocard, qui est, dimanche soir 18 décembre sur TF1 l'invité de « 7 sur 7 », s'efforcera de mettre fin au « déficit d'explication » qui lui est reproché. Il intervient alors que le climat social à la RATP paraît être en voie de détente. Le climat politique, en revanche, du fait du durcissement des centristes à l'Assemblée nationale, s'alourdisant, le premier ministre est contraint de recourir à la procédure de l'article 49-3 de la Constitution.

par Jean-Marie Colombani

Mais où est donc passée la deuxième gauche ? Aurait-elle disparu, comme la « septième compagnie » ? Au point de départ de ce qu'il faut bien appeler une déception, il y a, bien sûr, le choix du président au mois de mai dernier : Pierre Bérégovoy ou Michel Rocard ? Le premier incarnait, et incarne toujours, une gestion tran-



quille. Le second était une promesse, une attente, une idée.

De l'élection présidentielle de mai 1988, on ne dira jamais assez que l'opinion n'attendait rien : elle était donc, et est toujours, sceptique sur l'action politique, au point de se désintéresser massivement des plus récents scrutins ; mais elle était, et reste sans doute encore, disponible. Or de Michel Rocard, au nom de ses longues

années militantes où il fut le porte-drapeau de la deuxième gauche, on attendait, confusément, une rupture qualitative. On l'attend toujours ! Certes pas une rupture avec le capitalisme, de la part d'un homme qui a toujours voulu concilier le Plan et le marché. Mais au moins avec le libéralisme façon Chirac, comme avec le socialisme façon Mauroy ou sa version réduite aux acquis, le modernisme façon Fabius.

Pour toute réponse, le premier ministre a dit : je gère ! La gestion a, certes, sa « noblesse » : la gauche l'a trop longtemps attendue pour faire la fine bouche. Mais la gestion avait déjà, à gauche, ses modèles : Pierre Bérégovoy, justement, ou Laurent Fabius. Sur le terrain du réalisme économique, Michel Rocard a bel et bien été rattrapé par ses camarades et a cessé d'innover : « Je tiens, moi, disait-il avant les autres, que le rêve en politique, disons l'excès de rêve, est une attitude de droite. L'ennui est que, à trop se contenter de la gestion, on ne laisse subsister que le côté « destructeur de rêves ». C'est dangereux !

A cet hymne à la gestion qu'il propose et qui tient sans doute à une sorte de grâce d'Etat - le premier ministre plonge avec avidité dans les dossiers, négocie « infatigablement », et parle avec allégresse de la « galère » qu'est Matignon - s'est ajouté pendant six mois un hymne au silence - qu'il s'apprête, il est vrai, à rompre - à peine corrigé par la perspective d'échéances de plus en plus... lointaines !

(Lire la suite page 12.)

## La rébellion a pris fin mais la crise persiste

### Argentine : le chantage des soldats perdus

Reprenant à son compte la principale revendication des forces armées - la fin des poursuites contre les militaires - le cardinal Primatesta, président de la conférence épiscopale argentine, le 14 décembre, appelé à la « réconciliation » de la société argentine et de ses forces armées. Cependant, le prix Nobel de la paix, M. Adolfo Pérez Esquivel, a entrepris une grève de la faim pour protester contre une « réconciliation » passant par l'impunité de tortionnaires et d'assassins.

BUENOS-AIRES

de notre envoyé spécial

Il y a encore dix jours, c'était l'alerte générale. Et puis, comme

pour montrer que la normalité était revenue, les « mères de la place de Mai » ont, une fois encore, tourné en rond le jeudi 8 décembre devant le palais présidentiel, avec leur foulard blanc sur la tête et en main les photos de leurs enfants disparus. La rébellion militaire est terminée, et bien terminée. Le colonel Mohamed Ali Seineldin et ses hommes sont aux arrêts. Ils n'ont pas obtenu - pour l'instant - la tête du chef d'état-major de l'armée, le général José Caridi, qu'ils réclamaient.

Leur principale revendication - l'arrêt des procès pour violation des droits de l'homme - s'est heurtée à un « non » formel du gouvernement, la démocratie est sauve et le président Raúl Alfonsín peut dire qu'il n'a pas cédé. Pourtant, une inquiétude diffuse règne à Buenos-Aires. La rébel-

lion est finie, sans doute ; mais la crise militaire, elle, continue. De l'avis général, en effet, les forces armées sortent plus unies que jamais - dans leurs revendications - des événements des premiers jours de décembre. Ces revendications portent sur des points précis : mais, surtout, elles traduisent un malaise général : les militaires argentins n'en finissent pas d'expier les crimes commis pendant la dictature, et la honte-provoquée par la défaite des Malouines en 1982.

Humiliés, vilipendés, eux qui n'avaient cessé de diriger la vie politique du pays depuis cinquante ans, ils voient partout - jusque dans les réductions infligées à leur budget - des preuves de l'ostracisme dont ils se sentent désormais frappés.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 8.)

## Le dialogue Etats-Unis-OLP

Première rencontre à Tunis.

PAGES 3 et 4

## Cinq morts à Naplouse

Tension en Cisjordanie.

PAGE 3

## L'Algérie en ébullition

III. - Kabylie, mon gros souci...

PAGE 5

## Le coût des grèves

Les grands et les petits commerces premières victimes.

PAGE 30

## Délit d'initiés ?

Les autorités boursières américaines enquêtent à propos du rachat d'American Can par Pechiney.

PAGE 32

## Le commerce des armes

La Belgique courtisée par les marchands français.

PAGE 15

## Le Monde SANS VISA

- Golfe d'Akaba, du bédouin au touriste.
- La table : boudin, mais blanc : vins de Paris.
- La Provence et la querelle des treize desserts.
- Escapes.
- Les jeux.

Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve en page 34

**Force 10.**  
Des nœuds forts comme la mer.

Clips d'oreilles : 11 900 F.  
Collier : 9 500 F.

Avec du câble marin d'acier et de l'or, Fred crée des nœuds plats pour vos nouveaux bijoux Force 10.

Bague : 5 200 F.

**FRED**  
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.65  
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.  
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette", Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coteau, Desvilliers.  
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Espagne/Réunion, 7,20 F. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا في الأصل



# Débats

14

## Le retour du social

par JEAN-FRANÇOIS TRANS (\*)

NOS élites discutent grand marché, noyaux durs et post-kraich quand, du diable vauvert, le social d'un seul coup resurgit. Lui que l'on croyait définitivement perdu, à jamais étouffé sous le vacarme infernal du grand bazar médiatique, le voilà de retour, et dans sa pire turquie: la grève.

Qui aurait encore, il y a six mois, misé un kopeck sur ce cheval fou à l'heure où docement on relevait un assagissement de la société française et où, serinement, on affirmait que les seules revendications étaient désormais morales ? Fallait-il des pronostiqueurs patentés. Il en est de la vie sociale comme de la Bourse, l'inattendu est la règle et, comme d'habitude, il est toujours prévisible.

Six années de régime sec dont les deux dernières sans le sel de l'équité, une victoire électorale de la gauche plus historique encore que celle de 1981, et le sentiment diffus d'une embellie économique, tout cela a suffi pour redonner corps aux réclamations salariales les plus folles.

Certes, n'exagérons rien. Seul le secteur public a bougé et encore, quelques catégories fortement stimulées, voire manipulées par une CGT qui rattrape dans le miroir les électeurs perdus par le PC. Il n'empêche: il y a un conflit. Et la gauche au pouvoir n'aime pas ça, tant elle le vit, d'ailleurs, à tort, sous le mode de l'incompréhension. Mais voilà, le « social », c'est son affaire depuis plus d'un siècle ! Alors elle s'interroge à voix haute. « Une sous-estimation du mécontentement du secteur public », avoue Michel Rocard. C'est évident. Car nous avons tous fini par penser que les privilégiés de l'emploi seraient par pudeur les muets du sérail, comme si ça allait de soi pour un agent public d'être un nain mal payé, mal commandé et mal vu de surcroît.

Mais il n'y a pas que cela. Nous avons aussi exagérément réduit le social au seul dépit de l'ISF-RMI, un peu moins aux riches, un peu plus aux pauvres. Ce truc, il fallait

le faire. Ce fut fait. Vite et bien. Mais une société ne se gouverne pas simplement aux extrêmes. Ceux du milieu, qui sont aussi les plus nombreux, éprouvent naturellement le poids de l'oubli. D'autant qu'ils partagent le sentiment que nul ne peut vaincre le chômage et que le temps demandé pour recueillir les dividendes en emplois n'est qu'un leurre.

Ajoutons l'insécurité du logement (ou du loyer), la longueur des transports, la perte de confiance dans le pouvoir émancipateur de l'école et l'insolence de l'argent gagné sur une bonne mine ou sur un bon coup, on peut comprendre que le « salaire » devienne l'exutoire des frustrations et des inquiétudes. Si rien ne compte ni ne vaut, alors pourquoi pas mille balles de plus tout de suite. Et adieu ce journa !

Voilà le constat ! Il oblige la gauche à livrer rapidement son message.

Bien sûr il y a la voie facile qui consiste à défaut d'organiser le mouvement social d'en devenir le porte-parole zélé. Procédé plus ou moins efficace de congrès, il est néanmoins de peu de secours pour un gouvernement: une politique sociale ne s'invente pas à partir des slogans.

A l'inverse, le culte obséquieux de la rigueur, pâle répétition d'un discours encore juste, mais usé jusqu'à la corde, rend insupportable l'appel à la responsabilité. Ne prononce pas, en outre, des habitudes étrangères à nos desseins. La gauche n'est pas un simple parti d'administration. Elle n'a plus rien à démontrer sur le terrain de ses compétences. Mais elle a précisément à redonner tout son sens à la politique. Or nous nous glissons trop facilement dans les habits d'une administration des gens et des choses perçue par nos concitoyens comme trop lointaine et trop apolitique, c'est-à-dire dépourvue de réelle signification.

Il nous faut donc une nouvelle fois « réinventer le social ». Là

est la vocation de la gauche. C'est ce qu'attend d'elle le pays. Non qu'il faille manquer au respect des grands équilibres qui sont au plus toujours les plus forts. Mais sachons dire que sans une immense mobilisation de solidarité la démocratie politique ne sera plus que le lot d'un nombre décroissant de citoyens privilégiés, la courbe de l'indifférence ou de l'abstention se calquant sur celle du non-emploi et du mal-être.

Affichons une détermination forte sur un certain nombre de principes. D'abord révaloriser les métiers les plus durs qui sont souvent les plus mal traités. Quel de plus naturel dans une société où l'essentiel passe inaperçu. Ensuite réintroduire dans le secteur public la formule des contrats de productivité. Avec la désinflation, la négociation menée sur les seules grandeurs monétaires est réduite à sa plus simple expression, à savoir l'énigmatique GVT. Pour lui redonner du sens il convient de changer d'indicateur: rien de mieux que la participation aux résultats.

Echanger partout des hausses de salaires contre des avantages non marchands: plus de formation, un meilleur transport collectif, des conditions et des horaires de travail plus satisfaisants, tout cela constitue de la distribution du pouvoir d'achat non inflationniste. De même faut-il réactiver les fonds salariaux, c'est-à-dire le salaire réinvesti dans l'entreprise, et inverser des plans d'épargne qui serviraient à financer la consommation future. En effet, l'expansion du crédit à la consommation n'est pas sans lien avec les difficultés actuelles. Consentis à des taux proches de l'usure (18 %), ces prêts réintroduisent subrepticement l'inflation que l'on avait, croyait-on, expurgé de la seule marchandise.

(\*) Pseudonyme de MM. Jean-Michel Gaillard, François Hollande, Jean-Yves Le Drian et Jean-Pierre Mignard, militants au sein du PS du groupe des transmutants.

Enfin, il ne sera pas possible plus longtemps de laisser de nombreux jeunes chômeurs de dix-huit à vingt-cinq ans sans aucune rémunération. Un droit équivalent au RMI devra être établi dès lors que les formules actuelles (TUC, stages...) ont été épuisées.

Mais le discours social de la gauche, c'est aussi l'Europe. Le grand marché de 1993 est une étape irréversible. Au milieu du qué, hésiter, c'est être emporté. Car combien d'amertumes et de déceptions conforteraient alors un nationalisme de mauvais aloi, sans même la garantie d'un de Gaulle pour le canaliser dans des limites acceptables. Mais avancer sans savoir où l'on va revient à dessiner une Europe sans harmonie sociale ni intérêt public supérieur à la somme des intérêts nationaux et privés qui à la fois la composent et la décomposent. La déroute urbaine de Naples ou de Liverpool n'est pas notre horizon. Or les seules lois du marché accablent les disparités régionales, sociales, culturelles et humaines. Ce sera une Europe à rayon « discount » pour les uns et de produits de luxe pour les autres. On veut une civilisation, on aura un supermarché.

Ce serait quand même un comble pour les socialistes d'avoir été les inventeurs de l'Acte unique sans parvenir à concevoir un grand plan social. Faut-il encore s'en donner les moyens. Il est ainsi aujourd'hui absurde de ne pas regrouper les socialistes européens — c'est dorénavant possible avec les positions récentes des travaillistes anglais et des sociaux-démocrates allemands — en vue d'organiser la gauche européenne en une seule et même force de réflexion et d'action pour l'Europe. Le temps d'un congrès d'Epine de la gauche européenne est venu. Sans quoi chacun se verra réduit à l'impuissance et acculé à mener un combat séparé. Ce sera le grand marché contre les Curiares. On en connaît l'issue. Dans l'Europe aussi, il faut organiser le retour du social.

## L'Arménie, citadelle assiégée

par JEAN-MARIE KARAGUELIAN (\*)

DURANT quelques jours, l'épouvantable tremblement de terre a fait passer au second plan la situation dramatique dans laquelle vivait l'Arménie. C'est M. Gorbatchev lui-même qui a remis dimanche les pendules à l'heure, en annonçant son intention de normaliser « à la pragoise » l'activité politique dans la région du monde où il était devenu le plus impopulaire.

Quel chemin depuis ces manifestations de février à Erevan, où ses portraits s'élevaient partout comme garants du rattachement du Karabagh à l'Arménie ! Le pogrom de Soumgaït, suivi des massacres d'Arméniens à Bakou et Kirovabad, a mis en évidence le visage pro-turc de la politique de Moscou, qu'on accuse unanimement, à Erevan, d'avoir favorisé les exactions. Toute une tradition russophile, pourtant assez fortement implantée dans l'intelligentsia arménienne, a été balayée par la passivité de l'armée en Azerbaïdjan, l'insolence des réponses du secrétaire général aux diverses délégations arméniennes, le rejet sans appel des légitimes demandes concernant le Karabagh, la « farce » des procès de Soumgaït prétendant qu'il ne s'agissait là que de « hooligans », le flot continu des falsifications étalées dans la presse et la télévision moscovites.

Pour couronner le tout, c'est au milieu d'une des plus grandes catastrophes naturelles du siècle que M. Gorbatchev déclare qu'il est temps de frapper un grand coup contre ces « malpropres », ces « démocrates corrompus ». De qui s'agit-il, et comment en est-on arrivé là ?

Depuis longtemps les revendications avaient dépassé le problème du Karabagh: sort des cinq cent mille Arméniens vivant parmi les Turcs d'Azerbaïdjan, pollution croissante des terres, opposition au projet ultra-centralisateur de la nouvelle Constitution...

### Extraordinaire communion

Le gouvernement arménien, inexistant et impuissant, était déconsidéré et avait laissé la place de facto à ce « Comité Karabagh », formé de onze intellectuels qui tenaient quasi quotidiennement des meetings sur la place de l'Opéra: durant des heures, au milieu des informations et des élaborations de tactiques, on assistait à une extraordinaire communion entre les disciples de ces jeunes tribuns et les aspirations des dizaines de milliers de personnes présentes.

A partir du début novembre, la situation se tendait au fur et à mesure que s'amplifiaient les massacres en Azerbaïdjan et qu'approchait la session du Parlement arménien, prévue pour le 22 novembre. Le comité avait réussi à y faire élire deux de ses membres, qui allaient défendre la plate-forme populaire au cours de débats retransmis en direct et suivis à la télévision par la ville d'Erevan tout entière. Le soir, la session est interrompue sine die. La population, frustrée, manifeste le lendemain: le 23 au soir, cent mille personnes, bravant le froid, s'aggloutinent devant les grilles du comité central et attendent jusqu'à 2 heures du matin la sortie des trois membres

du comité convoqués par le gouvernement.

Devant l'absence de résultats, le comité décide de réunir lui-même le quorum des deux tiers, et, le 24 au soir, la session reprend dans la salle de l'Opéra. La foule attend dehors, montrant une fois de plus cet extraordinaire sens de la discipline et de la solidarité qui ne l'a jamais quittée. A 2 h 30, la session se termine par l'adoption de la plate-forme, dans une ambiance ambiguë faite de liesse et d'angoisse: car peu avant, à minuit, l'état d'urgence avait été décrété à Erevan. C'était pourtant la ville la plus calme au monde; mais les massacres de Bakou et Kirovabad avaient exigé l'instauration de cet état d'urgence dans ces villes d'Azerbaïdjan, d'où la même mesure à Erevan pour se donner l'air d'un pseudo-équilibre.

Le 25 novembre, Erevan se retrouve donc avec les tanks à chenilles à chaque carrefour, les « troupes de l'intérieur » postées aux endroits stratégiques avec armes et boucliers, le couvre-feu à 22 h, l'interdiction des rassemblements. Bref, une ville occupée. Pendant qu'à Bakou, dans le même cadre, meetings et exactions se poursuivent. Le ressentiment anti-russe et anti-Gorbatchev ne peut que s'accroître, et la popularité des falsifications étalées dans la presse et la télévision moscovites.

« Nos jeunes »

L'état d'urgence a déjà rendu plus difficile la communication entre la population et « nos jeunes » — désignation affectueuse du comité Karabagh. M. Gorbatchev profite du séisme pour faire arrêter la moitié de ses membres, dont un député. Est-il conscient que, quand il les traite de « démocrates qui terrorisent les travailleurs », qui font pression sur les députés ainsi que sur les gouvernements d'Azerbaïdjan et d'Arménie », c'est au moins 95 % de la population qu'il qualifie ainsi ?

L'Arménie, entourée de Turcs hostiles, à l'ouest comme à l'est, voit ainsi le « grand frère du Nord » élargir au grand jour son immense A la lumière de l'histoire, l'avenir s'annonce sombre. Le feu vert, voire les encouragements donnés aux Turcs d'Azerbaïdjan au début du siècle, ont signé la mort de l'Arménie occidentale. Les mêmes conditions offertes maintenant aux Turcs d'Azerbaïdjan ne vont-elles pas entraîner la fin de l'Arménie orientale ? L'arrivée massive en Arménie des dizaines de milliers de réfugiés de l'est, leurs récits horrifiés, font craindre le pire.

La nature s'est à son tour mise de la partie pour accélérer ce « pire ». Certes, on voit se dessiner une solidarité internationale qui a gravement manqué durant les pogroms et l'exode. Mais sera-t-elle suffisante pour enrayer un processus politique bien enclenché, qui vise au mieux à l'entassement, sur la petite Arménie soviétique, de tous les Arméniens du Caucase, si ce n'est la fin de toute trace arménienne dans la région ? Il ne restera plus alors qu'une bande turque continue du Bosphore à l'Asie centrale. Moscou risque de le regretter un jour.

(\*) Universitaire.

## Au courrier du Monde

### ENJEU

#### Grève sans prix

Sans vouloir me prononcer sur le fond, il me paraît intéressant de comparer l'enjeu et le coût d'une grève, celle des agents de la RATP.

L'enjeu: chaque gréviste peut raisonnablement espérer un bénéfice de l'ordre de mille francs de son action. Pour quelques milliers d'agents concernés, cela représente un enjeu de quelques millions de francs. Essayons d'évaluer le coût:

un million de banlieusards perdant chacun une heure par jour, au tarif d'une femme de ménage (50 F/heure) cela fait cinquante millions de francs par jour. Sur un mois nous obtenons 1,5 milliard: sans même prendre en compte les manques à gagner des entreprises dont l'activité est perturbée par cette grève, nous trouvons un facteur supérieur à cent entre l'enjeu et le coût.

Est-il raisonnable d'acheter sa baignoire de bain avec un billet de cinq cents francs sans réclamer la monnaie ?

PAUL REUSS  
(Gif-sur-Yvette, Essonne.)

### ESPÉRANCE

#### Viellissement social

Dans le Monde du 12 décembre, Denise Grey nous incite à apporter nos dons à la Fondation pour la recherche médicale, pour que nous puissions vieillir en pleine forme. Voici un retour en force de l'idéologie médicale selon laquelle la vieillesse est assimilée à une maladie. Si, en effet, la recherche médicale n'est pas inutile dans ce domaine, n'oublions pas que le véritable problème est d'abord celui du statut social des anciens. « La force et la santé » dont parle Mme Grey sont

autant le résultat d'un parcours social que d'un capital biologique. Travailler à ralentir le vieillissement cellulaire n'a de sens que si l'on cherche aussi à ralentir le vieillissement social. Comparez l'espérance de vie d'un cadre supérieur et d'un manœuvre tous deux âgés de trente-cinq ans: la différence en faveur du premier est de sept années !

Ne serait-ce pas plus efficace de donner des moyens financiers et un statut social aux professionnels du bas de l'échelle sociale, pour qu'à défaut de bien vieillir ils vieillissent « tout court », plutôt que d'en donner aux chercheurs ? Le gain potentiel d'espérance de « vie biologique » est aujourd'hui marginal par rapport au gain potentiel d'espérance de « vie sociale ».

BERNARD ENNUYER  
(Paris.)

COLLECTION "LES BELLES CORDELIÈRES"

Bague or diamants et saphirs 39.200 F.

Clips d'oreilles diamants et saphirs 42.500 F.

Clips d'oreilles or diamants et onyx 63.800 F.

**CHAUMET**  
JOAILLIER DEPUIS 1780 PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO

12 PLACE VENDÔME TEL 42.00.32.62  
40 AVENUE GEORGE V TEL 49.52.08.25

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 850672 F  
Télécopieur: (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wouts

Rédacteur en chef: Daniel Vernet

Correspondant en chef: Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN: 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et textes du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Localité: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changement d'adresse: nous sommes ravis de vous le faire savoir, mais nous vous prions de nous le faire savoir par écrit, sous pli séparé, accompagné de la dernière bande d'envoi à notre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire en lettres capitales les noms propres et les adresses.



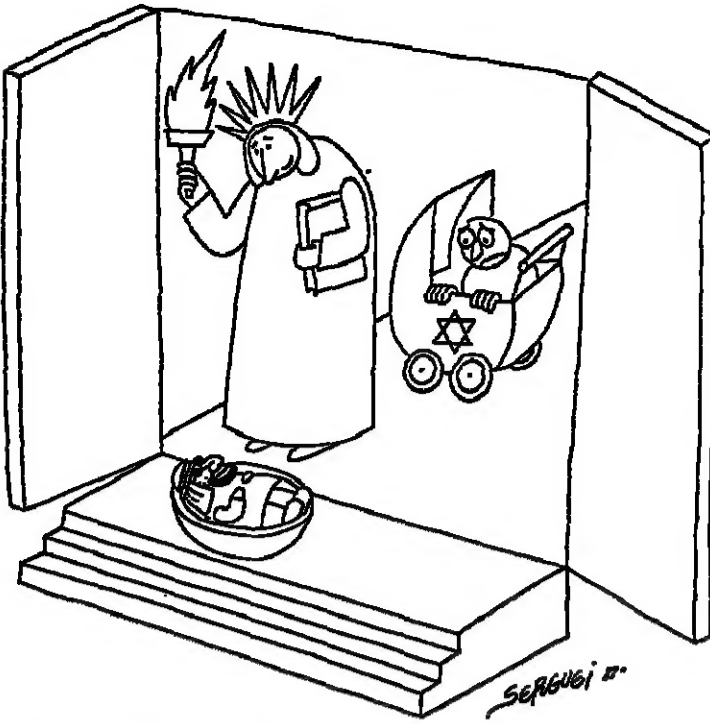
# Etranger

## Après la décision américaine d'engager un « dialogue substantiel » avec l'OLP

La situation s'est brusquement tendue vendredi 16 décembre en Cisjordanie, où se sont produits les incidents les plus sanglants depuis le mois d'octobre. Des heurts entre manifestants palestiniens et soldats israéliens à Naplouse ont fait cinq morts et au moins vingt blessés, dont certains dans un état grave.

Le lendemain de la décision d'ouvrir un dialogue direct avec l'OLP, le président Reagan avait tenu, jeudi 15 décembre, à rassurer Israël. « Nous avons très clairement fait savoir que nous n'avons pas reculé d'un pouce quant à notre volonté de garantir la sécurité d'Israël », et si les actes de l'OLP ne s'accroissent pas avec ses paroles, « nous retournerons à la case départ », a-t-il notamment déclaré. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'est exprimé dans le même sens dans une lettre adressée au ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès : « Notre décision n'a pas été prise à la légère. Nous surveillons étroitement la façon dont l'OLP observe les obligations qu'elle a contractées en respectant au terrorisme. Nous avons aussi l'intention de faire clairement comprendre à l'OLP que rien ne saurait affecter nos relations avec Israël. (...) Nous entreprenons ce dialogue les yeux ouverts et la garde haute. »

L'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Vernon Walters, a souhaité pour sa part que les Israéliens « trouvent le moyen d'accepter » cette décision. M. Walters, a-t-on appris de source autorisée au Vatican, avait eu dès lundi, avant de se rendre à Genève, une longue entrevue avec le pape Jean-Paul II, à qui il avait fait part des intentions du président Reagan. La décision américaine paraît ainsi avoir été prise avant même la réunion de l'ONU à Genève. Cette annonce a été accueillie avec une vive satisfaction par le Saint-Siège, directement concerné puisqu'il invoque notamment le pro-



blème palestinien et celui de Jérusalem à l'appui de son refus d'établir des liens diplomatiques avec Israël.

Les déclarations de M. Shultz concernant l'OLP ont été largement saluées en Occident. M. Mitterrand s'en est félicité, de même que M<sup>me</sup> Thatcher et M. de Mita et les porte-parole des diplomates ouest-allemande, grecque, portugaise et belge notamment. Les Pays-Bas, considérés comme un des plus proches alliés d'Israël en Europe et qui représentent les intérêts de l'Etat hébreu en URSS, ont annoncé qu'ils étaient désormais prêts à élever le niveau de leurs relations avec l'OLP et à envisager avec elle des « contacts officiels ». Quant au Parlement européen, il a demandé dans une résolution, adoptée jeudi par 60 voix contre 52 et 18 abstentions, que les Etats membres de la CEE reconnaissent l'OLP comme « gouvernement palestinien en exil ».

Berlin-Est, où il était arrivé dans la nuit de mercredi à jeudi pour une visite de travail d'une journée, M. Yasser Arafat — de même que M. Erich Honecker — s'est de nouveau prononcé pour une conférence de paix sous les auspices des Nations unies, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de tous les intéressés, dont Israël et l'OLP.

Le roi Hussein de Jordanie, en visite au Caire, et le président Mubarak se sont félicités, jeudi, de la décision américaine, comme l'avait fait peu avant l'Arabie saoudite. M. Mubarak, nous indique notre correspondant Alexandre Bucciati, a estimé lors d'une conférence de presse que la restitution aux Palestiniens des territoires occupés après 1967 était une condition sine qua non pour réaliser la paix dans la région. L'Egypte a prêté à l'OLP le concours de ses experts en droit international et l'a soutenue inconditionnellement auprès des Etats-Unis. M. Mubarak avait notamment téléphoné à M. George Shultz mercredi soir, immédiatement après la conférence de presse donnée par M. Yasser Arafat à Genève.

## Les Israéliens, amers, ont le sentiment d'être incompris

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Même attendu, l'électrochoc a été brutal. Israël se réveille un tantinet abasourdi, encore un peu incrédule. C'est donc de l'autre côté, et du plus profond de ses portes, que le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qu'est venue cette décision en forme d'avertissement et de coup de semonce à Jérusalem : oui, l'OLP a évolué, au moins dans ses déclarations d'intention, et il est temps d'ouvrir un dialogue avec Yasser Arafat. Le quotidien *Hadassot* commentait : « La gifle est d'autant plus violente qu'elle est administrée par un gouverneur américain qui fut un des plus chaleureux à l'égard d'Israël. »

Vingt-quatre heures après ce geste que l'on attendait tout en ne voulant pas y croire, les dirigeants israéliens paraissent sortir d'une longue léthargie politique que rien jusqu'à présent n'avait semblé pouvoir ébranler. Le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza est entré dans sa seconde année. Voilà des semaines que l'OLP ne cessait de marquer des points dans l'opinion et auprès des gouvernements occidentaux.

Et comme témoins face à la réalité, les dirigeants israéliens s'expriment depuis plus d'un mois à doser la composition d'un impossible gouvernement à la suite d'indécises élections, le 1<sup>er</sup> novembre. On s'interroge gravement sur l'attribution des portefeuilles aux partis rivaux ou sur la définition de la judaïcité.

### Quasi-trahison

C'est que le veto américain donnait la solide garantie que le jeu diplomatique resterait finalement à peu près inchangé tant que ce partenaire honni qu'est l'OLP se verrait refuser sa carte d'entrée. Ce brevet d'interlocuteur à part entière dans d'éventuelles négociations de paix, les Etats-Unis pouvaient seuls le décerner. C'est presque fait. La gauche israélienne — y compris les colonnes du Parti travailliste — s'en est vivement félicitée.

L'extrême droite nationaliste et une partie de la droite ont appelé à l'annexion immédiate des territoires face à cette « quasi-trahison américaine ». Mais les sentiments qui paraissent dominer à Jérusalem jeudi 15 décembre, du moins dans les milieux officiels, semblaient plus complexes : mélange d'amertume et

de déception, impression d'être incompris et isolé.

Le ministre des affaires étrangères sortant, M. Shimon Pérès, avait le ton de la sincérité quand il a expliqué aux correspondants étrangers que les Américains et les Européens ne pouvaient pas avoir la même perception de l'OLP qu'Israël. « Vous pouvez avoir une approche intellectuelle du problème, nous avons l'expérience pratique de l'OLP », a dit le dirigeant travailliste lors d'une conférence de presse. Envisager la création d'un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza ? « C'est peut-être pour vous un simple exercice intellectuel ; pour nous, ce n'est pas aussi simple d'imaginer une entité hostile aux portes de Jérusalem. »

Et de rappeler quarante années de refus arabe de l'Etat d'Israël, tout en soulignant que l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza avait d'abord été provoquée par l'entrée en guerre de la Jordanie lors du conflit de juin 1967. C'était là de la part de M. Pérès une tentative d'explication de toutes les inhibitions d'Israël face à la levée d'un tabou et à une pression diplomatique accrue sur l'Etat hébreu.

Le directeur de la présidence du conseil, M. Yossi Ben Aharon, était encore plus amer, accusant les Occidentaux — dont les Etats-Unis — de s'être volontairement laissés bernier par les déclarations apaisantes de l'OLP. « Ils ont accepté d'être roulés, il n'y a pas d'autre mot », a lâché M. Aharon, proche conseiller du premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir. Il a poursuivi, rageux : « Si l'on veut maintenant nous dire que nous sommes isolés dans notre interprétation [des intentions réelles de l'OLP], eh bien tant pis. Peut-être sommes-nous isolés, mais nous continuerons à prendre la réalité pour ce qu'elle est, même si le reste du monde pense autrement. Pour nous c'est une question d'intérêts vitaux. »

Car la première ligne de défense israélienne n'a pas bougé : quoi qu'en pensent les Etats-Unis, l'OLP reste une organisation terroriste, ont réaffirmé les principaux dirigeants israéliens. M. Ben Aharon l'a dit brutalement. M. Shimon Pérès a interrogé avec nuance : « J'apprécie que M. Arafat ait parlé de paix. Mais dans les faits ? » La seconde ligne de défense tient dans la conviction que les relations israélo-américaines sont suffisamment étroites et solides pour n'être pas entamées par ce différend sur l'OLP. De ce point de vue, on s'est déclaré rassuré par les précisions de M. Shultz selon lesquelles les Etats-Unis ne poursuivraient le dialogue avec M. Arafat que si les « faits » venaient confirmer son rejet du terrorisme.

### Elections dans les territoires

Il reste que la décision américaine a bel et bien bouleversé l'échiquier diplomatique. M. Pérès l'a reconnu avec franchise : « Je sais que nous devons faire face à une situation nouvelle : je ne me la cache aucunement. » Conscient qu'Israël ne pouvait éternellement rester sur la défensive et passif sans enregistrer les points marqués par l'OLP, M. Pérès a donc reformulé la seule proposition sur laquelle pourrait s'entendre un prochain gouvernement Likoud-travailliste. Il s'agit, « à la condition que s'instaure d'abord une période de calme de

quelques mois, d'organiser des élections totalement libres » dans les territoires occupés.

Le scrutin ne serait pas municipal — comme ce fut le cas en Cisjordanie en 1976. Il s'agirait, a dit M. Pérès, d'un vote « politique » pour désigner la délégation palestinienne devant participer à des négociations entre Israël et ses voisins arabes sur la paix et l'avenir des territoires.

M. Pérès a laissé entendre que le Likoud ne devrait pas s'y opposer : après tout, ces élections sont prévues par les accords de Camp David, seule base de négociation acceptée par le parti de M. Shamir, lequel ne serait pas non plus opposé à ce que ces pourparlers se déroulent sous le parrainage des Etats-Unis et de l'URSS.

L'interprétation de ce dispositif n'est pas facile. On peut y voir une ultime tentative pour « doubler » l'OLP et susciter l'émergence d'un leadership palestinien aux lieux et places de l'organisation de M. Arafat. Les chances de succès sont infimes. Les dirigeants israéliens savent que « des élections totalement libres » désigneraient des proches, sinon des membres de l'OLP. On peut alors y voir une manière détournée d'entamer finalement, mais sans le dire, un dialogue avec des personnalités représentant bel et bien l'OLP.

### Cinq morts à Naplouse

On n'en est pas là. Les milieux militaires dans les territoires rappellent que « l'OLP était le seul représentant des Palestiniens ». Ils ne cachent pas leur satisfaction après la décision américaine. Souffrir rayonnant, le président du Syndicat des journalistes, M. Radouane Abou Ayache, nous déclarait : « Le moral est plus élevé que jamais, nous sommes tous à fait satisfaits. L'OLP a défini ses objectifs, et les Etats-Unis ont ouvert une brèche dans le mur qu'avait érigé Henry Kissinger. »

A l'instar de nombreux autres militants proches de l'OLP, Abou Ayache n'ignore pas que la situation est plus délicate que jamais. Quelques « opérations folles » de la part d'éléments palestiniens extrémistes, a-t-il indiqué, pourraient tout remettre en question. « Ils feraient le travail des Israéliens pour détruire la crédibilité d'Arafat. » En étant acceptée comme interlocuteur par les Américains, l'OLP est aussi investie d'une nouvelle responsabilité. Les consignes de la « direction unitaire du soulèvement », qui regroupe les principales tendances de l'OLP, devraient traduire cette évolution, estime M. Abou Ayache.

A mots couverts, c'est laisser entendre que l'infidélité ayant rempli un de ses objectifs — entraver la porte des Etats-Unis à l'OLP — pourrait adopter désormais un profil plus politique. La journée de jeudi a été cependant marquée par des affrontements à Gaza et à Naplouse : dix-huit Palestiniens blessés par balles, dont trois enfants âgés de onze et douze ans. Vendredi matin, à Naplouse, de violents affrontements se sont produits après les funérailles d'un de ces jeunes Palestiniens décédé dans la nuit des suites de ses blessures. Les tirs des militaires israéliens ont fait cinq morts et vingt blessés.

ALAIN FRACHON.

## L'Assemblée générale des Nations unies appelle à la tenue d'une conférence internationale

GENÈVE  
de nos envoyés spéciaux

Décidément, M. George Shultz n'est pas seulement l'homme des coups de théâtre. Il s'est littéralement fait homme de théâtre en réussissant à donner à la souvent trop pâle Assemblée générale de l'ONU un état inattendu, et aux interventions de M. Yasser Arafat un retentissement inespéré.

M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, en a été satisfait qu'il a déclaré jeudi 15 décembre, avant même le vote sur la réunion d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, qu'il avait un « rôle spécifique » à jouer : celui de convoquer ladite conférence. Concernant les deux virages historiques, le palestinien et l'américain, ils ne sont pas, selon M. de Cuellar, des volte-face.

Quant aux Israéliens, a-t-il estimé, « il faut leur donner du temps pour digérer la nouvelle et tirer leurs conclusions, qui, j'espère, seront des conclusions sages, dans un sens positif, constructif ».

Pour certains représentants arabes, l'annonce de M. Shultz a été vécue comme une divine surprise. Pour les Occidentaux comme une preuve de sagesse toute carcéenne. M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, s'est fait, lors d'une conférence de presse, l'écho du soulagement ambiant. Il a salué la décision américaine comme « un pas dans la bonne direction », mais souligné qu'il ne suffisait pas d'ouvrir un dialogue pour la seule

vertu du dialogue. Il a demandé l'ouverture immédiate des travaux pour la tenue d'une conférence internationale. Il a aussi regretté — mais de façon extrêmement modérée et presque amicale — l'attitude d'Israël avant de préciser que l'URSS renouvellerait diplomatiquement avec l'Etat juif dès que serait enclenché le processus de préparation d'une telle conférence. Ce regret ne l'a pas empêché de remercier l'Etat juif pour la solidarité dont il a fait preuve envers les victimes arméniennes.

### Deux résolutions

Quant à celui qu'on s'accorde à considérer comme l'artisan du succès de cette assemblée, M. Sten Anderson, ministre des affaires étrangères suédois, qui a inlassablement pris — et continue de prendre — contact avec tous ceux qui ont un rôle à jouer dans la tragédie israélo-arabe, il a réélu. Souriant, faussement modeste, il s'est présenté comme un simple facteur, mais un facteur qui a tout de même délivré des messages. Rien n'interdit au facteur d'écrire des lettres, s'est-il presque excusé.

Pendant ce temps, l'assemblée continuait à écouter quelques dizaines d'interventions qui n'ont pas spécialement influé sur les événements. Puis, on en vint au vote sur deux résolutions. La première appelle à la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, selon le schéma tracé par M. Arafat lors de son discours de mardi, et présentée par une vingtaine de pays. Ce projet a été adopté par 138 voix, 2 contre (Etats-Unis et

Israël) et 2 abstentions (Canada et Costa-Rica).

Pour leur part, les Etats-Unis ont fait comprendre à leurs partenaires occidentaux que leur vote ne devait pas être interprété comme une condamnation sans appel de la conférence, mais que leur décision était motivée par de simples réserves. Les Douze, quant à eux, parlaient d'une seule voix malgré les réticences premières de la Grande-Bretagne, qui a soudain changé de position après l'annonce par les Etats-Unis de l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP.

La deuxième résolution « prend acte de la proclamation de l'Etat palestinien », ce qui signifie en fait qu'un écrivain « Palestine » remplacera désormais celui où l'on pouvait lire jusqu'à présent « OLP ». Elle a été adoptée par 104 voix, la majorité automatique faisant force de loi, avec 36 abstentions dont celles des Douze et de la Suède, qui, tout comme nombre d'Occidentaux, estimaient ce vote prématuré. L'OLP aurait été, quant à elle, surprise et affectée, selon des sources diplomatiques, par ce nombre élevé d'abstentions.

Ces résolutions ne risquent-elles pas de demeurer, comme tant d'autres, lettre morte ? On peut espérer que non, étant donnée l'unité qui a régné lors d'un déjeuner organisé, jeudi, par M. Abdel Meguid, ministre égyptien des affaires étrangères, et qui a réuni les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. De source occidentale, on indique qu'un accord semble avoir été acquis pour exprimer le désir commun d'utiliser « au mieux les deux textes ».

YVES HELLER  
et ISABELLE VICHNIAC.

## LES TRAITRES MENENT LE MONDE

Denis Jeambar  
Yves Roucaute  
**ELOGE DE LA TRAHISON**  
De l'art de gouverner par le reniement

Leur thèse est simple, mais effrontée, et elle fera sans doute frémir dans les palais nationaux et grincer des dents chez les barons de la République.  
Alain Duhamel  
Le Point

Editions du Seuil

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Proche-Orient

## Après la décision américaine d'engager un « dialogue substantiel » avec l'OLP

### Ouverture à Tunis de premiers pourparlers

TUNIS  
de notre correspondant

La première rencontre entre les Etats-Unis et l'OLP devait avoir lieu à Tunis dans l'après-midi du vendredi 16 décembre. Elle devait se dérouler en terrain neutre, sous l'égide du ministère tunisien des affaires étrangères.

Les Américains ont confirmé jeudi que leur ambassadeur à Tunis, M. Robert Pelletreau Jr - chargé de nouer le contact avec l'OLP - avait téléphoné dès jeudi matin à la mission palestinienne à Tunis. La délégation palestinienne aux pourparlers devait comprendre M. Abdallah Mourani, personnalité indépendante, membre du comité exécutif de l'OLP, chargé des affaires culturelles; M. Yasser Abd Rabbou (FDLP), membre du comité exécutif de l'OLP, chargé de l'information; M. Abou Jaffar, adjoint du directeur des affaires politiques de l'OLP, et M. Hakem Baloui, représentant permanent de l'OLP auprès du gouvernement tunisien.

Depuis deux ans qu'il est en poste en Tunisie, M. Robert Pelletreau

n'avait jamais rencontré de Palestiniens. Dans les réceptions diplomatiques mondaines, on pouvait remarquer sa silhouette flânée qui s'éloignait ostensiblement des groupes dans lesquels se trouvaient des Palestiniens, ce qui parfois l'isolait.

Discret, selon ses collègues, M. Pelletreau, qui est âgé de cinquante-trois ans, parle l'arabe, qu'il a étudié à Tanger de 1961 à 1963, puis au Liban en 1966 et 1967. Il est considéré comme un spécialiste du monde arabe où il a été

souvent en poste, d'abord comme attaché au conseiller d'ambassade (Amman, Alger, Damas, Beyrouth), puis en tant qu'ambassadeur à Bahrein. A Amman, il avait été enlevé en 1970 par des preneurs d'otages du FPLP.

Ancien élève de l'école des forces armées de Norfolk, en Virginie, il fut détaché au Pentagone en qualité de sous-secrétaire adjoint à la défense pour les affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud en 1980 et 1981. Il fut ensuite directeur des affaires de la péninsule arabe au département d'Etat, puis sous-

secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud.

Avant d'être nommé à Tunis, M. Pelletreau était revenu à la défense, avec le titre de sous-secrétaire d'Etat adjoint, pour s'occuper des affaires du Proche-Orient. Selon certains de ses collaborateurs, il était pressenti ces derniers temps pour succéder à M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, en fin de mandat.

MICHEL DEURÉ

### Paris demande la réunion des membres permanents du Conseil de sécurité

« J'enregistre comme un réel progrès la décision très récente prise par les Etats-Unis d'Amérique, en vue des décisions courageuses du principal dirigeant de l'OLP, M. Yasser Arafat », a déclaré M. François Mitterrand, le jeudi 15 décembre, à Casablanca, où il participe au sommet franco-africain.

« Il est bien que l'OLP ait proclamé la création d'un Etat palestinien, qu'elle ait adhéré aux résolutions 181, 242, 339 des Nations unies, qu'elle ait admis le droit

d'exister d'Israël, qu'elle ait condamné le terrorisme. Ainsi a-t-elle, à mes yeux, acquis la représentativité que certains lui déniaient, que la France lui reconnaît. (...) Les conditions paraissent remplies pour que puisse se tenir la conférence internationale que j'appelle de mes vœux depuis plusieurs années », a ajouté le président de la République.

De son côté, M. Roland Dumas, également présent à Casablanca, a salué la « position courageuse » des

Etats-Unis et souhaité une réunion rapide des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour mettre en route le processus de la conférence internationale de paix. Le ministre des affaires étrangères a précisé que, en accord avec le président de la République, il s'était entretenu jeudi, par téléphone, avec le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour lui demander d'envoyer au plus vite une telle réunion « au niveau ministériel si nécessaire ».

### Le FPLP et le FDLP : un succès du soulèvement dans les territoires

Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habache, a accueilli « favorablement » la décision américaine d'engager un dialogue avec l'OLP. « C'est, a-t-il dit, un succès du soulèvement dans les territoires ». Il a appelé à l'intensification de ce soulèvement afin d'imposer à l'administration américaine et à Israël la reconnaissance de tous les droits légitimes du peuple palestinien.

Cette décision a été qualifiée de « recul américain » et de « victoire » de l'intifada par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawatmeh. Dans un communiqué diffusé jeudi à Beyrouth, le FDLP estime que la décision des Etats-Unis permettra d'exercer de nouvelles pressions sur l'administration américaine pour qu'elle réponde favorablement à la nécessité d'une solution globale à la crise du Proche-Orient, dans le cadre d'une conférence internationale.

Le FPLP et le FDLP se sont aussi prononcés sur le discours de M. Yasser Arafat à Genève. M. Habache a dit qu'il était « en général satisfait » de cette allocution. Le chef du

FPLP estime que M. Arafat ne s'est pas gravement éloigné des résolutions du Conseil national palestinien d'Alger. « Je n'ai pas ressenti de gêne, a-t-il ajouté, car étant donné les rumeurs qui circulaient avant le discours de M. Arafat sur une reconnaissance d'Israël, je craignais, au cas où il l'aurait fait, que cela ne provoque un grand trouble et n'infuse négativement sur le soulèvement » dans les territoires occupés.

Dans un communiqué publié le même jour à Damas, le FDLP s'est démarqué des déclarations de M. Arafat en affirmant que « la position officielle de l'OLP a été clairement définie par la CNP à Alger ». « Tout autre propos ou clarification ne représente que le point de vue de leurs auteurs et n'engage pas l'OLP », ajoute le communiqué.

Enfin, dans un communiqué publié jeudi à Damas, le Fatah-Commandement provisoire du colonel Abou Moussa soutient que « plusieurs formations palestiniennes rejettent les concessions de M. Arafat et œuvrent pour traduire ces refus dans les faits ». (AFP, AP, Reader.)

# Asie

## INDE : conséquence du dégel sino-soviétique

### La visite officielle de M. Rajiv Gandhi en Chine consacre le rapprochement entre les deux pays

NEW-DELHI  
de notre correspondant

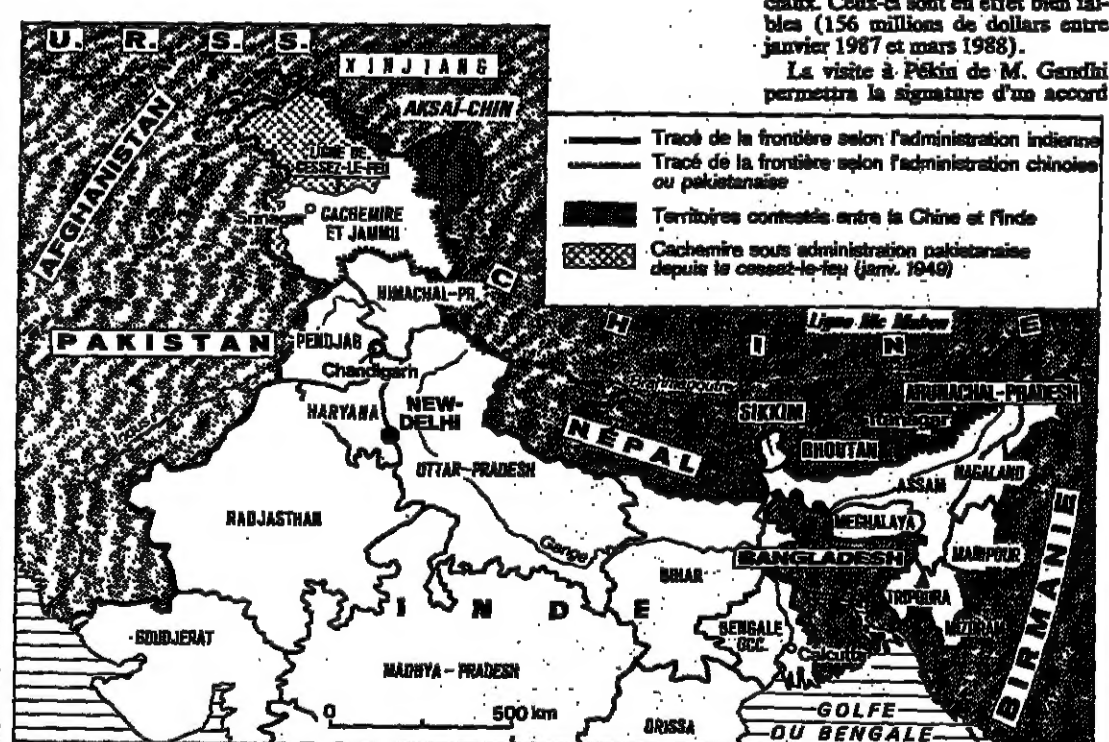
Quel qu'en soit le résultat, le voyage du premier ministre indien à Pékin, du 19 au 21 décembre, sera historique. D'un simple point de vue protocolaire, M. Gandhi va « rendre » la visite effectuée par son homologue chinois Zhou Enlai à New-Delhi le 25 novembre 1956. Depuis, les deux plus grandes puissances asiatiques en sont restées

quatrième Etat de l'Union indienne. Cette politique du fait accompli avait relâché la tension entre les deux pays, en outre alimentée en 1986 et 1987 par des « bruits de bottes » de part et d'autre de la « ligne de contrôle » qui, depuis 1962, accorde de facto à la Chine la région de l'Aksai-Chin.

En mai 1987, la Chine invitait l'Inde à retirer « immédiatement » ses troupes « massées » le long de la frontière. Pékin estime qu'un cinquième des troupes indiennes et un

dant donné un résultat : chacun est d'accord pour ne plus faire de la question frontalière la condition d'une coopération plus large. Une nette accélération s'est produite en 1987 et 1988 : MM. Pankaj et Tiwari, respectivement ministres indiens de la défense et des finances, se sont rendus à Pékin et, aux visites des délégations du parti du Congrès ont succédé celles de journalistes et d'universitaires indiens. Un accord culturel a été signé en mai 1988 et, à New-Delhi comme à Pékin, on parle d'augmenter les échanges commerciaux. Ceux-ci sont en effet bien faibles (156 millions de dollars entre janvier 1987 et mars 1988).

La visite à Pékin de M. Gandhi permettra la signature d'un accord



jusqu'à ces dernières années. à un climat de guerre froide, nourri pour l'essentiel par une querelle frontalière.

La visite de M. Gandhi intervient au moment où de nouveaux troubles se produisent au Tibet (le Monde du 14 décembre). C'est précisément la rébellion anti-chinoise des guerriers tibétains Khampas durant l'été 1959, qui avait servi de détonateur à la grande brouille sino-indienne. A l'époque, le dala-lama s'était réfugié en Inde (où il vit toujours), ce qui provoqua la colère des autorités chinoises. En octobre 1962, la Chine attaqua les positions indiennes infligeant une cuisante défaite aux troupes de New-Delhi et élargissant son contrôle sur une portion du territoire indien, l'Aksai-Chin (la région contestée représente 30 000 kilomètres carrés et est située à l'est du Cachemire).

De l'autre côté de la chaîne himalayenne, les troupes chinoises avaient également pénétré en territoire indien, mais elles s'en étaient retirées. Cette région, l'Arunachal-Pradesh, qui a toujours été contestée par Pékin, est sous administration indienne depuis le tracé de la frontière imposée à la Chine par les Britanniques en 1913 et connu sous le nom de « ligne Mc Mahon ». D'une superficie de 84 000 kilomètres carrés, l'Arunachal-Pradesh est devenu en décembre 1986 le vingt-

quart de son aviation sont cantonnés dans cette région, et New-Delhi rappelle que plusieurs dizaines de chasseurs chinois sont basés sur l'aéroport de Gonggar situé à une centaine de kilomètres de Lhasa, sans compter, ajoutent les Indiens, qu'un quart des missiles nucléaires chinois sont entreposés au Tibet. Les répercussions du conflit de 1962 furent profondes. En Inde, aujourd'hui encore, le traumatisme né de cette humiliation militaire est vivace.

### Le différend frontalier

La Chine, dit-on à New-Delhi, sait qu'une pareille aventure militaire ne pourrait se produire, parce que l'armée indienne a maintenant les moyens de repousser toute nouvelle agression. Sur le plan diplomatique, il fallut attendre 1981, date de la visite à New-Delhi du ministre chinois des affaires étrangères, pour assister à une véritable reprise du dialogue. Indira Gandhi avait posé le principe de résoudre le conflit frontalier par des négociations, mais elles n'ont jamais abouti. La proposition de Pékin de reconnaître la souveraineté indienne sur l'Arunachal-Pradesh en échange de l'acceptation par New-Delhi du statu quo dans le secteur ouest n'a pas abouti. Ces sept années de tractations ont cepen-

scientifique et technologique et, peut-être, d'un accord sur l'avion civil. En revanche, la question de la réouverture de consulats dans chaque pays est plus délicate : les Indiens proposent Bombay et les Chinois offrent Shanghai. Or, Pékin préférerait ouvrir une représentation consulaire à Calcutta, où résident environ 10 000 des 18 000 « Chinois d'outre-mer » vivant en Inde.

L'actuel rapprochement sino-indien est surtout une conséquence directe du dégel sino-soviétique. Les Indiens s'inquiètent d'un sommet entre Soviétiques et Chinois dont il ne perçoivent pas encore les conséquences. Mais ils sont au moins sûrs que cette « nouvelle donne » diplomatique leur impose de normaliser leurs relations avec la Chine. Leur allié soviétique le leur demande, et cette sorte de paix armée sur leur frontière nord est potentiellement dangereuse. S'y ajoutent des considérations de politique intérieure : le premier ministre indien ne serait pas fâché de revenir de ce voyage « historique » à Pékin avec l'aura de celui qui aura eu le courage de « faire la paix » avec la Chine.

L'Inde entre dans une période pré-électorale et l'image de marque, tant du parti du Congrès que du premier ministre, a sérieusement besoin d'un succès diplomatique.

LAURENT ZECCHINI

G A L E R I E S

Exceptionnel.  
Du 10 au 23 décembre.

Ouverture  
jusqu'à 19 h 30,  
jusqu'à Noël.



Afrique

L'Algérie en ébullition

III. - Kabylie, mon gros souci...

Dans deux précédents articles (le Monde des 15 et 16 décembre), notre collaborateur a mis en relief, dans le grand débat démocratique consécutif à la révolte d'octobre, le rôle des immigrés, puis celui des islamistes.

TIZI-OUZOU de notre envoyé spécial

En Grande-Kabylie, à une heure d'Alger, l'atmosphère est bien différente de celle de la capitale. La liberté, ce nouvel engouement national, s'y dégage déjà à pleine boîte alors que dans le reste du pays on en est encore presque partout à la réclamation.

Ce n'est pas ici que la sécurité militaire, la principale police politique, viendra vous demander des comptes au sein du lit, nous lance un étudiant rigolard à l'entrée d'une cité universitaire où les robinets sont secs et les toilettes bouchées, mais où flotte déjà, encore plus que dans ce bon gros chef-lieu de Tizi-Ouzou, un air pur de tout mince policier.

A quoi tient cette « avance » sur le reste de la nation ?

Au fait que, lors du ras-le-bol berbère du printemps 1980, les Kabyles furent les premiers à déclencher le mouvement de démocratisation ? Pas sûr, puisque d'autres régions du pays ont commencé aussi à bouger au début de la décennie 80, et parfois même avant.

Faut-il alors, après tant d'ethnologues européens, remonter aux antiques djennas, ces assemblées au nom arabe régissant encore aujourd'hui des villages des monts berbères et même parfois des communautés émigrées en France ? Doit-on succomber au colonial « mythe kabyle », encore debout lorsque le jeune historien algérien, Slimane Zeghal, déclare que, « en 1900, il y avait plus d'enfants scolarisés en Kabylie qu'en Bretagne » ?

Ce serait un peu rapide, surtout que les djennas, décrites récemment de l'intérieur par un autodidacte kabyle (1), paraissent plutôt être des conseils de vieillards répressifs que des laboratoires des droits humains. Quant à la « préférence » française supposée, elle vole en éclats pour peu qu'on veuille bien se replonger dans l'éco-quant reportage, « Misère de la Kabylie », que le quotidien alors socialiste Alger-Républicain publia du 5 au 15 juin 1939 sous la plume de Camus (2).

Pour-on enfin invoquer le rôle de pionnier joué par les Kabyles dans l'émigration nord-africaine en France, commencée dès 1907 pour briser les grèves italiennes de Marseille ? Sans doute le phénomène migratoire s'est-il pu jouer un rôle décisif, comme l'essaye un vieux roman d'Emmanuel Robbes, l'Action, sur fond des grèves de 1936 en Algérie, l'initiation politico-syndicale se pratiquait aussi dans les villes du Tell.

En revanche, ce qui nous semble conférer ces quelques coupées d'avance à la revendication démocratique en Kabylie pourrait être le fait qu'en pays berbèreophone elle est soutenue par une longue frustration culturelle et linguistique au rôle

moteur décisif (« le Monde des livres » du 14 octobre).

A cet aspect structurel s'ajoute la conjoncture ; pendant que s'embrasaient maintes villes et villages du reste du territoire, en octobre, la Kabylie a remué (peut-être) dans huit à Bougie, en Petite-Kabylie) mais ne s'est pas soulevée. Maintenant elle ferait du « zèle » pour qu'on lui pardonne cette relative inaction.

A Oran, à Tيارت, on a murmuré : « En octobre, ça a été comme au temps de l'émir Abdelkader, quand les Kabyles refusèrent d'épauler les Arabes contre l'invasion française. Si Tizi-Ouzou était entrée dans la danse, Chadi sautait... »

« Tirez sur l'Arabe ! »

Au Mouvement culturel berbère, illégal mais principal cadre de la demande de libéralisation depuis au moins 1980, la réaction fusa : « Per-

ce d'autant plus adulé qu'il est banni des ondes depuis 1983, défend son collègue : « Qui est agressé en Algérie ? C'est la langue berbère. Ali Menguellet défend métaphoriquement sa culture qui est opprimée. »

Quant au jeune chanteur Lounes, soupçonné de distribuer des tracts dans un village lors des événements d'octobre, il a été grièvement blessé par la police, symbolisant dès lors pour les berbérophones leur identité écrasée. « Aucun militant des droits de l'homme ne s'est ému à Paris lorsque Alger a expulsé du pays dix mille des nôtres, des Touaregs, sans eux ni bêtes, en plein Sahara, ni lorsque notre plus grand écrivain, Mouloud Mammeri, a été interdit de poésie à Tizi-Ouzou », nous dit avec colère cet étudiant en archéologie, entouré de condisciples au visage fermé, sur fond de Déclaration universelle des droits de l'homme, de canotiers tifsars (3) et du profil de Léonine.

Il poursuit : « Pour ma spécialité, j'ai le droit d'apprendre le latin mais

blement unificateur de l'islam, pratique de longue date le multiculturelisme, ils ont voulu à tout prix l'homogénéiser... »

Le risque d'affrontement est tel qu'on peut craindre, si le régime tarde à lâcher du lest - mise de la berbérété sur le même plan que l'arabité et l'islamité ; restauration de la chaire de berbère supprimée après l'indépendance ; liberté des expressions culturelles, - d'aboutir un jour à une situation à la kurde où l'insatisfaction linguistique a débouché sur les conflits sanglants que l'on sait en Irak, en Iran et en Turquie.

Nous y pensions en assistant à un de ces rassemblements en plein air, si nombreux ces automnes, sur l'immense campus type Brasília installé précisément par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer à Bab-Ezzouar, aux portes d'Alger. Devant des centaines d'étudiants, et pas mal d'« ex-bourgeois » sans doute aussi, chacun vient exposer ses peines et rêves, de la poésie consacrée au chercheur privé de passeport. Cela dure des demi-journées entières



Dessin paru dans l'hebdomadaire du FLN Révolution africaine, au mois de novembre.

dant la guerre d'Algérie, c'est nous qui avons trinqué le plus et depuis l'indépendance les frères des autres wilayas nous ont généralement laissés nous débattre tout seuls face à la répression. En octobre, nous avons vu que le régime préparait pour nous un « exemple » particulièrement sanglant, et nous n'avons pas voulu, tomber dans le piège.

En tout cas, avec sans doute le record national per capita de comités, collectifs, rassemblements, coordinations, syndicats spontanés, tracts, proclamations, grèves et autres grèves de la faim, la Kabylie demeure, géographiquement parlant, le plus gros souci d'un gouvernement qui n'en manque pas.

Certes, on ne peut que sourire quand Révolution africaine, organe central du FLN, agit la menace du « néocolonialisme qui s'attend qu'un affaiblissement de l'unité nationale pour revenir par une fenêtre ». Mais il y a bien tout de même de s'interroger sur l'existence de tensions ethniques en germe quand on entend le très populaire baladin berbérophone Ali Menguellet chanter : « Quand je vois un Arabe dans mon jardin, je tire dessus ! »

Forhat, un autre chanteur kabyle surnommé « le maquisard de la chanson » par le romancier Kateb Yacine

pas le berbère. Je suis des cours en arabe classique et ma documentation est en français. Hors de Kabylie, je dois parler arabe algérien. Quant à ma mère, elle ne comprend que le kabyle, et si elle a eu quatorze enfants, c'est peut-être parce qu'elle n'a jamais compris les slogans antinatalistes diffusés en arabe classique par la radio dite nationale. On est en pleine absurdité linguistique.

Une situation à la kurde ?

Les professeurs rouscristes, tel Ramdane Achab, mathématicien : « Le voyant de la sincérité réformiste du gouvernement Merbah sera la liberté en langue et la vérité en histoire », l'historien Djoudi, méconnu à l'hôpital de Bordj-Ménzel, près de Tizi-Ouzou, va encore plus loin : « L'arabisation a été imposée avec une telle intolérance pour les autres cultures qu'elle a dressé contre l'Arabe des musulmans qui, au départ, ne pouvaient qu'être attirés par le véhicule de leur foi. Pour réparer le mal, l'Etat doit d'abord libérer et financer la recherche supérieure berbère, et plus tard envisager de faire du kabyle au moins une langue en option. Mais le français doit redevenir la langue de base de l'enseignement. Nous n'avons pas de complexe à avoir, puisque nous avons nationalisé le parler du colonisateur jusqu'à l'intégrer à notre identité. »

Cet audacieux discours pluriculturel est naturellement rejeté par les hommes au pouvoir - Arabes et Berbères confondus - qui, paradoxalement, font régulièrement sonner la France, par leur presse, de se reconstruire en « société multiculturelle » alors que l'Hexagone a toujours tendu à être un creuset... Quant à l'Algérie, qui, malgré le caractère incontesté-

et personne ne se lasse d'écouter, même si à la longue on se fatigue d'applaudir. Mais brusquement un étudiant anonyme fait remonter en lice l'applaudissement en exprimant un seul mot : « Que l'Algérie démissionne de la Ligue arabe ! » Pas une voix ne s'élève pour lui dire qu'il a trop loin.

Quant au « Grand Maghreb arabe », eh bien, « il sera berbéro-arabe ou il ne sera pas ! De l'Atlantique à l'Egypte nous sommes vingt et un millions de berbérophones sur cinquante-sept millions d'habitants. C'est l'UNESCO qui l'a écrit. Si nos gouvernements ne veulent pas l'admettre il n'y aura jamais de Maghreb uni ! »

Cependant les jeunes arabophones ne s'émouvent pas outre-mesure de cette évolution. Nombreux sont ceux qui étudient à Tizi-Ouzou car, en 1984, le gouvernement, « pour casser le berbérisme », a installé en Kabylie des facultés à vocation nationale. « La culture n'a pas toujours été facile. Les Kabyles sont très légers et soupçonneux tout Arabe d'être islamiste, mais à la langue nous avons compris que leur réclamation était uniquement culturelle. Sur le plan politique, ils sont comme la majorité des jeunes arabophones, des militants démocrates », estime avec beaucoup d'autres un Médéa venant pour ses études en Grande-Kabylie.

Si les héros favoris de la turbulence sont étudiants kabyles sont naturellement Jugurtha, le roi de Numidie qui résista aux Romains, ou Mouloud Fersoum, l'immortable conteur franco-phonie de la vie berbère, assassiné par des pieds-noirs à la fin de la guerre d'Algérie, la figure étrangère qu'ils affirment apprécier le plus est... Churchill, une sacrée référence tout de même en matière de tolérance. Et d'humour.

Sans doute le Vieux Lion britannique aurait-il apprécié ce graffiti géant offert comme un ultime pied de nez kabyle aux automobilistes quittant Tizi-Ouzou pour Alger, ce repaire de tous les censeurs : « Vive Enrico Macias ! », « un juif bien de chez nous qu'il faut écouter sur les radios étrangères », comme on bougonne là-bas à la cité universitaire, en se tapant sur les cuisses.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Prochain article :

LES AMOUREUX D'ORAN

(1) Kassa Houari, Confessions d'un immigré. Lieu commun, 1988.  
(2) Chroniques algériennes (Actuelles III), Gallimard, 1958.  
(3) Utilisés par les Touaregs ; les Kabyles transcrivent actuellement leur langue en caractères latins.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 4 novembre 1988, la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Poitiers (Vienne) a condamné LUCIE MÉRISSE le 1/12/1948 à André (78), conseil d'entreprise, rue de la Croix-Rouge, 13800 La Fouchère, à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et interdiction de gérer ou d'administrer une entreprise pendant une durée de 3 ans, pour fraude fiscale.

Pour extrait certifié conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

BIBLIOGRAPHIE

« L'opposition en Algérie depuis 1962 » de Ramdane Redjala

Voici un livre qui tombe à pic, alors que la classe politique française en est encore à se frotter les yeux devant l'irruption d'une opposition au régime monoparti d'Alger. Pour être spontanées, les manifestations de jeunes dans les villes du Tell ne doivent pas cacher qu'il existe dans le pays, depuis l'indépendance en 1962, plusieurs courants d'opposition.

La question de leur représentativité se pose naturellement, tant à la lumière de la répression dont ces formations ont été l'objet depuis un quart de siècle que de leur absence apparente du récent soubouvement urbain.

Docteur ès lettres, né en 1938 en Grande-Kabylie, actuellement collaborateur du professeur André Miquel au Collège de France, Ramdane Redjala nous donne en tout cas, avec son livre, la plupart des clés historiques et politiques qui nous manquent pour comprendre le cheminement des mouvements algériens organisés d'opposition depuis 1962 et leur rôle, ou plutôt leur quasi-non-rôle, aujourd'hui.

Après une large mise en perspective de la crise du Front de libération nationale (FLN) à l'issue de la guerre d'indépendance, sont traités dans ce pre-

mier tome le Parti national de la révolution socialiste de Mohamed Boudiaf (à présent exilé au Maroc) ; le Comité national de défense de la révolution, fruit, en 1964, d'une coalition militaire, politique, et le Front des forces socialistes, écho kabyle au comportement dictatorial du président Ahmed Ben Bella, alors en exercice, front dont le chef fut et resta Hocine Ait Ahmed (exilé en Suisse).

Ramdane Redjala publiera dans quelque temps un second tome consacré au Parti communiste algérien et à son double, le Parti de l'avant-garde socialiste, dont certains éléments ont peut-être joué un rôle anti-Chadli aux côtés des ultradupes du FLN, à la veille des troubles de cet automne ; au Mouvement pour la démocratie en Algérie d'Ahmed Ben Bella (exilé en Suisse) et aux groupuscules trotskistes. La nébuleuse islamique sera également abordée dans ce deuxième volume.

J.-P. P.-H.

\* L'Opposition en Algérie depuis 1962, par Ramdane Redjala. Tome I. Le PRS-CNDR, la FFS, CGLH. Histoire et perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, 210 p., 150 F.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

GEOGRAPHIE HISTORIQUE DE LA FRANCE

636 p. 32 cartes 195 F

Après l'avoir lu, on sait pourquoi et comment la personnalité de la France a germé et grandi, entre mer du Nord et Méditerranée, à l'ouest des quatre rivières, puis des Alpes. Il rassemble toutes les pièces du puzzle, touchant à tout : à la géologie, à l'archéologie, à la sociologie, à la linguistique, au droit, à l'ethnologie, à l'économie, à l'architecture, à l'agronomie, à la poésie épique ou galante...

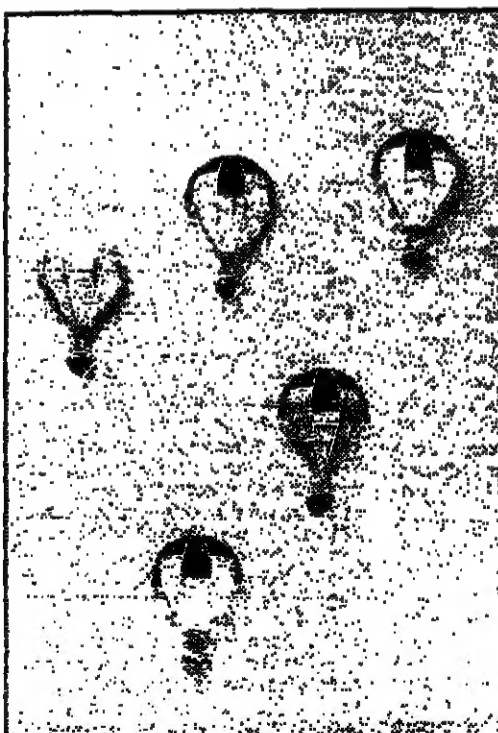
Jean-Robert Pitte, Le Monde

ODOUL AGENT DE demeco

Garde-meubles

42 08 10 30

16, rue de l'Atlas-75019 Paris



Chez Fred, un envoi de montgollières en email de toutes les couleurs, bleu, rouge, noir, turquoise, vert, jaune, rose et blanc ornées de diamants ; la nacelle est représentée par une pierre précieuse (péridot, citrine, tourmaline). Leur prix : 26 000 francs.

Fred Joaillier-Horloger, 6, rue Royale, PARIS

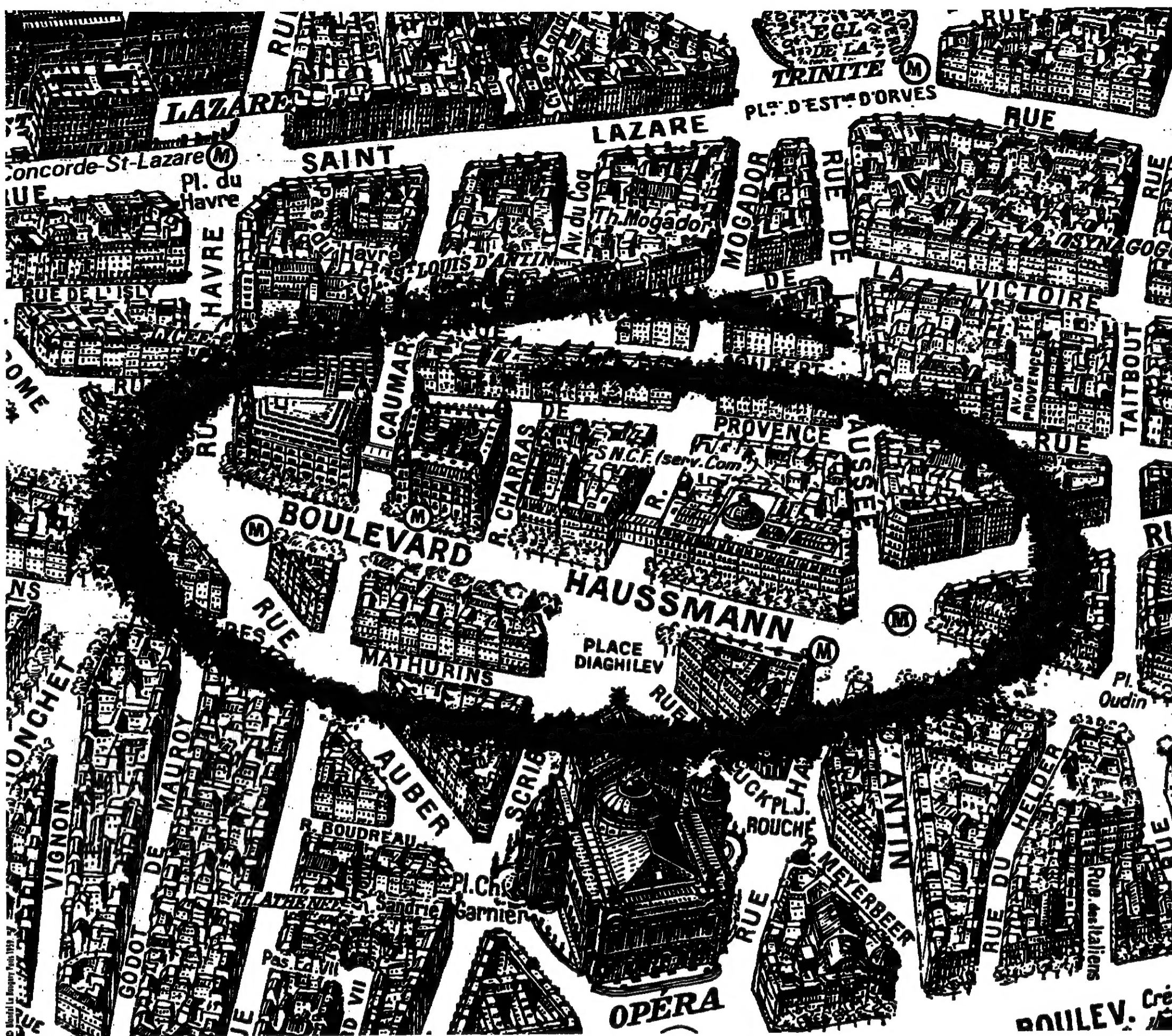
هكذا من الأصل



10



# NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



**GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS,  
MARKS & SPENCER, BOUCHARA, MONOPRIX, PRISUNIC,  
SERONT OUVERTS  
LE 18 DÉCEMBRE.  
A PARTIR DE 10 H.**

GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H A 18 H 30. PRINTEMPS, DE 10 H A 19 H. MARKS & SPENCER, BOUCHARA, DE 10 H A 18 H 30. MONOPRIX, PRISUNIC, DE 10 H A 19 H.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Europe

### TCHÉCOSLOVAQUIE

## M. Vasil Bilak quitte la direction du parti

M. Vasil Bilak, soixante et onze ans, a démissionné de toutes ses fonctions à la direction du Parti communiste tchécoslovaque, officiellement à cause de son âge, a annoncé, jeudi 15 décembre, le chef du PCT, M. Miloš Jakes, au cours de la première journée d'un plénum du comité central. M. Jakes a rendu un vibrant hommage à M. Bilak, qui fut longtemps considéré comme le numéro deux du régime et le tenant de la ligne la plus « dure ». « Il a pleinement manifesté l'audace du communisme, la fidélité au Parti et aux idéaux du

marxisme-léninisme, ainsi que l'amitié avec l'Union soviétique lors des années difficiles de la crise (de 1968-1969) et pendant que l'on surmontait ses conséquences », au cours de la période de « normalisation », a déclaré M. Jakes.

Ce départ était attendu — même si l'on peut imaginer que M. Bilak se serait volontiers maintenu en poste jusqu'au congrès du PCT, en 1990 — et ne devrait pas modifier la ligne suivie par M. Jakes. Après avoir écarté les éléments réformateurs les plus

remnants, comme l'ancien premier ministre, M. Loubonir Strougal, en octobre, M. Jakes semble poursuivre la consolidation de sa position personnelle au présidium (bureau politique) du PCT, avec le départ de son membre le plus conservateur. On relève cependant que d'autres représentants de cette « vieille garde », comme MM. Alois Indra et Karel Hoffmann, restent en place.

Deux autres responsables quittent leurs fonctions: MM. Josep Kempny au présidium, et Mikulas Beno au secrétariat du comité central.

### BULGARIE

## Remaniement à la tête du PC

La composition du bureau politique et du comité central du PC bulgare a été remaniée au cours d'un plénum qui s'est achevé mercredi soir 14 décembre à Sofia.

Le ministre de l'intérieur, M. Dimitar Stoinov, soixante ans, a été élu membre du bureau politique et secrétaire du comité central du parti, deux postes laissés vacants en mai dernier par M. Tchoudoumir Alexandrov, démissionnaire. Le plénum a également « libéré » M. Alexandrov de ses fonctions de membre du comité central.

Par ailleurs, quatre nouveaux ministres ont été nommés jeudi au cours d'une session de l'Assemblée nationale. M. Guéorgui Tarev remplace M. Stoinov au poste de ministre de l'intérieur, et les ministères des transports, de la santé et de l'agriculture ont été attribués respectivement à MM. Trifon Pachov, Mincho Tsanev et Guéorgui Manov. — (AFP.)

## Le dogmatisme incarné

Pour Vasil Bilak, les eurocommunistes étaient des « traîtres », les signataires de la Charte 77 « des ennemis du socialisme », et certains juifs « sionistes » les « ennemis les plus féroces du progrès, défenseurs de l'impérialisme et du racisme ». Membre du bureau politique, du présidium, du Parti communiste tchécoslovaque depuis plus de vingt ans, M. Bilak aura laissé à l'histoire de son pays quelques formules bien senties qui justifient l'image de dirigeant le plus « dogmatique » de cette période.

Né en août 1917 dans un village de Slovaquie, Kráľovský Chrmel, orphelin très tôt, il rejoint le Parti communiste dès 1945, à Bratislava, capitale de la Slovaquie. Membre du comité central du PC tchécoslovaque en 1964, il va ensuite régulièrement gravir les échelons : commissaire slovaque à la culture et l'enseigne-

ment en 1969, ministre sans portefeuille en 1980, secrétaire et membre du présidium slovaque en 1982, il succède à Alexandre Dubcek au poste de premier secrétaire de Slovaquie en janvier 1988, lorsque Dubcek devient le numéro un du Parti communiste tchécoslovaque.

C'est au moment de l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie, pour mettre fin au « printemps de Prague », le 21 août 1968, que Bilak adopte une attitude qui le compromettra définitivement aux yeux de millions de ses compatriotes : il tente d'empêcher l'adoption par la direction du PCT d'une motion condamnant cette intervention militaire. Considéré alors comme coupable de « trahison », il fut lavé de cette accusation avec quelques autres en avril 1969.

C'est pourtant lui qui devait à nouveau remettre cette affaire sur la sellette, lors du plénum du 10 décembre 1970, en affirmant qu'il « serait temps de dire publiquement que nous avons effectivement invité nos amis soviétiques » à intervenir, et de « publier la liste des signataires » de cet appel à l'URSS. Parmi les signataires figuraient apparemment MM. Bilak, Hoffmann et Indra.

Responsable de l'idéologie, des relations internationales et des relations entre les pays frères, Vasil Bilak se fit encore remarquer en 1972 par ses critiques formulées contre les dirigeants hongrois et polonais Kadar et Gierak, qu'il jugea dangereusement réformistes.

Ces derniers temps, il avait été remplacé à l'idéologie par M. Jan Fojtik et avait visiblement perdu de son influence,

mais il s'est quand même récemment rendu en visite officielle en Autriche, et assista à l'entrevue de M. François Mitterrand avec M. Jakes à Prague il y a une semaine.

Vasil Bilak vieillissant était devenu la risée des Pragueux cette année en tentant de faire publier ses Mémoires dans la presse officielle. L'organe du PC slovaque, la Pravda de Bratislava, commença à en publier le début, qui fut si peu apprécié en haut lieu qu'elle dut s'arrêter là. Un manuel clandestin, Lidove Noviny, édité par des dissidents, prit donc le relais, publiant notamment un récit très personnel de la nuit du 21 août 1968 (de la mort du 20 août dernier) et les considérations de M. Bilak sur les juifs.

S. K.

### RDA

## Berlin-Est assouplit la procédure de demande de visas pour ses ressortissants

Une réglementation pour les voyages à l'Ouest a été officiellement rendue publique mercredi 14 décembre à Berlin-Est après avoir été approuvée par la Chambre du peuple. Cette réglementation, qui fixe officiellement les raisons donnant droit à un visa pour se rendre en visite à l'Ouest, devrait laisser moins de place à l'arbitraire de l'administration.

Les autorités doivent dorénavant répondre aux demandes dans un délai de trente jours et, dans les cas urgents, de trois jours. Les raisons

d'un refus doivent être données par écrit. Le Parlement est-allemand a institué simultanément une possibilité de recours en cas de réponse négative, qui constitue une importante nouveauté juridique. En effet, il n'existait pas jusqu'à présent en RDA de tribunaux administratifs, les recours contre l'administration n'étant possibles qu'après des organes exécutifs eux-mêmes. La nouvelle réglementation doit entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## Amériques

## Argentine : le chantage des soldats perdus

(Suite de la première page.)

La révolte du colonel Seineldin et celle de son « prédécesseur », le lieutenant-colonel Aldo Rico, n'étaient pas destinées à déclencher un coup d'Etat, mais, comme l'a dit le fustueux de décapiter l'« honneur ». Derrière les visages barbouillés de noir des mutins apparaissait l'énorme frustration de ceux qu'on appelle ici les « Malvineros » : les officiers qui ont combattu les Anglais aux Malouines, et qui remettent en cause une hiérarchie qui les a conduits à la capitulation.

Curieux et inquiet personnage que Seineldin. Un de ces croisés de « Dieu et la patrie », comme en fabriquent encore certaines armées, et qui ne se serait pas senti dépaycé parmi les « soldats perdus » de la fin de la guerre d'Algérie. Né musulman (il est d'origine druze libanaise), converti au christianisme, c'est un intégriste, digne représentant d'un corps d'officiers connu pour son catholicisme ostentatoire, son nationalisme exacerbé, son antisémitisme aussi. « Il est couronné, dans les casernes, d'épave son chapelier », dit l'un de ses amis, un avocat, M. Radames Marini. Un autre matin, le commandant Abete, dont le régiment basé à Mercedes (150 kilomètres de Buenos Aires) est le dernier à se rendre, porte sous son uniforme, dit-on, un scapulaire. Ces ultras ont une vision manichéenne du monde, et attribuent à l'armée un rôle privilégié dans la vie de la nation. Si, dans leurs déclarations publiques, ils ne remettent pas en cause la démocratie, ils sont antidémocrates dans l'âme. Parce que le gouvernement radical d'Alfonso comprend des juifs, ils parlent de « la synagogue radicale ».

Grand, au profil d'aigle, Seineldin a passé pratiquement toute sa vie à instruire des commandos. Jusqu'au boutisme dans l'effort comme dans les idées, il est considéré par ses collègues comme un soldat hors pair. Son comportement pendant la guerre des Malouines lui a valu une décoration, qu'il a refusée en disant qu'on ne décorait pas une armée vaincue. Il n'est accusé ni d'avoir torturé ni d'avoir volé pendant la dictature.

les assassins de l'époque étant souvent aussi des pillards. On dit même qu'en mars 1976 il n'était pas du côté de ceux qui renversèrent le gouvernement légal d'Isabelita Peron et établirent pendant des années un régime de terreur.

C'est un « législateur », disent ses amis. Il n'aurait violé la légalité que sur le tard, après avoir refusé de participer à deux autres rébellions, dont il était pourtant, dit-on, le mentor. Envoyé à Panama comme attaché militaire, puis comme instructeur de la garde nationale du fameux général Noriega, c'est une fois sa mission terminée qu'il est rentré en Argentine, avec seulement quelques jours d'avance sur la date prévue. Et ce pour prendre la tête d'une révolte qui avait germé sans lui.

### Un face-à-face pacifique

Une révolte pour rien, comme les précédentes ? On pourrait le croire, vu sa conclusion. Carlos « Albatros », les commandos de la préfecture maritime qui s'étaient retranchés avec lui dans l'école d'infanterie de Campo-de-Mayo, théâtre déjà du premier « coup de caserne », de 1987 — avaient bien juré que ce serait cette fois, la victoire ou la mort. Et pour bien montrer qu'ils ne plaisaient pas, ils s'étaient peints la figure, comme pour aller à la guerre, en tenue de camouflage.

Mais il n'y a pas eu de guerre, et l'aventure s'est terminée sans combat. Comme les fois précédentes, il y a eu pendant quelques jours un face-à-face pacifique entre les éléments « loyalistes » et « rebelles » de l'armée. Des coups de feu ont été tirés ; mais il s'agissait plutôt de coups de semonce. Aucun soldat n'est mort : les seules victimes ont été deux civils et un policier tués pendant une manifestation contre la rébellion.

« Nous serions intervenus si les institutions avaient été en danger », expliqua par la suite le numéro deux de la marine, le vice-amiral Rivero Kelly. Elles ne l'étaient pas : les sédi-

teurs ne dissimulaient pas qu'ils se soulevaient non contre le gouvernement, mais contre leur commandant en chef ? La passivité des troupes « loyales » devant la rébellion a inquiété les milieux policiers, qui se demandent encore quelles concessions ont été faites pour y mettre fin. Que M. Alfonsín n'ait pas transigé, personne n'en doute aujourd'hui, même parmi les péronistes, ses adversaires. « L'arrangement final s'est fait au sein de l'armée », affirme M. Hernán Pablo Mayer, responsable des problèmes de défense au sein du parti justicialiste (péroniste). Autrement dit, c'est le général Caridi qui s'est entendu avec ceux qui demandaient sa démission. Après avoir encerclé avec des chars la caserne de Villa-Martelli, où ces derniers s'étaient enfermés après avoir quitté le Campo-de-Mayo, il s'est montré compréhensif, semble-t-il, au point d'envisager de quitter son poste. Mais le président Alfonsín, qui était aux États-Unis pendant cette première phase de la révolte, a affirmé dès son retour de voyage qu'il n'en était pas question. A plusieurs reprises, il a manifesté son appui au chef d'Etat-major de l'armée.

Les rebelles, eux, considéraient celui-ci comme un de ces généraux « rosés-de-cuir » dont l'alignement est nécessaire. D'une révolte à l'autre, ils remettent en cause une hiérarchie qui a fait la preuve de son incompétence pendant la guerre contre les Anglais. Si celle-ci a été perdue, disent les Argentins, c'est qu'elle « a été menée par trois armées au lieu d'une » : armée de terre, marine, armée de l'air ont opéré chacune pour son compte. Estrangées à la lutte anti-guérilla, elles n'étaient pas non plus préparées à affronter un ennemi extérieur. A l'incompétence s'est ajoutée, parfois, la lâcheté. Les « Malvineros » qui arrivent aujourd'hui aux postes de commandement savent bien, eux, qui s'est battu, et qui a failli.

Aussi les généraux Galtieri et Lam Dora, l'amiral Anaya, qui formaient la junte militaire responsable du désastre, peuvent bien purger la peine d'emprisonnement à laquelle

ils ont été condamnés. Sans rien espérer d'un mouvement de rébellion : les activistes ne feront rien pour le tirer de la prison. « Ils ne bougeront pas non plus le petit doigt », si l'on en croit les commentateurs, en faveur des commandos en chef condamnés pour violations des droits de l'homme. Le général Videla, l'amiral Massera — emprisonnés à vie — les généraux Viola et Agosti, l'amiral Lambruschini — condamnés à des peines allant de seize ans à trois ans et neuf mois de prison — appartiennent à une catégorie militaire accablée de toutes les faillites par les jeunes officiers.

### Aucune autocritique

Le trouble a gagné les casernes quand la justice a cessé de s'occuper seulement des hauts responsables pour s'intéresser aux grades de rang inférieur. Trop de ceux-ci avaient été impliqués dans les horreurs de la « guerra sucia » (la sale guerre). Il appartenait aux magistrats de se prononcer. Mais comme ils ne pouvaient le faire rapidement, le président Alfonsín risquait de passer ses six ans de mandat en guerre avec son armée. C'est pourquoi il fit voter une loi dite du « point final » qui fixa une date limite — le 22 février 1987 — pour l'ouverture des instructions. Au jour dit, plus de 400 dossiers avaient été bouclés en extremis : autrement dit, la « plainte ouverte » que le gouvernement voulait réformer risquait de saigner encore longtemps. La révolte de la « semaine sainte » 1987 surgit de cette constatation. Elle se termina apparemment par la défaite des rebelles, et la victoire personnelle du président, venu sur les lieux exiger leur reddition. Mais quelque temps après, deux des revendications des mutins étaient satisfaites : le départ du commandant en chef de l'armée, le général Rios Erenu, rejeté comme l'est son successeur, et une nouvelle loi, baptisée du « devoir d'obéissance », qui exempta de poursuites la plupart des officiers impliqués, sous prétexte qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres. Seuls restaient passibles de jugement les titulaires de postes de commandement, tels que les chefs et sous-chefs de zones militaires.

La grogne ne diminua pas pour autant. Il ne restait qu'une trentaine de généraux et d'amiraux à juger — la plupart incarcérés. Mais des centaines d'officiers étaient appelés à témoigner. Et cela les indispose. Luis Fernando Torres, sous-directeur de l'Agence de presse Noticias Argentinas, ils ne veulent pas déposer contre leurs supérieurs.

La poursuite des procès a favorisé un climat d'accusation permanente contre l'armée. Dans la révolte de ce début de décembre, il y avait cette plainte : les militaires seraient des mal-aimés ; ils vivaient dans un ghetto, en raison de la campagne de « déguisement » dont ils sont victimes dans la presse et les partis politiques.

Ne faisant aucune autocritique, aucune « révision douloureuse » des

méthodes employées contre la « subversion », les officiers argentins estiment avoir été « en guerre », et que, dans toute guerre, il y a des « excès ». Le président Alfonsín a tenté de les réconcilier avec le reste du pays : on le lui reproche, à gauche comme à droite. A gauche, parce qu'on veut que tous les coupables soient châtiés. Ailleurs, chez certains péronistes notamment, parce qu'on reproche au chef de l'Etat de n'avoir pas en fait fait des concessions à l'armée dans les pires conditions : sous la pression.

Les soldats du colonel Seineldin avaient d'autres revendications : les bas salaires et le manque de moyens financiers. Depuis longtemps, l'armée argentine s'était habituée à vivre sur un grand pied. En 1945, elle avait l'un des budgets les plus élevés du monde pour un pays qui n'était pas en guerre : 6 % du PNB — autant que les budgets réunis des armées du Chili, du Brésil, du Venezuela et de la Colombie.

Par la suite, ce budget fut ramené à 4 % du PNB — ce qui était encore beaucoup. La lutte contre la « subversion » permit d'ajouter aux salaires normaux de nombreuses primes — et aussi, pour certains, de gros bonus. La démocratie rétablie, des restrictions s'imposèrent, pour des raisons politiques autant qu'économiques. Les dépenses de l'armée ne correspondaient plus aujourd'hui qu'à 2 % du produit national. Les salaires sont bas, donc, et l'argent manque pour acheter du nouveau matériel, ainsi que des pièces de rechange.

Cette armée sans budget est aussi une armée sans mission. Privée d'ennemis internes (la guérilla) et externes — puisqu'elle a résolu son conflit avec le Chili, à propos du canal de Beagle, et qu'un processus d'intégration a été entamé avec le Brésil — elle ne peut guère espérer occuper de nouveau son terrain préféré : la scène politique après les humiliations cuisantes de ces dernières années. Elle reste pourtant une armée politisée, prompt à l'insubordination. Les trois révoltes qui se sont produites en dix-neuf mois montrent que sa conversion n'a pas été faite.

CHARLES VANHECKE.

### ÉTATS-UNIS

## Décès du sénateur Symington le « faucon » devenu « colombe »

L'ex-sénateur démocrate Stuart Symington, une personnalité qui a marqué la vie politique américaine de la fin des années 40 jusqu'à 1977, est décédé mercredi 14 décembre à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Nommé en 1947 par le président Harry Truman comme secrétaire à l'armée de l'air devenue à cette date une arme spécifique, il s'était fait l'avocat d'une très forte composante aérienne à capacité d'export militaire comme pilier de la défense nationale. Il avait d'ailleurs plus ainsi acquis une réputation de « faucon » qu'il avait démissionné en 1950 pour protester contre des réductions de son budget. Cet acte devait signer la fin d'une carrière gouvernementale, mais aussi déboucher sur une grande carrière parlementaire. En 1952, il était élu sénateur du Missouri et devait être réélu jusqu'à 1972.

En 1960, il s'était lancé dans la course à l'investiture démocrate contre John Kennedy et Hubert Humphrey. A la victoire du sénateur du Massachusetts comme candidat du parti, il avait posé pour la vice-présidence ; il lui fut préféré Lyndon Johnson, lequel succéda à Kennedy après l'assassinat de celui-ci à Dallas. S. Symington n'en avait pas moins préparé pour le futur président, en 1960, une réforme fondamentale du système de la défense, et du haut commandement des Forces armées qui est encore largement en vigueur aujourd'hui.

En sa qualité, unique, de membre à la fois des commissions des affaires étrangères et de la défense du Sénat, il se fit connaître comme l'un des premiers et plus fervents avocats de la nécessité d'une désescalade militaire américaine au Vietnam. Désormais étiqueté « colombe », il plaida, plus largement, pour une réduction des engagements des États-Unis à travers le monde, se classant ainsi dans le courant isolationniste récurrent au sein de l'Union. S. Symington, qui avait en son temps (1965) violemment critiqué le « nationalisme » du général de Gaulle, devint, au tournant des années 60 et 70, l'un des véhicules contempteurs de la politique de Richard Nixon : il devait d'ailleurs prendre une large part à l'aboutissement de l'affaire du Watergate, et la démission consécutive du président américain.

En politique intérieure, S. Symington, avait également évolué vers un libéralisme de plus en plus affirmé ; il avait, en particulier, soutenu les législations allant dans le sens de l'« Etat providence » et de la libération des mœurs. Il avait pris sa retraite politique en 1977 avec l'arrivée au pouvoir du président Carter.

J.-P. C.

# IL N'Y A PAS DE SANG SUR NOS MAINS.





(Publicité)

# lettre ouverte à un(e) titulaire de Carte Bancaire

Monsieur,

Madame,

Peut-être avez-vous tout à l'heure, au hasard de votre chemin, retiré de l'argent dans un distributeur de billets de banque. Il y en a beaucoup. Peut-être, aussi, avez-vous fait des courses dans un grand magasin, acheté des fleurs dans votre quartier, payé votre garagiste ? Tout cela, avec votre Carte Bancaire. Pour que ces simples gestes vous deviennent naturels, évidents et familiers, il a fallu que votre banque (la meilleure) et d'autres banques investissent des milliards de francs. Qu'elles s'unissent pour qu'UNE SEULE CARTE vous ouvre les portes en France de 450.000 points de vente et de 11.000 distributeurs de billets. Qu'elles s'organisent pour que les coûts de cette Carte Bancaire soient, dans notre pays, parmi les moins chers du monde.

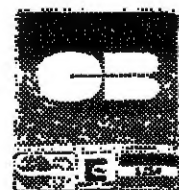
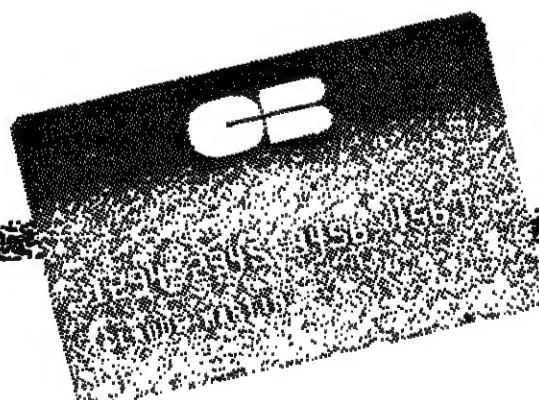
Vous êtes, aujourd'hui, 17,5 millions de fidèles à posséder une Carte Bancaire, à la juger pratique et sûre, bien de votre temps. Avec elle, vous aurez opéré, en 1988, 420 millions de retraits dans les distributeurs et effectué 920 millions de paiements. Demain, votre Carte Bancaire fera mieux encore. Elle vous offrira toujours plus de services et plus de sûreté.

Pour que cet avenir soit assuré, il est nécessaire que les services rendus par les cartes bancaires soient payés à leurs justes prix.

Aujourd'hui, nos efforts communs, c'est votre liberté et votre sécurité.

Sincèrement vôtre.

Raoul BELLANGER



GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

هكذا في الأصل

Conception et réalisation MLC, Phil et Jeff.







# Politique

## Les débats au sein de l'opposition

### « Raymond Barre n'est plus chez nous »

déclare M. Valéry Giscard d'Estaing à « Questions à domicile »

Invité, jeudi 15 décembre de l'émission à « Questions à domicile » sur TF1, M. Valéry Giscard d'Estaing avait manifesté une idée en tête : montrer qu'il est heureux, qu'il se sent bien là où il est, qu'il ne demande rien à personne et qu'avec les ans sa sagesse est devenue inaltérable. Inaugurant pour l'occasion le nouveau siège de l'UDF, rue François I<sup>er</sup>, à deux pas des Champs-Élysées, l'ancien président de la République est ainsi apparu, pendant cette heure et demie de conversation intimiste, simple, détendu, d'une courtoisie exquise, avec les dames, toujours prêt à sortir de sa poche ses gadgets qui sont son frottoir et son luth.

Les couleurs de cet appartement coquet du huitième arrondissement, transformé en état-major politique, avaient à peine eu le temps de sécher. La photo du petit-fils et le buste d'Anne-Aymone étaient mineusement placés pour compléter l'image « plus proche et plus humaine » du nouveau propriétaire. Dans un tel décor et devant tant de prévenance, il était fatal que la première question fût celle-ci : « Monsieur le président, êtes-vous heureux ? » Sans aucune hésitation il répondit : « oui », qu'il a le sentiment de faire aujourd'hui « des choses intéressantes », que depuis son échec de 1981 « ses rapports avec les gens » ont changé et qu'il n'a pas « d'attente de carrière ». Et quand on eut fait de lui demander encore si ce mensonge était bien vrai, il eut cette réponse : « J'ai été élu président de la République à quarante-huit ans. C'était formidable ! Croyez-vous que mon rêve est de redevenir président de la République à soixante-dix ans ? Vous avez ma réponse. »

On se gardera tout de même de le tenir pour définitif tant il est vrai que M. Giscard d'Estaing a fait encore la démonstration jeudi qu'il restait « une belle machine » capable de s'adapter à tous les terrains. Ce compliment fait, il est non moins exact qu'il garde une fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour des réalités en utilisant des lunettes à double foyer : roses pour l'opposition, noires pour la majorité.

Sur le climat social et la politique du gouvernement en général, M. Giscard d'Estaing est apparu plutôt embarrassé reprochant au gouvernement de ne pas avoir prévu mais concédant quelques instants après que cela n'est pas toujours prévisible. Il affirme que la fameuse équation : « pouvoir socialiste égale paix sociale » est devenue fautive.

mais admet aussitôt que face aux conflits actuels « le gouvernement fait ce qu'il peut ». Il souhaite que le gouvernement « explique très clairement sa politique en matière de pouvoir d'achat » pour rappeler dans la même minute que « si on cède globalement, on ouvre la porte à une débâcle économique ». Sur ce dossier, M. Giscard d'Estaing a paru faire la part des responsabilités entre M. Rocard qui a selon lui « une attitude positive adaptée » et M. Mitterrand qu'il n'a pas cité directement mais à qui il reproche « de ne pas conduire la France ».

Sur l'ouverture, le président de l'UDF en est toujours à se demander si cette porte doit être ouverte ou fermée. Dans un premier temps, il a expliqué que « le moment historique » de mai 1988 représente « une occasion manquée pour un certain temps », que la dissolution de juin « est une vote politique » et « un acte de division qui pèsera sur notre vie longtemps ». Mais dans un second temps, il n'exclut pas que cette ouverture puisse se réaliser à partir « d'un fait politique nouveau » : une prise de conscience très forte sur l'Europe qui pourrait donner lieu à une vraie délibération nationale, voire une « consultation de l'opinion politique » qui pourrait être, si l'on suit bien son raisonnement, une dissolution de l'Assemblée nationale afin de redessiner les contours d'une nouvelle majorité de gouvernement.

#### Raccommodement de finances

En attendant, autre curiosité de sa transcription des événements politiques actuels, M. Giscard d'Estaing considère que la France est revenue au socialisme d'avant 1986. Ce qui par simplification excessive l'amène à penser que l'opposition RPR-UDF demeure saine et intacte. Il feint d'ignorer les exigences d'autonomie des centristes pour se féliciter d'avoir su à la tête de l'UDF « même si ce n'est pas gai tous les jours » redonner « unité et activité à cette confédération ». « Raccommodement de finances et de porcelaines », comme dit la chanson, il estime donc que sa colle auvergnate est efficace. Le centre selon lui « tient bon ». RPR et UDF, pense-t-il doivent rester unis et solidaires « pour donner aux Français la sécurité d'une alternance bien préparée », et donc avoir à tout moment un comportement « net ». « Tout ce qui est ambigu, a-t-il dit, dessert le monde politique ». M. Giscard d'Estaing n'a pas pardonné à

M. Raymond Barre son refus de voter la semaine dernière la motion de censure. Retrouvant pour le coup quelques accents assassins, l'ancien président a eu pour son premier ministre des mots définitifs qu'il sera difficile maintenant d'effacer : « Nous avons travaillé ensemble longtemps. Je l'ai soutenu longtemps. Aujourd'hui Raymond Barre n'est plus chez nous. Je le déplore ». En cette fin 1988 la rupture entre les deux hommes « s'il restait une lueur d'espoir de rapprochement » est donc bien consommée.

Entre le RPR et l'UDF il ne s'agitrait simplement pour M. Giscard d'Estaing « que d'une différence de stratégie ». La seule question qui importe est de savoir si les électeurs de l'opposition peuvent être classés ou non en deux familles. Si oui, une « entente » RPR-UDF s'impose. Si non, il faut aller lentement « vers une organisation commune ». A ceux qui souhaitent la convocation de primaires en son sein pour l'élection présidentielle, il propose deux nouvelles pistes : un allongement du délai entre le premier tour et le second, l'utilisation des structures régionales pour une consultation adaptée à la base.

Pour ce qui est du rendez-vous plus proche des élections européennes de juin force est de constater que M. Giscard d'Estaing reste accroché à son projet de liste commune RPR-UDF. Sur le fond au cours d'un entretien avec M. Claude Cheysson, il a présenté quelques priorités : accroître les pouvoirs du Parlement européen — il ne parle plus d'un président de l'Europe — proposer rapidement une monnaie européenne et prendre une initiative « politico-économique vers les pays de l'Est ».

A défaut de pouvoir s'étendre longtemps sur les dossiers de politique étrangère, M. Giscard d'Estaing a pu commenter cependant les récentes déclarations du leader de l'OLP, M. Yasser Arafat. Il a noté que le changement d'attitude des Américains « n'était pas un abandon d'Israël ». Il a souhaité « qu'Israël prenne acte de la reconnaissance par l'OLP de son existence » et « définisse avec beaucoup de soins l'enjeu des futures négociations ».

Avec beaucoup de soins M. Giscard d'Estaing avait lui aussi choisi pour musique de générique de fin plutôt que le Requiem la Symphonie fantastique de Berlioz, musicien qu'il considère comme « le plus triomphant ». On aura pu y déceler un autre clin d'œil...

DANIEL CARTON.

#### A Lille

### M. Chirac appelle la jeunesse à la solidarité avec les pays pauvres « qui sont en train de crever »

M. Jacques Chirac a participé, jeudi 15 décembre à Lille, à l'invitation du bureau des élèves de la faculté des sciences économiques de l'université catholique, à un débat sur le thème « Années 2000 : la France dans la nouvelle donne économique mondiale ». Dans l'après-midi, il avait visité un foyer de réinsertion sociale et l'Institut Pasteur, où il a été accueilli par M. Raymond Vaillant, premier adjoint de M. Pierre Mauroy à la mairie de Lille.

LILLE  
de notre correspondant

M. Chirac s'est prêté, devant plusieurs centaines d'étudiants de l'université catholique de Lille, au jeu des questions organisées sur le style de « l'heure de vérité ». Il a été ainsi interrogé sur la modernisation des entreprises, le problème des nationalisations et privatisations, la situation monétaire internationale, etc. Au bout d'une heure de débat, l'ancien premier ministre s'est étonné qu'aucun voix ne se soit élevée dans ce public de jeunes pour évoquer « la question de ces pays qui sont en train de crever ».

De conversation de salon entre économistes en herbe et homme politique, le ton s'est fait plus grave quand M. Chirac a évoqué « ces pays africains qui sont à notre porte, avec lesquels nous avons une histoire commune, qui nous aiment et que nous aimons, mais que nous

laissons s'enfoncer, année après année, dans la misère, la maladie, la faim, la mort ». Ils sont confrontés, a-t-il expliqué, à « une endettement impossible à maîtriser », ce qui « leur enlève l'espoir ». « Il faut absolument sortir de cette situation », a insisté M. Chirac. « Ou alors, ne prétendons pas que nous sommes le pays des droits de l'homme : il y a une prise de conscience qui doit être la nôtre : cette solidarité, c'est à la jeunesse d'aujourd'hui de l'assumer. 1989, l'année du Bicentenaire doit en être l'occasion ».

L'ancien premier ministre a reconnu que des pays comme la France, la RFA ou le Canada consentaient déjà des efforts importants, mais il a justifié l'attitude des États-Unis et du Japon, « pays, de ce point de vue, misérables », en soulignant qu'ils acceptent de fournir « le même effort que nous par tête d'habitant ». M. Chirac a estimé que, parce que les pays industrialisés étaient incapables de maîtriser les évolutions monétaires internationales et les cours des matières premières — ce qui pour le poids des annuités de la dette des pays du tiers-monde « s'apparente », a-t-il déclaré, à une escroquerie internationale — il faut « à tous les moyens décider d'indexer les annuités de la dette de ces pays sur les cours des matières premières ».

Après avoir préconisé la mise en place d'un système monétaire international qui pourrait être calqué sur le système monétaire européen.

L'ancien candidat à la présidence de République n'a accepté d'évo-

quer la situation politique intérieure que pour dénoncer une « faiblesse de la France » : « celle d'être en Europe le pays le plus surchargé d'impôts, le pays où les charges sont les plus importantes pour les entreprises ». « Nous devons, a-t-il insisté, diminuer ces charges qui pèsent sur les entreprises et donc diminuer nos dépenses publiques ». « Si j'ai voté contre le budget, a-t-il déclaré, c'est parce que j'ai souffert qu'on reparte dans un accroissement de la dépense publique, que l'on reparte vers nos vieux démons par démagogie ».

M. Chirac a indiqué qu'il faut diminuer la fiscalité sur l'épargne et sur le capital, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu (en ramenant la tranche marginale supérieure à 50 % maximum) la TVA (d'au moins deux points, sinon trois). « Cela fait une certaine de milliards de francs d'économies à réaliser dans les dépenses publiques, que l'on peut assumer sur trois ans à raison d'une trentaine de milliards par an. Il est vital de poursuivre la politique de réduction des impôts qui a été menée en 1986-1987 », a-t-il conclu sur ce sujet.

J.-R. L.

● PRÉCISION — Le sondage IPSOS dont nous avons fait état dans nos éditions du vendredi 16 décembre à propos des intentions de vote dans la 6<sup>e</sup> circonscription de Marseille avait été commandé et diffusé par l'Agence centrale de presse (ACP).

### M. Juppé promet que le RPR aura fait « peau neuve » avant la fin de 1989

« Avant la fin 1989 le RPR aura totalement fait peau neuve », telle est la conviction exprimée par M. Alain Juppé, secrétaire général de ce mouvement qui présentera devant le comité central réuni samedi 17 décembre à Paris, un projet de réforme des statuts. Il a également réaffirmé : « La rénovation et la modernisation du RPR c'est nous qui les faisons », allusion au projet de réforme de certains députés dits « rénovateurs ».

M. Juppé a précisé que les objectifs de la réforme des statuts visaient d'une part à développer la communication interne et le débat d'idées et d'autre part à assurer la cohésion et la modernisation du fonctionnement du RPR. Des modifications sont donc apportées à la fois aux organes délibératifs et aux organes exécutifs du mouvement.

Pour les premiers, tous les comités et conseils, aussi bien au niveau local qu'au niveau national, seront désormais composés d'un tiers de membres de droit qui seront élus du suffrage universel (parlementaires, conseillers généraux, conseillers municipaux et maires) et de deux tiers de membres élus directement par les adhérents. Cela s'appliquera aux trois cent soixante-dix-sept comités régionaux qui seront créés. Au niveau national le comité central qui prendra la dénomination de « conseil national » sera composé des mêmes proportions de membres élus pour trois ans. Il comportera six commissions permanentes ayant la même dénomination que les six grandes commissions de l'Assemblée nationale. Le « congrès extraordinaire » s'appellera désormais « congrès » et il se réunira tous les ans. Enfin, les assises nationales se tiendront tous les trois ans pour élire le président. Les prochaines auront lieu à la fin 1989.

En ce qui concerne les organes exécutifs M. Juppé a indiqué que désormais le président du RPR sera élu par les militants (il était, jusqu'à présent, désigné par les délégués des

militants). Le président continuera de nommer le secrétaire général du mouvement mais cette nomination devra être ratifiée par le conseil national. De plus, chaque année, le secrétaire général engagera sa responsabilité en présentant un rapport d'activité devant le conseil national. S'il n'obtient pas une majorité il devra démissionner. Au niveau local les secrétaires départementaux seront nommés par le secrétaire général mais, eux aussi, devront, chaque année, présenter un rapport d'orientation devant l'assemblée

départementale qui pourra les mettre en minorité.

Le comité central de samedi devrait approuver le principe de ce projet. Les membres du comité central disposeront ensuite de trois semaines pour déposer des amendements qui seront transmis à la commission des statuts pour qu'un vote définitif pour la réforme de ceux-ci soit soumis au congrès extraordinaire du RPR convoqué pour le 29 janvier prochain à Paris.

ANDRÉ PASSERON.

**FINANCES**

J'ai 50 000 F, je veux des conseils bien placés.

**FINANCES**

38 F L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE.

Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.

**PRINTEMPS**

**OUVERTURE**

*18 décembre*

**DIMANCHE**

Les Printemps de la région parisienne sont ouverts dimanche 18 décembre.

Italie, Parly 2, Vélizy 2 : 10h-19h

Ternes : 10h-18h30 - Nation : 10h30-19h

République : 10h40-19h - Melun : 14h30-18h30

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Politique

### Mais où est donc passée la deuxième gauche ?

(Suite de la première page.)

« Quinze mois de rigueur trente mois » pour moderniser le secteur public ! L'ennui est que le premier ministre, sous la V<sup>e</sup> République, n'est pas maître de sa longévité, qu'elle puisse être, en ce domaine, les bonnes paroles présidentielles du moment.

Et pourtant, plus que d'autres, Michel Rocard a besoin de temps. Car les conditions de sa réussite ne sont pas encore réunies. Serait-il réduit à une méthode douce, progressive, de transformation de la société, le « rocardisme » n'en représente pas moins une « ingénierie » politique complexe, qui a besoin de partenaires et d'une assise parlementaire qui lui font défaut.

La démarche de la « deuxième gauche » est, par nature, plus difficile à mettre en œuvre que celle de la « première gauche » : l'une est plus décentralisée, plus souple, l'autre plus rigide, plus massive. L'une se joue à la marge, l'autre au sommet. Pierre Mauroy avait parfaitement résumé la vision classique de la gauche lorsqu'il avait, avant de quitter son poste, au cours d'un « Club de la presse » mémorable, fait le long et volumineux inventaire des mille et une lois qu'il laissait derrière lui. Ce qui, soit dit en passant, valut à la gauche son plus bas niveau (moins de 40 % aux européennes de 1984 !). Le changement version Rocard ne se décrète pas, ne se règle pas, n'apporte pas de satisfaction immédiate. Il a d'abord rendez-vous avec la société, il a besoin de partenaires stables, et d'un climat apaisé.

Mais que faire lorsque ces derniers se dérobent ? Que faire lors-

que les syndicats, minoritaires et divisés, laissent le champ libre aux surenchères du PCF, ou sont dépassés par les « coordinations » ? Qu'il s'agisse de gestion ou de rupture, la gauche doit ici surmonter un handicap historique : il n'y a pas, à ses côtés, un grand syndicat réformiste qui soit à la CGT ce que le PS est au PC. La CFDT n'a pas réussi à rééquilibrer le syndicalisme aux dépens de la CGT, comme le PS a su rééquilibrer la gauche aux dépens du PC.

#### Régne de l'ambiguïté

C'est là l'échec d'un homme, Edmond Mitterrand, et d'une stratégie, celle qui avait présidé au ralliement de Michel Rocard au PS lors des assises du socialisme en 1974. Les socialistes paient, en outre, le péché originel du parti d'Épinay, qui n'a jamais été conçu que comme une machine électorale (très efficace, d'ailleurs, au service d'un seul homme, François Mitterrand (qui n'est pas moins performant)). La culture du parti et celle des syndicats, gauche ou pas gauche au pouvoir, restent donc antagonistes.

Au gouvernement, donc, de se débrouiller avec les comportements individualistes des Français, qui ne se démentent pas, et surtout avec le maintien et la toute-puissance des corporatismes (à commencer par celui de la FEN).

Enfin, le gouvernement manque d'une assise parlementaire solide, comme l'illustre le recours au 49-3 pour faire passer une

réforme (le CSA à la place de la CNCL) qui était présentée, au départ, comme devant être consensuelle. Sur la scène politique, l'ambiguïté domine, qu'il s'agisse du PCF (la carotte de l'union municipale, le bâton des grèves), du centre, qui va jusqu'à ne pas voter des textes après avoir obtenu satisfaction (collectif budgétaire) ou du PS lui-même.

Ces comportements obligent à des tactiques au jour le jour, à court terme, et brouillent toute perspective.

Résultat : le champ de la réforme souple, négociée, tranquille, s'est déjà réduit. Le temps perdu se se rattrape jamais, comme dit la chanson. Et pourtant, l'urgence de la réforme est là, qu'il s'agisse de l'école (quelle école, pour quel citoyen, dans quelle république ?) ou de l'État. La gestion, nous dit, « impavide », Michel Rocard. Non, monsieur le premier ministre, la réforme !

JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Au centre. — 44 % des personnes interrogées par l'Institut Louis-Harris sont « favorables à la création d'un mouvement centriste indépendant de l'UDF et du RPR » ; elles ne sont que 32 % à y être opposées. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé, du 24 au 26 novembre, auprès de mille personnes, et publié dans l'Express du 16 décembre. Il apparaît aussi que 51 % des sondés estiment que le gouvernement mène une politique « plutôt centriste » alors que 30 % le juge « plutôt de gauche » et 7 % « plutôt de droite ». Quant aux personnes capables « d'incarner le mieux l'idée que l'on se fait du centre », M. Raymond Barre arrive largement en tête avec 37 %.

### Deux disparitions

#### Jules Catoire, ancien député du Pas-de-Calais (MRP), ancien ministre

Jules Catoire, ancien député du Pas-de-Calais (MRP), ancien ministre, commandeur de la Légion d'honneur, est décédé le 15 décembre à Saint-Nicolas-les-Arras, dans le Pas-de-Calais, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles seront célébrées mardi 20 décembre à 10 h 30 à la cathédrale d'Arras.

[Né le 31 janvier 1899 à Bessèze-les-Arras (Pas-de-Calais), Jules Catoire s'engage très rapidement dans la vie militante, s'inspirant de la doctrine sociale de l'Eglise catholique incarnée alors par lui par Mgr Paul Hoguet, le « premier syndicaliste chrétien de France ».

En 1932, Jules Catoire fonde le syndicat chrétien des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et devient, deux ans plus tard, permanent de la CFTC maisonnette. Il en sera secrétaire puis président

#### Arthur Ramette ancien député communiste du Nord

Arthur Ramette, député honoraire, grande figure du Parti communiste dans le Nord, ancien membre du bureau politique, ancien directeur du journal communiste édité à Lille *Liberté*, est mort à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles auront lieu lundi 19 décembre à 11 heures au siège de la fédération du Parti communiste à Lille.

[Né à Caudry, dans le Nord, le 12 octobre 1897, Arthur Ramette entra à l'âge de douze ans dans la vie professionnelle comme apprenti mécanicien. Sa ville natale était alors l'un des foyers du mouvement socialiste dans le Nord. C'est cet environnement qui forgera sa personnalité.

De retour en France, en novembre 1944, Arthur Ramette siège à l'Assemblée consultative provisoire et aux assemblées constituantes. Il est élu député du Nord en 1946.

Battu aux législatives de 1951, il siège au Sénat de 1952 à 1956 et regagne l'Assemblée nationale en 1956. Il y siègera, hormis une interruption de 1959 à 1962, jusqu'en 1973, date à laquelle M. Georges Hage lui succède. Arthur Ramette a siégé au conseil municipal de Lille de 1945 à 1965.

Le 25 septembre 1983, Arthur Ramette avait reçu les insignes de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur des mains de M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle.]

### L'élection législative de Seine-Saint-Denis

#### Le PCF accuse le PS de collusion avec le PS

M. Jean-Louis Mons, premier secrétaire de la Fédération du PCF de Seine-Saint-Denis, a accusé, jeudi 15 décembre, M. Raymond-François Le Bris, le préfet, de s'être livré à des « manœuvres inqualifiables » et de se prêter à une « opération politicienne » dans l'élection législative partielle de la 11<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis, dont le second tour, dimanche 18 décembre, ne verra qu'un seul candidat en lice, M. Roger Gouhier, maire communiste de Noisy-le-Sec, qui avait devancé de 74 voix, au premier tour, M. Claude Fuzier, maire socialiste de Bondy. M. Fuzier s'est retiré sans appeler à voter pour M. Gouhier, les socialistes locaux laissant entendre qu'il y a eu « fraude électorale ».

« A quels ordres, proviennent de qui, obéit donc le préfet ? », s'est interrogé M. Mons. « Aux ordres du Parti socialiste ? Ou bien a-t-il obéi aux ordres du ministre de l'Intérieur, qui aurait alors, avec son collègue de la justice, monté de toutes pièces une soi-disant affaire de fraude, quarante-huit heures après les élections, pour justifier le non-désistement du candidat socialiste ? » Ces accusations du responsable communiste font suite aux déclarations de M. Fuzier, selon lesquelles « la justice s'est elle-même saisie du dossier [de l'élection] à la suite d'irrégularités relevées par les délégués du préfet dans les bureaux de Romainville ». (Le Monde du 15 décembre.)

Le procureur de la République de Bobigny, M. Philippe de Caizay, a indiqué au *Monde* vendredi que le président du tribunal de grande instance avait effectivement informé le parquet, conformément à l'article 40 du code de procédure pénale, d'incidents relevés par la commission de contrôle des opérations électorales. De son côté, le cabinet du préfet se refusait à tout commentaire.

■ Hommage de l'Assemblée nationale à Laurent Vergès. L'Assemblée nationale a rendu hommage, jeudi 15 décembre, au député communiste de la Réunion, M. Laurent Vergès, décédé à l'âge de trente-trois ans, des suites d'un accident de voiture. Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et M. Jean Poporen, ministre chargé des relations avec le Parlement, ont salué la mémoire de ce jeune homme politique. L'Assemblée a ensuite observé une minute de silence.

### Fraude électorale à Limeil-Brévannes

#### Deux candidates communistes relaxées en appel

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a relaxé, jeudi 15 décembre, M<sup>lle</sup> Michèle Devisme, quarante-sept ans, enseignante, et Jocette Chasseraud, quarante-quatre ans, secrétaire, candidates aux élections municipales du 6 mars 1983, sur la liste de M. Guy Berjal, maire communiste sortant de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne).

La cour, présidée par M. Jean Schewin, a ainsi infirmé le jugement rendu en première instance, le 9 mars 1988, par le tribunal de Créteil, condamnant les deux candidates à six mois d'emprisonnement avec sursis et à deux ans de privation de leur droits civiques. Il était reproché aux deux prévenues, qui présidaient le douzième et le septième bureaux de vote de la commune d'avoir signé des procès-verbaux falsifiés (le *Monde* du 16 février 1988).

La cour d'appel a estimé, pour justifier la relaxe, qu'il n'était pas possible d'identifier le ou les auteurs de la fraude et qu'il n'était pas démontré que M<sup>lle</sup> Devisme et Chasseraud en aient eu connaissance.

Rappelons que à la suite de la fraude, le tribunal administratif avait, le 21 décembre 1983, modifié le sens des résultats du scrutin et proclamé élus la liste de l'opposition UDF-RPR conduite par M. Gérard Beaudry (RPR). Invoquant le refus de M. Berjal de se retirer, le conseil municipal avait été dissous et la liste d'union de l'opposition avait, ensuite, été élue dès le premier tour de l'élection partielle de mars 1984.

le journal mensuel de documentation politique après-demain Formé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur : LE MONDE RURAL Avec notamment des articles de : Henri MALLET, Bernard THAREAU. Envoyer 40 F (titulaire à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, un exemplaire du dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

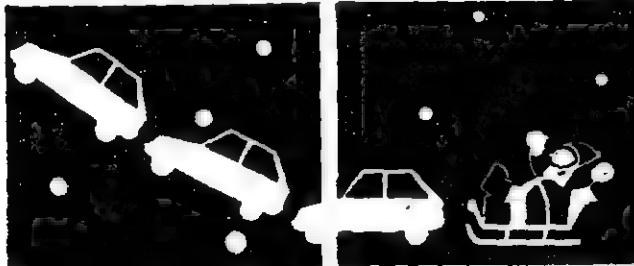
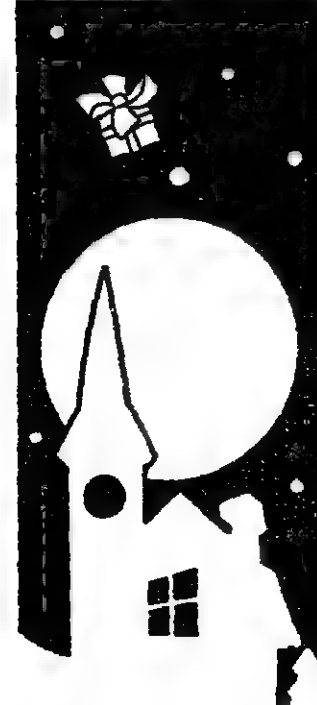
## DU 9 AU 17 DECEMBRE

CRÉDIT 9% SUR 12 MOIS

Crédit 9% sur 12 mois\*. Crédit 12 mois au T.E.G. de 9% avec apport minimum de 30% sur toute la gamme V.P. neuve et occasion. Ex: montant financé 10 000 F. 12 échéances de 874,51 F. Coût total du crédit 10 494,12 F. Crédit au T.E.G. de 12,8% sur 24 mois, 14,8% sur 36 mois, 15,8% sur 48 mois.

EQUIPEMENTS A PRIX FOUS

Économisez 90% sur le prix des équipements en option\*\* dans la limite de 3 000 F pour une Supercinç, 4 000 F pour une Renault 9, 11, 21 ou 21 Nevada, 5 000 F pour une Renault 25.



Le Noël Renault

150 000 PELUCHES A GAGNER

Pour jouer au grand jeu national gratuit et gagner l'un des 150 000 chiens en peluche venez vite chez votre concessionnaire Renault. Chaque participant gagnera un cadeau surprise.



OF SUR 12 MOIS

OF sur 12 mois\* sur toute la gamme V.P. neuve LOA sur 60 mois. Versement initial de 30% (dont 15% de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2 409 F. Coût total en cas d'acquisition 143 223 F du prix TTC du véhicule.

Reprise Argus + 5 000 F\* de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinç, 9, 11, 21 ou 21 Nevada. Conditions générales et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Reprise ARGUS + 5 000 F



RENAULT DES VOITURES A VIVRE



# Société

## L'affaire de la succession Canson et ses suites

### Une lettre de M. Olivier Chevrillon

Nous avons reçu, le 14 décembre, de M. Olivier Chevrillon, directeur des Musées de France, la lettre suivante :

Deux articles du Monde en date des 7 et 10 décembre 1988 mettent gravement en cause la direction des Musées de France à propos de l'achat par le Musée du Louvre, en 1985, d'un tableau de Murillo, le *Gentilhomme sévillan*.

Dans le premier article, vous accusez l'Etat de s'être « placé en situation de race ». Vous écrivez que « l'origine du tableau fut enterrée, sinon cachée, et que l'on évita d'y regarder de plus près » ; en somme, les Musées de France auraient fermé les yeux sur le détournement d'une œuvre d'art au moment de l'achat par le propriétaire apparent, Mme Pesnel.

Trois éléments de fait, dites-vous, étaient en jeu. Les deux premiers « éléments de fait » sont des lettres de M. Dumy, avocat de la maison Christie's, à M. Lombard, avocat de Mme Pesnel, et de M. Jourdain, notaire à Toulon, au même M. Lombard. Mais, d'une part, ces correspondances n'affirment ni ne suggèrent que le tableau de Murillo avait été dérobé à sa légitime propriétaire. D'autre part et surtout, le Monde - à juste titre - ne prétend pas un instant qu'elle aient été portées, à l'époque, à la connaissance de la direction des Musées de France. On ne voit donc pas quel argument elles peuvent fournir à l'appui de l'accusation portée contre cette administration.

#### Éléments sans valeur

Le troisième « élément de fait » serait une fiche et un télé de mars 1985, émanant de douaniers français posés à la frontière suisse. Ils avertissent leur direction générale que M. Pesnel et M. de Canson exportent des tableaux vers la Suisse sans se soumettre aux formalités d'usage et

indiquent que le tableau (de Murillo) « appartenait à M. de Canson et serait vendu par M. Pesnel ». Selon votre journal, deux enquêteurs relevant de la direction générale des douanes auraient ensuite rendu visite à la direction des Musées de France.

Ni le directeur des Musées de France de l'époque, M. Hubert Landais, ni aucun de ses collaborateurs ne se souvient d'une démarche de ce genre, qui n'a laissé aucune trace dans les dossiers de la direction. Mais surtout, en admettant qu'elle ait eu lieu, rien ne permet de supposer qu'elle ait porté sur un autre sujet que l'exportation irrégulière d'œuvres d'art. Le télé précité, interne à la direction générale des douanes, se borne d'ailleurs à signaler précédemment qu'une personne vendrait un tableau qui appartiendrait à une autre. Faute de référence précise à l'hypothèse d'un vol - hypothèse que l'administration n'avait aucune raison de former alors, - ce texte suggère plutôt une vente par intermédiaire, méthode tout à fait courante. Si l'on avait eu à l'époque le soupçon d'un vol, il va de soi qu'il eût été, pour la direction, de la plus haute importance de se soucier personnellement de ce soupçon. Le troisième « élément de fait » invoqué par M. Chevrillon est donc sans valeur.

En fait, votre premier article repose de bout en bout sur le présupposé - parfaitement inexact - que la direction des Musées de France - et que la direction de quelque chose - et aurait dû, par conséquent, faire une enquête. Or, non seulement la direction n'avait aucune raison d'avoir un soupçon sur l'identité du propriétaire, mais elle s'est trouvée, pour conclure l'affaire et régler le prix d'achat, en présence d'un « officier public » - autrement dit un notaire - dont l'intervention pouvait légitimement passer pour une garantie suffisante.

En somme, les journalistes du Monde ont oublié que le scandale Pes-

nel n'était pas connu avant qu'il éclatât à la suite de la plainte de l'héritier légitime du tableau.

Votre second article intitulé « Une lettre embarrassante pour le Musée du Louvre » procède du même préjugé et du même oubli. Vous faites état d'une lettre adressée en 1981 par M. Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures du Louvre, à M. de Canson, lui proposant d'acheter le *Gentilhomme sévillan* de Murillo. Vous en déduisez que M. Rosenberg aurait connu l'identité du vrai propriétaire quatre ans avant l'achat du tableau à M. Pesnel.

Cet argument est lui aussi sans portée. Les œuvres d'art, en effet, changeant fréquemment de mains, à la suite d'une vente, d'une donation ou d'une succession. D'ailleurs, on l'espère, la lettre adressée à M. de Canson sur les indications d'un marchand qui la croyait propriétaire était restée sans réponse, ce qui pouvait laisser supposer qu'elle ne possédait plus le tableau en 1985. Le vous signale à ce propos que les musées, pas plus que les particuliers, ne peuvent procéder à des acquisitions systématiques sur l'origine de la propriété des œuvres d'art qu'ils achètent, sauf dans le cas d'un soupçon sur cette origine. En fait de meubles, « possession vaut titre », comme vous le savez, et en l'absence de titres comparables aux actes notariés qui établissent la propriété des immeubles, de telles enquêtes, longues, minutieuses et d'ailleurs hasardeuses paralyseraient les transactions. Demandez-vous habituellement au vendeur d'un meuble - marchand ou particulier - de justifier de sa propriété ?

Deux précisions, pour terminer cette mise au point. Votre second article affirme que la lettre incriminée de 1981 a été « saisie par le juge d'instruction » ; en fait elle lui a été remise spontanément par la direction des Musées de France. Il indique également que M. Pierre Rosenberg, convoqué par le juge d'instruction, ne s'est

pas présenté. En réalité, M. Rosenberg, empêché par une obligation professionnelle ce 8 décembre, a pris le juge d'instruction d'être entendu à une autre date. Il a effectivement comparu devant ce juge le 13 décembre.

La bonne foi de la direction des Musées de France et de ses collaborateurs méritent à l'acquisition du tableau de Murillo était donc entière, et l'acquisition de M. Pierre Rosenberg ne change rien à cette conviction. Vous comprendrez donc, monsieur le directeur, que je proteste solennellement contre les critiques qui lui sont adressées par votre journal.

(La lettre de M. Chevrillon appelle les observations suivantes :

1) A plusieurs reprises « les journalistes du Monde » ont rencontré et contacté le directeur des Musées de France. Il leur a toujours déclaré en substance que pour lui cette affaire était sans importance. Le 14 décembre dans la matinée, après l'acquisition de M. Rosenberg, il s'est rendu à une rencontre, les renseignements à ce sujet sont de provenance française. En revanche, les sources des articles incriminés n'ont pas rencontré le dimanche 11 décembre avec M. Pierre Rosenberg et Michel Landais.

2) M. Chevrillon ne conteste pas l'existence et les termes des différents documents dont nous avons fait état pour faire comprendre à nos lecteurs ce que nous avons appelé « les raisons du juge ». Il en fait seulement une interprétation différente de celle du magistrat instructeur.

3) Car ce ne sont pas « les journalistes du Monde » qui ont incriminé M. Pierre Rosenberg, chef de département des peintures du Louvre. C'est M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Toulon, qui a estimé ne plus pouvoir l'entendre en qualité de témoin mais selon les dispositions du code de procédure pénale concernant le respect des droits de la défense.

4) Dans ces conditions, c'est à ce seul magistrat qu'il convient d'adresser nos félicitations pour la sagesse et la mesure de la condamnation à son non de la nécessité d'un non-sens.)

### Les aventures genevoises d'un pastel de Quentin de La Tour

En 1987, un collectionneur genevois se vit proposer par M. Joëlle Pesnel un pastel de Maurice Quentin de La Tour. Le prix en était avantageux. La transaction se fit rapidement. Aujourd'hui réclamé par les héritiers de Suzanne Canson, le tableau est sous séquestre à Genève et le collectionneur, un avocat de la ville, réclame « son » tableau et des honoraires impayés que lui devrait M. Pesnel, dont il était devenu le conseil.

#### GENÈVE de notre envoyé spécial

Comme il en alla pour le Musée du Louvre dont l'attention fut attirée sur le *Gentilhomme sévillan* de Murillo, par un catalogue de Christie's, celle de M. Joëlle Pesnel, avocat à Genève, se portait, au début de 1987, sur le catalogue d'une vente organisée à Londres deux ans plus tôt, le 19 avril 1985, par la même société. Il y était fait mention d'un pastel de 99 x 79 cm représentant un homme assis à un bureau, vêtu d'une veste rose et tenant dans la main un livre intitulé : *Traité de la douleur*. Le tableau n'avait pas trouvé acquéreur.

Amateur de Quentin de La Tour dont il possédait un autre pastel, M. Weber-Caillich se mit en rapport avec Christie's, intermédiaire qui faisait une proposition de 19 000 livres sterling (environ 200 000 F). Le vendeur, inconnu, se montra réticent. Une nouvelle offre à 20 000 livres était alors proposée et un voyage à Londres était même envisagé pour examiner le tableau. Au dernier moment, à la demande du vendeur, le dédoublement de l'offre fut annulé et le tableau retiré de la vente. Une offre supérieure de

25 000 livres ne fera pas revenir le vendeur sur sa décision.

C'est alors qu'apparut un nouveau personnage, Pierre Laperouse, surnommé « Grand Orellier ». C'est un détective privé connu à Genève, à qui M. Weber-Caillich demanda de découvrir l'identité du mystérieux vendeur. Un message de Christie's arriva par erreur sur le telfex de l'avocat genevois orienté alors le détective vers M. Pestel-Debord, avocat à Marseille. Après avoir annoncé son arrivée à Genève, M. Pestel-Debord ne donna pas suite.

A la fin du mois de février 1987, un petit client dans les bras, une visiteuse se présenta au cabinet de M. Weber-Caillich. C'était Joëlle Pesnel. Elle se déclarait la propriétaire du tableau, et faisait savoir qu'elle acceptait de vendre le Quentin de La Tour pour 70 000 francs suisses (environ 280 000 F). La transaction eut lieu le lendemain, dans un bureau de la banque Paribas à Genève. En échange du tableau, M. Weber-Caillich remettait à M. Pestel-Debord, qui assistait Joëlle Pesnel, 20 000 francs suisses en liquide accompagnés d'un chèque de 40 000 francs suisses à l'ordre de Joëlle Pesnel, et d'un chèque de 10 000 francs suisses au porteur. Ce dernier sera également encaissé par Joëlle Pesnel qui a justifié de ses titres de propriété en montrant les mêmes documents que ceux présentés aux Musées de France.

Le nouveau propriétaire ne joua pas plus de deux ans de son acquisition. Il y a quelques semaines, M. Deschamps, sœur de M. de Canson, a fait saisir le tableau que Joëlle Pesnel avait volé à sa sœur décedée. Devenu entre-temps l'avocat de Joëlle Pesnel, M. Weber-Caillich, a lui, fait saisir un autre tableau de la collection Canson, un Van Dyck, en garantie des honoraires que Joëlle Pesnel ne lui a jamais versés. Il espère bien un jour récupérer « son » tableau. Ne serait-ce que pour le vendre : au moment de la saisie, il était en négociation avec un acheteur potentiel, un Américain, qui lui en proposait 300 000 francs suisses. Soit plus de quatre fois le prix qu'il l'avait payé, près de deux ans plus tôt.

GEORGES MARION.

### Destruction en musique

BORDEAUX de notre correspondant

Judi 15 décembre, à 19 h 30, une sirène bailla, déclenchant le chœur des sirènes de Richard Wagner. Une batterie de dix-sept faisceaux lumineux baya la nuit tandis que commençait le compte à rebours. Puis, en douze secondes, les quatre tours Palmer s'effondrèrent sur elles-mêmes. La société H.M. Domo France, propriétaire à Canson (Gironde) de ces quatre immeubles de quinze étages, a voulu donner un éclat particulier à l'implosion par foudroiement intégral des tours murales depuis les tours Palmer, construites en 1968. Elles étaient construites sur les caissons surplombant Bordeaux et le Garonne. Leur réhabilitation, estimée à 40 millions de francs, avait été jugée trop coûteuse.

La destruction a été mise en scène comme un gigantesque spectacle son et lumière afin de marquer symboliquement le début d'une ère nouvelle pour le ZUP des Hauts-de-Garonne. Mises dans un parc municipal voisin, des dizaines de milliers de curieux et d'habitants de la cité ont assisté à la projection sur écran géant d'un montage vidéo retraçant l'histoire des tours Palmer, construites en 1968. Leur « mort » sous les feux de la rampe a coûté 4 millions et demi de francs.

G. de M.

### POLICE

M. Rocard rend hommage à la police. — Invité jeudi 15 décembre du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police à la cérémonie des vœux de fin d'année, M. Michel Rocard a exprimé sa « confiance dans les hommes et les femmes qui consacrent leur vie » au service de la police nationale. En présence de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, le premier ministre a qualifié de « réforme ambitieuse » le plan de modernisation lancé en 1985 par M. Joxe, « dont les effets sont déjà manifestes ».

M. Rocard a dit aussi que le discours prononcé par M. Daniel Ducloux, secrétaire général du Syndicat des commissaires, dont les membres ont, par le passé, manifesté leur humeur contre la politique de la gauche et notamment contre M. Badinter, lui était allé « droit au cœur ».

A cette cérémonie de réconciliation dans la salle des gardes de la Concorde avaient été aussi conviés, aux côtés de tous les commissaires, des comédiens fréquents interprètes des rôles de policiers, tels Alain Delon et Jacques Deberty, le « commissaire Cabrol » des « Cinq dernières minutes ».

### JUSTICE

#### Faux procès au tribunal de Paris

### Le SIDA et le docteur Bachelot

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris est parfois utilisée comme une tribune, la diffamation invoquée devant elle n'étant souvent qu'un prétexte pour engager un débat public. Mais le docteur François Bachelot, ancien député du Front national et retiré de ce mouvement, a fait mieux en parvenant à exposer ses idées devant les juges sans pour autant y faire un procès dont il ne voulait plus.

Les prises de position du docteur Bachelot relatives au SIDA, et notamment l'interview publiée par *Libération* le 13 février 1987, avaient créé une vive émotion dans le milieu médical. Le 1<sup>er</sup> juillet 1987, une association de médecins se constituait et publiait un appel intitulé « SIDA : ventrisme du docteur Bachelot n'est pas notre cher confrère », dans lequel elle dénonçait les « contre-vérités » et la « démagogie fascisante » du médecin-député en rappelant qu'il souhaitait « isoler les SIDA en phase terminale » dans des « sidatoriums ». Le docteur Bachelot s'était alors estimé diffamé et avait engagé des poursuites contre les membres du bureau de l'association. Après une longue procédure, l'audience avait été fixée au 15 décembre. Les défenseurs, M. Antoine Conte, et Francis Terquand, avaient fait citer de nombreux témoins dont le professeur Milliez et plusieurs sommités du monde médical, ainsi que le philosophe Patrick Tort, des historiens

et des sociologues. Mais à l'ouverture des débats, le docteur Bachelot livrait une déclaration liminaire dans laquelle il justifiait son attitude par « le déphasage entre la gravité de la maladie et l'incertitude des mesures prises », avant de déclarer : « Depuis deux ans, j'observe que les faits ne m'ont largement compensé de la diffamation ». A l'entendre, il aurait donc eu raison trop tôt et, tout en annonçant qu'il retirait « dans le rang » pour s'associer à la lutte contre la maladie, il indiquait tout tranquillement qu'il retirait sa plainte en diffamation.

L'usage, sinon le droit, empêchait dès lors toute réplique puisque ce déstabilisé désempantait le tribunal menait fin au débat. Cependant, devant un tel détournement de la procédure, le président, M. Alain Lacabrière, considéra qu'il convenait d'annuler.

Il donna la parole au docteur Michel Waset malgré les protestations de l'avocat du docteur Bachelot qui quitta alors la salle. « Le docteur Bachelot s'est servi de sa qualité de médecin pour propager les idées d'exclusion, de racisme et de xénophobie qui sont celles du Front national », déclara le docteur Waset, avant d'expliquer : « Soit déstabilisé, soit seulement qu'il ne souhaitait pas entendre un certain nombre de vérités ».

MAURICE PEYROT.

### Au tribunal de Bayonne

### Tous les trafiquants ne s'appellent pas Martin

La banalité du pseudonyme ne suffit pas à excuser. Martin n'était pas Martin. Et pourtant lui, qui, depuis, sur les photos, comme une vache à un cheval, a passé près de deux mois en détention préventive à Bayonne pour une probable homonymie.

Le 24 octobre dernier, William Martin, quarante-quatre ans, infirmier libéral exerçant en Roussillon, était interpellé par la police, inculpé de complicité de trafic de stupéfiants et placé sous mandat de dépôt. Il avait beau protester de son innocence, susciter des témoignages, implorer des confrontations avec sa prétendue mère, rien n'y fit.

Car, à ce moment-là, les policiers, attachés au démantèlement du réseau de trafic d'héroïne entre la Thaïlande et la Côte d'Azur et ayant déjà arrêté trois autres personnes, étaient à la recherche d'un certain William Martin dont ils possédaient le signalement : né en 1947 à Courbevoie, donc âgé de quarante et un ans, brun, de forte corpulence. Ce qui ne correspondait évidemment pas, hormis la corpulence, aux caractéristiques de

l'homme arrêté, blond, à molets chape et plus âgé.

L'erreur commise fut-elle la conséquence de l'excès de zèle aveugle d'un flic informé ? Ou d'une enquête et d'une instruction un peu rapide, malgré les protestations d'innocence et même un début de grève de la faim engagée par le détenu ? En tout cas, lorsque l'affaire est venue jeudi 15 décembre devant le tribunal correctionnel de Bayonne, la justice a dû se rendre à cette évidence : Martin n'était vraiment pas Martin. La mère du vrai William ne reconnaissait pas ce faux-fils, précisant même que l'autre, le vrai, en fût, avait un doigt coupé à la main gauche. Et le substitut du procureur, rappelant tort à propos, la présomption d'innocence, requit la mise en liberté immédiate de l'infirmier, renvoyant au 22 décembre l'examen définitif de son cas.

William Martin, lui, ne tient pas la justice pour qu'il se fasse, d'ores et déjà, qu'il demanderait des réparations. Il a néanmoins déclaré que peu aggraver son cas en déclarant : « Les magistrats sont des charognards ».

### Fin de la grève à l'éducation surveillée

#### Accord entre la chancellerie et la plupart des syndicats

Après plusieurs semaines d'agitation, notamment dans la région parisienne, un blocage des admissions des mineurs traditionnellement confiés à l'éducation surveillée et un mot d'ordre de grève nationale lancé pour le 12 décembre (*Le Monde* du 13 décembre), un accord est intervenu entre les syndicats de personnel et le ministère de la justice. La chancellerie a ainsi accepté de créer quatre cents postes d'agents en 1989 et 1990. Un premier concours de recrutement de cent vingt agents sera ouvert au premier semestre 1989. Chaque agent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, touchera une prime de 350 F par mois. Les contractuels devaient, par ailleurs, être titularisés avant la fin du premier semestre 1990 dans des conditions permettant une évolution de carrière. Tous les syndicats ont signé cet accord, à l'exception de la CFTM, qui considère qu'il ne réagit rien sur le fond des questions qui, depuis plusieurs années, dit-elle, agitent le corps des éducateurs de l'éducation surveillée et ne permet en aucune manière une revalorisation de la profession.



J'ai 500 000 F, je veux des conseils bien placés.



38 F L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE. Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.

1789 En décembre 1989 offrez un livre dédié :

**SIGNATURES LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**

Après Jean TULARD, Michel VOVELLE, Georges et Ginette MARTY, Marcel JULIAN, Roger CARATINI.

VENDREDI 16	15 h - 17 h	Georges SORIA
SAMEDI 17	15 h - 17 h	Michel WINOCK
LENDI 19	15 h - 17 h	Jean-Louis DONNADIEU
MARDI 20	14 h - 16 h	Pierre MEQUEL
MERCREDI 21	15 h - 17 h	Jean-Denis BREDIN
JEUDI 22	15 h - 17 h	André ROSSEL
VENDREDI 23	15 h - 17 h	Jean FAVIER
SAMEDI 31	15 h - 17 h	Arthur CONTE

(RAYON HISTOIRE - 1<sup>er</sup> ÉTAGE)

**JOSEPH GIBERT**

26-30, BOULEVARD Saint-Michel

Métro-BER ; Odéon - Cluny-Sorbonne - Luxembourg

Autobus : 21 - 27 - 38 - 53 - 63 - 82 - 84 - 85 - 86 - 87 - 89 - 96

Arrêts : Cluny - Écoles - Luxembourg

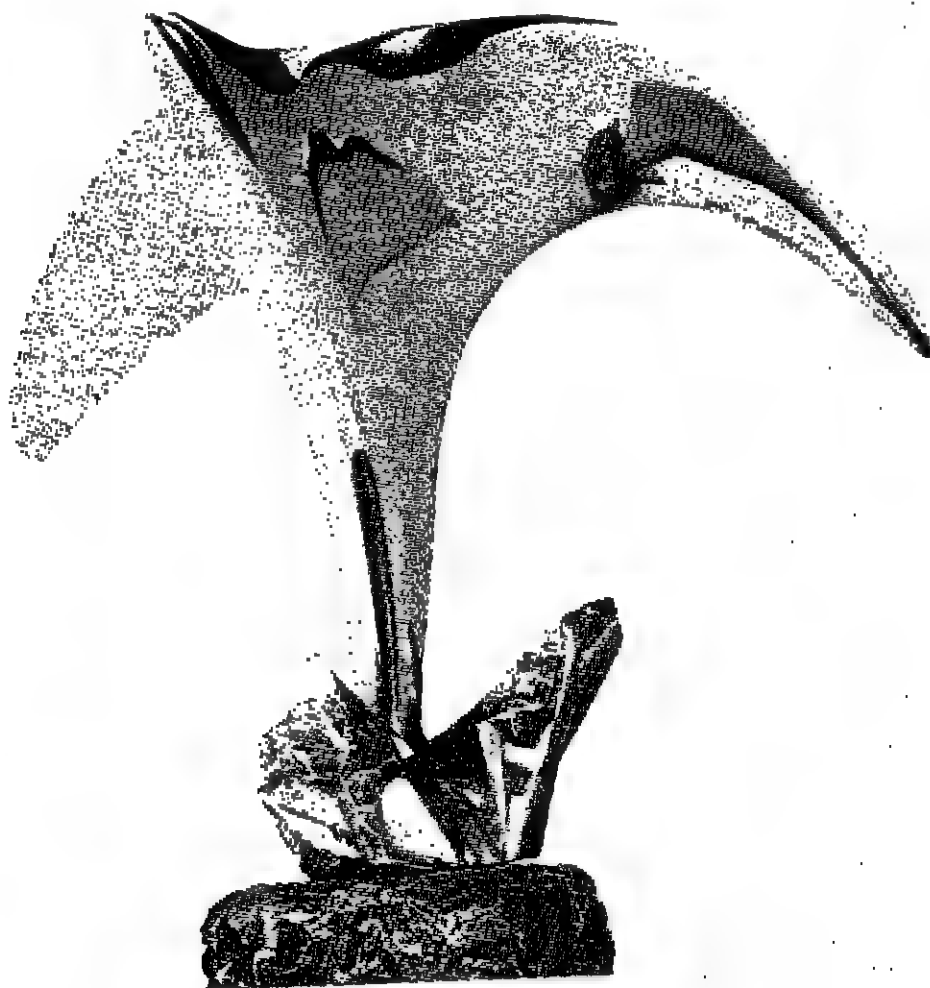
هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# PHENIX-U.D.A.

LES "PHENIX-U.D.A. DU SPONSORING ET DU MÉCÉNAT". CRÉÉS PAR L'UNION DES ANNONCEURS, ONT POUR OBJET DE DISTINGUER LES ACTIONS DE PARRAINAGE LES PLUS ÉMÉRITES MENÉES PAR LES ENTREPRISES. UNIQUE ORGANISATION REPRÉSENTATIVE DES ANNONCEURS, L'U.D.A. ENTEND AINSI PROMOUVOIR LES NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION ET LES NOUVEAUX TALENTS QUI TÉMOIGNENT CHAQUE JOUR DE L'INTÉGRATION CROISÉE DES ENTREPRISES À LA VIE DE LA CITÉ.



## PALMARES 88

### PHENIX D'HONNEUR

S.E.L.T.A.

POUR L'ENSEMBLE DE SA POLITIQUE DE PARRAINAGE

### HOMMAGE SPÉCIAL DU JURY

L.B.M.

POUR L'ESPRIT DE CITOYENNETÉ QUI PRÉSIDE À L'ENSEMBLE DE SA POLITIQUE DE MÉCÉNAT

### PHENIX SPÉCIAL DU JURY

V.S.D.

10 ANS DE PARRAINAGE DANS LE DOMAINE DU SPORT ET DE L'EXPLOIT-AVENTURE



#### PHENIX CULTURE

GROUPES DES ASSURANCES  
NATIONALES  
FONDATION G.A.N.  
POUR LE CINÉMA

#### PRIX SPÉCIAL DU JURY

CONSEIL RÉGIONAL  
D'ÎLE DE FRANCE  
EXPOSITION "CITÉS-CINÉS"  
À LA GRANDE HALLE  
DE LA VILLETTE

#### MENTION

AGFA-GEVAERT  
"IMAGE, TECHNIQUE  
OU MAGIE",  
EXPOSITION AU PALAIS  
DE LA DÉCOUVERTE  
ET EN PROVINCE

#### MENTION

SEMENCES CARGILL  
LA SYMPHONIE  
HISTORIQUE DU  
CHÂTEAU DE BIDACHE



#### PHENIX PATRIMOINE

B.S.N.-LU  
CONSERVATION,  
RENOUVELLEMENT  
ET MISE EN VALEUR EN  
FRANCE ET À L'ÉTRANGER  
DU PATRIMOINE LU

#### MENTION

CRÉDIT COMMERCIAL  
DE FRANCE  
FÉDÉRATION PARISIENNE  
DU BÂTIMENT  
L'ANCIEN-LOCAPOSE  
FRANCE

LAYER  
GROUPE PELEGE-RONTAUX  
S.P.R. ENTREPRISE  
STIC.B PEINTURES  
LE DRAPAGE DE L'ARC  
DE TRIOMPHE

#### MENTION

STANHOME  
RESTAURATION DU  
VITRAIL NOTRE-DAME  
DE LA BELLE VERRIÈRE  
DE LA CATHÉDRALE  
DE CHARTRES



#### PHENIX CAUSES HUMANITAIRES

DROUOT ASSURANCES/AXA  
"LE MILLION DE  
LA QUALITÉ"

#### MENTION

RHÔNE-POULENC SANTÉ  
CRÉATION  
ET PREMIÈRES ACTIONS  
DE LA FONDATION  
RHÔNE-POULENC SANTÉ

#### MENTION

VOLVO FRANCE  
LA CROISADE SÉCURITÉ  
PARIS-MATCH VOLVO



#### PHENIX PROGRAMMES AUDIOVISUELS

S.T. DUPONT  
"APOSTROPHES", ÉMISSION  
DE BERNARD PIVOT  
SUR ANTENNE 2

#### MENTION

CHAUFFAGE FIOUL  
"LA MÉTÉO", SUR FR3.

#### MENTION

EIDO  
"LES UNS ET LES AUTRES",  
ÉMISSION DE  
PATRICK SABATIER  
SUR TF1



#### PHENIX SPORT

JET SERVICES  
7 ANS  
DE PARRAINAGE DANS  
LE DOMAINE DE LA VOILE

#### PRIX SPÉCIAL DU JURY

BANQUE CENTRALE  
DES COOPÉRATIVES  
ET DES MUTUELLES  
LES JEUX INTERNATIONAUX  
HANDISPORT

#### MENTION

ASSISTANCES  
MULTISERVICES  
INTERNATIONALES  
SOUTIEN À LA  
FÉDÉRATION  
FRANÇAISE DE SKI



#### PHENIX EXPLOIT AVENTURE

UNION  
DES ASSURANCES DE PARIS  
TROIS ANS  
D'EXPÉDITIONS  
AU PÔLE NORD  
AVEC LE DOCTEUR  
JEAN-LOUIS ETIENNE



# Société

## MÉDECINE

### La lutte contre la maladie

## Un test de dépistage du SIDA sera systématiquement proposé à certains patients

Jusqu'à présent, le dépistage du SIDA n'était obligatoire que dans des situations très particulières : les dons de sang et de sperme, ainsi que les prélèvements d'organes. On savait pourtant qu'il était mis en œuvre de manière croissante en milieu hospitalier, notamment chez les personnes accueillies dans les services de chirurgie et de gynécologie-obstétrique, et, dans bon nombre de cas, à leur insu.

On estime aujourd'hui qu'aux quatre millions de tests pratiqués chaque année sur les dons de sang s'ajoutent plus d'un million de tests en milieu hospitalier ou en médecine libérale (1). Les généralistes prescrivent de plus en plus fréquemment ces tests et, dans la moitié des cas, en dehors de toute situation « à risque ».

La progression de l'épidémie et notamment la diffusion du virus des groupes à risque (hétérosexuels et homosexuels) vers les milieux hospitaliers ont poussé à penser qu'une intensification du dépistage et dans certains cas son caractère obligatoire étaient indispensables. C'est dans ce contexte que le professeur Léon Schwartzberg, lors de son passage éphémère au ministère de la

santé, avait, en juillet dernier, jugé utile d'annoncer le dépistage obligatoire des femmes enceintes (ce dépistage étant par ailleurs intégré au bilan pré-opératoire). Il avait ensuite lancé un « appel solennel », avec les professeurs Paul Milliez et Jean-Claude Chermann, en faveur d'un dépistage systématique de la population française (le Monde du 10 septembre).

Le ministère de la santé a pris sa décision après avoir demandé des avis aux trois principales institutions concernées : le Comité national d'éthique, le conseil national de l'ordre des médecins et l'Académie nationale de médecine.

« Aucune des institutions interrogées sur l'opportunité de prescrire un dépistage systématique du virus du SIDA chez les opérés, les femmes enceintes et lors de l'examen pré-natal ne propose au gouvernement, en l'état actuel des connaissances, d'imposer un dépistage obligatoire », indique-t-on au ministère de la santé.

En fait, si le conseil de l'ordre et l'Académie ont adopté une position commune — ils sont contre tout dépis-

tage obligatoire, — il apparaît que les membres du Comité d'éthique, profondément divisés sur la meilleure conduite à tenir, n'ont pas réussi à fournir de réponse à la question de savoir si le dépistage devait être ou non imposé aux femmes enceintes. « Les membres du comité se sont partagés sur la préférence à donner à l'une ou à l'autre des deux formules et ne sont donc pas en mesure, en l'état actuel, de proposer un choix entre ces formules », précise l'avis du Comité qui a été rendu public vendredi 16 décembre à l'occasion de ses « Journées annuelles ».

Le ministère a tranché. En précisant les principes généraux qui doivent guider la mise en œuvre de cet examen, il parvient à concilier la nécessaire surveillance épidémiologique de la population et le respect des libertés individuelles. Il ne parvient à ce résultat qu'en ayant recours à un scénario sans précédent, le médecin devant demander l'autorisation du malade pour prescrire le test et devant ensuite, en toute hypothèse, tenir informé du résultat obtenu. Il s'agit là d'un véritable bouleversement dans le rapport médecin-

malade : les multiples investigations biologiques effectuées de manière quasi systématique en milieu hospitalier (parmi lesquelles le dépistage de la contamination par l'agent de la syphilis) ne sont pas soumises aux mêmes règles.

La décision ministérielle aura pour effet, dans un premier temps du moins, d'augmenter le nombre des tests de dépistage pratiqués en France. Mais elle aura aussi et surtout pour conséquence de faire prendre conscience de manière médicale et répétée au plus grand nombre, de la menace que fait planer l'épidémie de SIDA sur la collectivité tout entière.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le dernier numéro (47-1988) du bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé indique que les laboratoires privés réalisent plus de la moitié des dépistages et que d'octobre 1987 à mars 1988 1 000 séropositifs ont, chaque mois, été diagnostiqués par les 795 laboratoires du « Réseau national VIH ».

## DÉFENSE

### Après l'échec de l'Aérospatiale

## La Belgique trop courtisée par l'armement français

L'Aérospatiale accuse le coup de son échec en Belgique où, face à la société italienne Augusta qui l'a emporté, le groupe français a perdu, la semaine dernière, un marché de quarante-six hélicoptères de combat. « On en a plein la patate », dit ce haut responsable de l'Aérospatiale, et ça fait plutôt mal au cœur. « Un affront », reconnaît l'un des négociateurs, fait à une entreprise nationale pour laquelle « le marché intérieur, civil ou militaire, est un bruit de fond », tant il est limité, et qui est devenue le premier exportateur mondial d'hélicoptères, avec le tiers du marché en 1988.

Dans les usines de Marignane, près de Marseille, où, notamment, est construit l'Ecureuil qui était opposé à l'A-109 italien, l'amertume causée par l'échec belge est d'autant plus perceptible qu'on augure mal, dans ces conditions, de la prochaine compétition entre les deux mêmes hélicoptères en Grèce, pour un marché attendu de vingt-cinq « machines ». « Les Italiens, confie l'un des négociateurs français, ont toutes les raisons de claquer des bretelles en Grèce ».

Ruminant sur leur insuccès en Belgique, les responsables de la division « hélicoptères » de l'Aérospatiale envisagent la menace de suspendre, voire de rapatrier en France, les sous-traitances qu'ils avaient précédemment accordées aux industriels belges en compensations de contrats déjà passés, encore à venir. Le réflexe est naturel, après la défaite. Mais Bruxelles n'a pas dit son dernier mot et l'Aérospatiale n'ignore pas qu'il lui faudra bien, un jour, se battre pour le remplacement des Puma, un autre modèle d'hélicoptère français antérieurement acquis par la Belgique. Faire, aujourd'hui, sa mauvaise tête reviendrait pour la société française à rater, une nouvelle fois, le marché belge.

Car, dans le cas présent, la moralité de l'Aérospatiale tient au fait que le premier exportateur mondial n'est pas parvenu, face à l'A-109 italien, à se succéder à lui-même en Belgique, l'Ecureuil proposé par la société française étant censé remplacer d'anciens hélicoptères Alouette 2 et 3 que l'état-major belge lui avait achetés dans le temps.

Le groupe français s'est, au demeurant, engagé en Belgique à trois renouveau. « Paradoxalement », note l'un de ses négociateurs, les industriels flamands soutenaient nos offres de contreparties locales en charges de travail, quand les socialistes wallons, après desquels sont intervenues les autorités gouvernementales françaises, se sont fait les chantres des propositions italiennes de compensations. « Il lui apparaît, aujourd'hui, que ce sont précisément ces compensations de la société Augusta qui lui ont permis d'enlever la décision ».

Serait-on mauvais perdant à l'Aérospatiale, pour prêter à son vainqueur italien des intentions qu'il n'a peut-être pas ? Déjà vendu à environ 1 600 exemplaires, dans ses versions monotorbines et biturbines, face à son concurrent A-109 qui l'est à 300 unités, l'Ecureuil ne manque pas d'atouts. Mais, à cet hélicoptère

a chuté en Belgique, c'est aussi, comme le relève un haut responsable de l'Aérospatiale, qu'il y existe « un sentiment assez répandu de ras-le-bol » à l'encontre, notamment, d'entreprises françaises persuadées que le marché belge leur est réservé d'office. En matière d'armements, par exemple, où la Belgique est presque sommée d'acheter « made in France » par esprit européen.

Les Belges eux-mêmes entrent parfois dans un tel lorsqu'ils laissent entendre, en la circonstance, que la France avait, avant même le contrat en discussion sur les quarante-six hélicoptères de combat, obtenu un premier lot de consolation avec la commande de missiles anti-aériens Mistral au groupe Matra.

Fort de cette transaction, la Belgique pouvait dès lors regarder l'A-109 italien avec bienveillance. D'autant que, s'il y a véritablement volonté de tenir la balance égale entre les différents fournisseurs qui se pressent pour la séduire, la Belgique n'en a pas fini avec les industriels aéronautiques français. Après l'Ecureuil de l'Aérospatiale, ce sont les contre-mesures électroniques de la société Electronique Serge Dassault (ESD) qui sont proposées pour les F-16 que la force aérienne belge a acquis aux Etats-Unis et qui ont besoin de tels équipements, faute de matériels américains équivalents. C'est ensuite le groupe Dassault-Breguet soi-même qui serait sollicité par la Belgique pour contribuer à la rénovation des Mirage V anciens encore en service dans cette même force aérienne belge. En attendant le choix de Bruxelles pour ou contre le Rafale.

Bref, pour être trop courtisée par des Français impatientes, la clientèle belge a sans doute des raisons de se sentir agacée, au point de ruer parfois dans les brancards.

JACQUES ISHARD.

« Les militaires interdits de Paris-Dakar. — Le ministère de la défense a interdit aux militaires français engagés à titre individuel dans le rallye Paris-Dakar de participer à l'épreuve. Cette mesure, qui concernerait trente-cinq concurrents, est liée au « changement d'itinéraire » du rallye : pour la première fois depuis sa création, le Paris-Dakar ne traversera pas l'Algérie, mais la Tunisie puis la Libye. Depuis le conflit frontalier entre la Libye et le Tchad, la France maintient dans ce dernier pays son plan Espirier avec un contingent de 1 200 militaires ».

## FAITS DIVERS

### Une plate-forme à la dérive dans l'Atlantique

Une plate-forme pétrolière, Rowan-Gorilla 1, qui était depuis le jeudi 15 décembre à la dérive dans l'Atlantique nord après que la corde qui la reliait à un remorqueur se fut rompue, a coulé. Vingt-sept personnes, dont deux femmes, ont eu le temps de se réfugier dans une capsule de survie. En raison de très mauvaises conditions météorologiques, elles attendaient toujours, vendredi 16 décembre au matin d'être secourues.

## INSTITUT

### Prenez votre carburant à l'« essence » !

Le mot « essence », inventé au Sénégal, seul pays où il était à ce jour en usage pour désigner une station de distribution de carburant, fait désormais partie du vocabulaire de la langue française. L'Académie française a adopté ce mot dans sa séance de jeudi 15 décembre.

« Essence », nom féminin, est défini comme un mot d'origine sénégalaise signifiant « un poste d'essence, station de distribution de carburants pour véhicules automobiles. Exemple : se ravitailler à une essence ». Une telle adoption est rare, mais n'est pas sans précédent puisque l'Académie avait accepté précédemment le mot canadien « forrestier », se rapportant à l'industrie forestière.

## SCIENCES

### Signature d'une convention par onze pays européens

## Le synchrotron de Grenoble sur les rails

Les ministres de onze pays européens ont signé, vendredi 16 décembre à Paris, la convention relative à la création et à l'exploitation de l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) qu'abritera prochainement la ville de Grenoble (1). Cet événement consacre l'heureuse conclusion des travaux de réflexion engagés sur ce sujet dès 1975 et permettra à l'Europe de se doter d'une machine — sans équivalent dans le monde — dont le rayonnement intense était, il y a quelques lustres encore, considéré par les physiciens comme un phénomène parasite gênant produit par leurs accélérateurs de particules.

Les temps ont bien changé. Chacun se plaint aujourd'hui dans la communauté scientifique à vanter ce rayonnement produit notamment par les électrons lorsqu'ils sont accélérés dans des machines circulaires jusqu'à une vitesse proche de la lumière. Cette source de lumière intense, caractérisée par son extrême bril-

lance, se manifeste dans un très large spectre de longueurs d'onde qui va de l'infrarouge aux rayons X. Toutes lumières qui se révèlent des outils remarquables pour analyser la structure de la matière dans des domaines aussi variés que la physique, la chimie, la métallurgie, l'électronique ou la biologie.

Depuis une vingtaine d'années déjà, les scientifiques ont découvert un certain nombre d'installations dédiées à la physique des particules pour mettre à profit les propriétés du rayonnement synchrotron. Mais ces machines aménagées se sont très vite révélées insuffisantes à couvrir les besoins. D'où la construction de machines spécifiques produisant, pour les uns, des sources de lumière allant de l'infrarouge aux rayons X mous et, pour les autres, couvrant le spectre jusqu'aux rayons X durs. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les scientifiques aient voulu une machine plus performante couvrant la gamme complète des rayons X.

Ambitieux programme qui ne pouvait se faire sans une large coopération internationale, en raison de la taille de l'installation (830 mètres de circonférence), de sa complexité, de ses possibilités expérimentales et de son coût (2,6 milliards de francs aux conditions économiques du 1<sup>er</sup> janvier 1987). La construction de cette machine, à laquelle la France contribue pour 34 %, va durer six ans. Mais les premiers faisceaux de particules devraient être accélérés dès 1993, ce qui permettrait, si tout va bien, d'ouvrir en juillet 1994 « les premières lignes de lumières » aux chercheurs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Il s'agit des pays suivants : Allemagne fédérale, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Danemark, Finlande, Norvège et Suède. Ce pays est rejoint depuis par la Belgique.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

La monarchie, sa noblesse, son clergé et ses financiers ont bâti de vastes et beaux palais, signes de pouvoir autant que lieux d'agrément, qu'occupe avec aisance la République égalitaire, laïque et socialiste. Elle y donne, la République, de jolies fêtes et y offre de bons dîners. La chère y est la plus souvent de qualité et le service impeccable. La langouste y est apôchée et le tapage y résonne imperturbablement, que les tapissiers d'un dîer de droite qui se trouvent des droits pour acheter des palais qui furent aristocratiques, ou que les somnifères d'un dîer de gauche qui, à défaut de droits qu'il s'arrogeait sur le nom de l'histoire, dira que sa présence est une juste revanche du peuple. Les tapis y étouffent avec une égale efficacité les confidences de la gauche et les insinuations de la droite, les pulsions ambiguës et les aveux de carriérisme.

Les jardins qui entourent les mieux situés de ces palais s'ouvrent parfois à la foule qui, de droite ou de gauche, aussi tride qu'elle soit, ne cesse pas d'être foule et, aux yeux de l'hôte moins provisoire qu'elle n'est, gentiment inféquentable.

Le domestique attaché à ces demeures y respecte avec égalité d'humeur, ou du moins de tenue, le ministre parvenu et son épouse insupportable ou, au contraire, plus habitué que ses maîtres du moment, s'efforce de ne pas rir de la modestie d'un plus timide. L'huissier guide dans des dédales classés et avec une parfaite indifférence le militant froissé mais que guette le cachemire et celui, fraîchement repassé, qui l'a déjà adopté.

Aiors, plus que l'énarque fraîchissant avec souplesse et succès les plus rudes renversements de majorité, rêvant la droite et encensant la gauche ; plus qu'un ministre d'ouverture se faisant un passeport de l'intérêt qu'il porte au bien de la France, la cuisine et le ménage sont l'incarnation de la continuité de l'Etat et de la bienveillance républicaine.

DANS de tels palais, il est flatteur d'être convié. Le bistroi qui y appelle et que porte un motard diligent donne l'impression de compter dans la République. De flatteuse, l'invitation devient vite agréable et, de là, légitime. Au point que si elle tarde, ou manque, l'exclu y voit une erreur, une faute de goût, une bévue, enfin une injustice qui ne pourrait que retomber sur son auteur

et dont il faudra se revancher. Car on se fait très vite à des luxes qu'il vrait dire on ne mérite pas.

Plus que le bistroi aux chaises rugueuses et au serveur incertain, la molière d'un canapé républicain, dans un salon que lui bruit ne trouble, paraît convenir aux conversations les plus radicales.

Autour d'une table dont le surtout s'éclairait des nuances de fleurs rares, éclat et se développe la critique la plus rigoureuse contre un gouvernement qui néglige ou méconnaît, si même il n'est pas accusé de les combattre, les aspirations populaires.

Ce n'est pas qu'une pareille critique soit infondée, il ne s'agit aux yeux de personne, pas même de la droite, que l'actuel pouvoir soit outrageusement de gauche. Comment encourrait-on un tel reproche lorsqu'on se borne à gérer et que, de cette médiocrité ambition, baptisée d'essai, on se fait une vertu, si ce n'est un motif d'orgueil ?

## Palais

Mais tenu dans l'éclat d'aussi luxueux décors, alors que s'affaire un domestique attentif, défait au point de ne pas sourire que se dévide là un impérieux discours sur les déshérités, ce discours en devient incongru, sinon grotesque, sinon indécent.

Ce n'est pas qu'il faille que la gauche n'ait droit de parole que dans un bâtiment qui prend l'eau ; ce n'est pas que l'homme de gauche ne doive se nourrir que de bouillie et ne s'abreuver que de piquette ; ce n'est pas qu'il doive être vêtu de nippes (osera-t-on regretter que la photographie officielle du chef de l'Etat, par la faute du précédent, le montre en complet-veston et non plus en habit ? Que s'agisse d'un aussi ordinaire appareil le président de l'Assemblée nationale ? Osera-t-on y voir plus de démagogie que de simplicité ?), mais c'est tout de même vrai que la volupté qu'apporte le pouvoir devrait s'accepter avec plus de réserve par un dignitaire de gauche. La question n'est-elle pas posée lorsque la distance devient trop grande entre la discours et le lieu où il s'entend ? Ou'il y a comme une incompatibilité entre les leçons de solidarité et le scintillement du cristal ?

SETONNER de cela, il faut le confesser, est facile. Le dénoncer, pas moins. Le dire, c'est ne rien dire, car que répondez ? Les ministres, s'ils sont de gauche, sont-ils voués aux Minguettes ? Evidemment non. Si leur prédisposition d'un autre camp se servaient bien, pourquoi n'en serait-il pas de même pour eux ? Si les fournisseurs consentaient à leurs devanciers les plus larges gracieusetés, pourquoi eux devraient-ils y renoncer ? Ne sont-ils pas le pouvoir avant d'être de gauche ?

Renoncer, nous y voilà. Le pouvoir, c'est aussi une convoitise et c'est être de gauche que d'y renoncer, de la rejeter ou, à tout le moins, de s'en méfier. Mais quelle gauche, s'écriera-t-on, souhaitez-vous ? Celle du pain sec et de l'eau, allant à pied et faisant la queue là où se presse la multitude, préparant les jours gras le froit et en lavant le valetaille ?

Non. Sans doute pas. Mais tout de même. Ces palais, ces dorures, ce service, ces prévenances, alors ! disons-le, ces privilèges que la gauche croit à elle seule désormais destinés, ne sont-ils pas aussi dangereux que la tentation du centre, cette droite mal travestie ?

Celui-là qui, se réservant de crustacées, prédit et condamne un renversement des alliances, ne l'avale-t-il pas a priori par l'endroit où il fulmine ses imprécations ? Jusqu'à quel point les mots sont-ils l'excuse des actes ?

SPECIAL COPAINS. — Depuis janvier 1986 et sur l'initiative de Jean-Loup Rivière, la Comédie-Française a lancé *Récitations*. L'occasion pour un acteur de cette maison de dire, seul, soit une pièce méconnue du répertoire, soit un morceau oratoire. Ces récitation ont lieu d'ordinaire le lundi à 18 h 30.

Exceptionnellement, ce samedi 17 décembre, c'est toute la journée qui est consacrée à de pareils exercices, à raison d'un toutes les deux heures, de midi à minuit, soit six au total.

A midi, samedi donc, pour ouvrir cette journée, Simon Eme dit *l'Oraison funèbre d'Henriette de France*, dont il est inutile de préciser qu'elle est due à Bossuet, et *l'Oraison funèbre de Clitton* (la « brave Clitton » d'Henri IV), que prononça le père Benign en 1615 à la mort du fameux capitaine.

Simon Eme dit aussi Bossuet, c'est un régal qui s'annonce. Ces récitation ont lieu à l'auditorium de la Galerie Colbert, à laquelle on accède soit par le 2, rue Vivienne, soit par le 6, rue des Petits-Champs.



En 1989, je veux des conseils bien placés.



38 F. L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE.  
Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل



FOOTBALL : championnat de France

## Matra-Racing, l'échec d'une stratégie

Montpellier doit être, samedi 17 décembre, le dernier adversaire du Matra-Racing avant la trêve du championnat de football que les joueurs cédent et à la fin passeront notamment au Portugal au lieu d'aller faire une tournée aux États-Unis. Deux matches nuls contre Nice puis Strasbourg, ont permis au club de Jean-Luc Lagardère de rester en queue du classement, une position incompatible avec les ambitions affichées par son président. Le management utilisé par Matra pour son secteur industriel est-il inopérant dans le football ? En tout cas, l'homme chargé de l'appliquer, Jean-Louis Piette, est sur la sellette.

Persone n'en disconvient plus : l'expérience du groupe Matra dans le football est un échec. Un échec si durement ressenti par Jean-Luc Lagardère lui-même qu'il a publié, le 4 novembre, un communiqué alarmant dans lequel il déclarait : « Ces critiques et ces reproches unanimes » qu'il estimait « justifiés quand elles sanctionnent l'échec » mais « injustifiées lorsqu'elles expriment une absence totale de sympathie », avant de conclure son texte d'une phrase lourde de conséquences : « Quelques fois, il faut savoir dire : stop, c'est trop ».

Le groupe Matra, qui s'était, en juin 1987, engagé oralement pour dix ans dans le football, menaçait-il pour la première fois de renoncer ? « Aucune décision n'a encore été prise », se contente de déclarer Jean-Louis Piette, le directeur général du club. « Pour l'instant, j'instruis un dossier pour M. Lagardère, qui fera le point en fin de saison. On peut commettre des erreurs, mais on ne peut éternellement se tromper... si on a mieux à faire. Aujourd'hui, je suis très pessimiste et je pose la question : quel intérêt ? ».

Peu d'adhésions pourraient encourager Matra à poursuivre de si lourds investissements (environ 90 millions par saison). Jean-Luc Lagardère a annoncé, lors de la dernière assemblée générale des actionnaires, début décembre, que son groupe allait réaliser, en 1988, près de 330 millions de

benefices nets consolidés. Il a admis que deux branches étaient en difficulté, les semi-conducteurs et l'informatique (70 millions de pertes en 1988). Ce même jour, le PDG de Matra a tenu à assurer à ses actionnaires qu'il prendrait bientôt « les mesures nécessaires concernant le Matra-Racing ».

« Ce qui est devenu insupportable, explique Roland Sanguinetti, directeur de la communication du groupe, c'est de demander aux gens de Matra de se battre, de gagner sur les marchés internationaux alors que leurs homologues du football n'ont pas de résultats ». Une situation d'autant plus « insupportable » que la firme a dû, en novembre, gérer un important plan social. Reclassements, départs négociés, autant de mots qui passent plutôt mal auprès des trente mille employés du groupe alors que les « milliardaires du Racing » traitent une nouvelle fois dans les profondeurs du classement.

Echec sportif, échec économique, le Matra est également en passe de devenir un échec en terme de communication. Roland Sanguinetti admet du bout des lèvres que l'équipe (qui absorbe 50 % du budget promotion de la firme) « a une image négative ». Il peut raconter, ravi, que le premier ministre de Taiwan a récemment accueilli son PDG en lui parlant de son équipe de football mais il n'ignore pas qu'en France les déboires du Matra-Racing sont devenus un sujet de raillerie. « Cela ne manque pas de nuire à l'image de l'entreprise, de ses produits... et à celle de son leader emblématique, Jean-Luc Lagardère ».

Or cette image « ne saurait souffrir la moindre tache, la moindre entaille », souligne Jean-Louis Piette. Plus que quiconque, celui-ci symbolise le Matra-Racing, avec ses qualités et ses défauts. Sa nomination au poste de directeur général, le 1<sup>er</sup> juin 1986, fut l'un des événements-clés de l'histoire du club.

Proche du grand patron (la légende veut qu'il se soit saisi de Jean-Luc Lagardère ait fait sauter Jean-Louis, âgé de trois mois, sur ses genoux), Piette a une haute opinion de lui-même. Fils d'un haut dirigeant socialiste de la IV<sup>e</sup> République et d'une musicienne virtuose, il étudia à Jussieu-de-Sully avant de décrocher Centrale Lyon. Entré comme ingénieur-consultant chez Matra au début des années 70, il termina directeur commercial de la branche transports et n'est pas fier d'avoir vendu à Lille et Toulouse le fameux métro automatique Val avant que Jean-Luc Lagardère ne lui confie l'entière responsabilité de ce qui, au printemps 1986, n'était encore que le Racing-Club de Paris. Jean-Louis Piette a avoué d'entrée qu'il « ne connaissait rien au football ». Mais il n'en soba pas moins la presse spécialisée et ne montra que peu d'estime pour l'ensemble du milieu.

## Impopularité

Trente mois plus tard, Piette se dédit d'avoir méprisé quiconque : « Mon attitude fermée n'était pas du mépris. C'était une réaction de défense imposée par les circonstances. J'étais là pour nettoyer le club, pour le maîtriser. J'ai dû faire passer certaines choses en force et, sans doute, ai-je froissé certaines susceptibilités. J'ai mal communiqué, je n'ai pas été bon, je le reconnais ».

Le directeur général du Matra-Racing est tantôt craint, tantôt détesté, dans son club, comme l'explique Corinne Madège, son assistante, aujourd'hui chargée des relations avec la presse : « Jean-Louis n'est pas là pour dire ainsi mais pour gérer un club ». Ce rôle de fusible, Piette l'assume, le revendique même : « Moi, je suis à protéger Jean-Luc Lagardère afin qu'il ne soit pas atteint par les problèmes de l'équipe ». Rare sont ceux qui ne sont pas un jour entrés en conflit avec lui. Jusqu'au récent Maxime Bossis qui, en avril dernier, s'est révolté contre ce patron « qui considère les joueurs comme des numéros sans état d'âme ». Autant d'escalades qui n'ont pas arrangé l'image des « matraciens », ces ambassadeurs de la galaxie Matra que Jean-Luc Lagardère avait, dans ses rêves, parés de toutes les vertus.

Acceptant son impopularité au sein de club pour mieux asseoir son autorité, Jean-Louis Piette commet cependant l'erreur d'employer la même tactique de « passage en force » dans les couloirs de la Ligue professionnelle et de la Fédération : les sociétés du football français furent rapidement indi-

posés par « ce technocrate débarrasé de toute part pour tout bouleverser ».

« J'ai été le premier à dénoncer les intermédiaires dans les transferts, explique Piette. D'où ma suspicion légitime à l'égard de tout le milieu. En disant cela, j'ai dérangé tout un tas de personnes qui avaient leurs petites habitudes... ». Il devait bien vite prendre la mesure de l'unité qu'il a suscitée lors de l'assemblée fédérale de Nantes en juin dernier. Un étonnant accrochage se produisit au sujet des joueurs naturalisés. Claude Bez laissa alors tomber cette sentence : « Avec sa politique et son économie, le Matra nous emmène à l'ère de la Ligue nationale, c'est très grave ! ».

« Commentaire. La réponse ne tarda pas avec la sanction démesurée qui, le 24 novembre, a frappé le Franco-Marocain du Matra, Aziz Bouderbal, condamné à six mois de suspension ferme pour « tentative de coup d'arbitre » (1). Le message était clair : à la Fédération comme à la Ligue, personne ne rentrait le Matra ».

Jean-Louis Piette regrette de n'avoir pas su faire passer le discours Matra. Des propos contre lesquels le gardien de but Pascal Olmeta s'est insurgé : « Ces gens-là oublient simplement que le football se passe sur un terrain et pas dans des bureaux ». Admettant aujourd'hui l'insuccès de sa politique, Jean-Louis Piette affirme pourtant que, pour Matra, il n'existe pas d'alternative : « Nous sommes venus dans le football pour y être nous-mêmes. C'est une opération Matra que nous réitérons en tant que club. Mais il est une question d'identité que nous ne pouvons pas remettre en question ».

ERIC MAITROT.

(1) Cette peine a été réduite en appel à quatre mois, jusqu'au 15 décembre.

TENNIS : finale de la Coupe Davis

## Black out et liste noire

Sur un court spécialement construit en terre battue, l'équipe suédoise affronte, du vendredi 16 au dimanche 18 décembre à Göteborg, l'équipe de la RFA, animée par Boris Becker, en finale de la Coupe Davis. Ce sera la sixième finale consécutive pour les Suédois, détenteurs du trophée, qui visent une quatrième titre en cinq ans. Une victoire collective, dans la foulée des triomphes individuels de Mats Wilander, vainqueur des Opens d'Australie, de France et des États-Unis et de Stefan Edberg (champion de Wimbledon), consacrerait la force polyvalente du tennis suédois. Aucun pays depuis l'Australie à l'issue de l'Open en 1967 n'a réussi un tel parcours. Les marges d'espoirs de la RFA, deux fois battue en finale mais jamais victorieuse, reposent, comme lors de la finale en 1985, sur les épaules de Boris Becker.

GOTEBORG  
de notre envoyé spécial

Couronné à tout juste quinze ans champion d'Allemagne junior (il le sera trois fois), Boris Becker s'était plié au programme de voyages pré-

Le numéro un suédois Mats Wilander, dont l'épouse est sud-africaine, avait, de son côté, menacé de boycotter la finale si la télévision ne la transmettait pas en entier. « Vous ne pouvez pas attaquer quelqu'un qui a été envoyé là-bas par la fédération et qui a déclaré par la suite ne plus vouloir y aller », a déclaré Wilander, il l'a avoué en privé, fut un moyen de contraindre les autorités suédoises à définir plus clairement les règles du jeu de l'apartheid moral.

Les moyens de lutter contre l'apartheid sont en effet multiples, mais aide-on cette cause en remonant ainsi une carrière jusqu'au plus jeune âge pour dénoncer et dénoncer la « faute » et en demander réparation écrite ? Les défenseurs de la liste noire n'ont-ils pas déjà assez de difficultés pour l'imposer aux chaînes de télévision ?

« On peut invoquer deux clauses diamétralement opposées dans nos statuts », explique Hans Bonnevier. « La clause morale qui exigeait qu'aucun joueur d'une personne sur la liste noire ne paraisse et la clause de la démocratie de l'image, qui précise que le citoyen a le droit de voir tout événement marquant sur son sol, car il s'agit véritablement du domaine public. Nous sommes



Vainqueur du dernier Masters, l'Allemand de l'Open Boris Becker est mis en cause en Suède, pour avoir joué, à quinze ans, un tournoi en Afrique du Sud, au moment de disputer la finale de la Coupe Davis à Göteborg.

paré à son intention par la Fédération de son pays pour se rendre à Johannesburg. Ce fut son seul voyage en Afrique du Sud. Il lui vaudra aujourd'hui encore de se retrouver sur la liste noire sur laquelle l'ONU fiche les sportifs soupçonnés de soutenir l'apartheid.

Sous la pression notamment du mouvement suédois anti-apartheid, l'Iskote (Iskote du Sud), la commission nationale de l'audiovisuel a demandé récemment au joueur allemand de faire son mea culpa écrit, seul moyen de se faire radier de la liste infamante. Becker a refusé. « Je n'y ai joué qu'une seule fois, je n'y retournerai jamais. Pourquoi donc devrais-je écrire une lettre ? ».

Pour le capitaine de l'équipe suédoise, Hans Olsson, la déclaration de Becker était largement suffisante mais pas pour la commission suédoise de l'audiovisuel, qui conseillait fortement à la télévision de ne pas diffuser sur le territoire national l'image de l'Allemand. Le directeur de Svenska Television, Sam Nilsson, et son nouveau rédacteur en chef des sports, Hans Bonnevier, ont décidé de passer outre. Ils souhaitent que l'affaire soit désormais examinée par une instance supérieure. Puisque les deux chaînes suédoises sont des chaînes d'État, il s'agit vraisemblablement d'une décision gouvernementale.

MARC BALLADE.

ballottés entre ces deux idées, détaillons nous options pour la deuxième.

La télévision suédoise avait fait de même au mois de juillet pour la demi-finale contre la France. Trois Français, Guy Forget, Henri Leconte et Thierry Tulasne figurent sur la liste noire. Philippe Charrier n'est pas alors intervenu auprès des joueurs comme l'aurait souhaité la Fédération suédoise. « Il s'agit de trois adultes. Pourquoi leur demanderai-je d'écrire des lettres ? ».

Depuis, le paysage audiovisuel médiatique a bougé. Une chaîne par satellite, TV3, dirigée de New-York par un Suédois, a effectué cette année une entrée en force dans le domaine sportif. Elle a déjà retrasmis les Opens d'Australie et de France, ainsi que la Coupe du monde de hockey sur glace. Pour l'instant, quatre cent à cinq cent mille Suédois seulement peuvent la capter, et l'idée que de tels événements échappent à l'État a dénoté les téléspectateurs. A l'avenir, l'État ne maîtrisera-t-il donc pas tout ?

A partir de 1990, le débat sur la liste noire devrait cesser pour tous les événements sportifs organisés sur le sol suédois. Les fédérations de tennis et de golf l'ont déjà accepté. Ces sportifs ne pourront plus entrer dans le pays.

CYCLISME : des équipes professionnelles soviétique et polonaise

## Vent d'Est

Quatorze cyclistes soviétiques, dont l'ancien champion olympique Sergueï Soukhorouchenko, courront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, dans les rangs professionnels sous les couleurs d'Alfa Lum. C'est ce qui devait être annoncé officiellement samedi 17 décembre à Moscou. Les Soviétiques pédaleront aux côtés d'une formation professionnelle de l'Est : dix Polonais commandités par Exbud.

La participation de coureurs de l'Est à des formations professionnelles n'est pas nouvelle. Le Polonais Lech Piasicki, champion du monde amateur 1985, qui a porté le maillot jaune du Tour de France 1987, a été l'un de ces pionniers avec les You-

goslaves Corin et Bulic, ou bien les Tchécoslovaques Jurco et Skoda. Leur passage chez les « pros » s'est fait par l'entremise de firmes italiennes qui ont noué, de longue date, des relations avec les fédérations des pays socialistes. Il s'agissait en fait d'un véritable truc : du matériel contre des coureurs.

L'URSS et la Pologne ont néanmoins décidé de franchir un nouveau pas en autorisant la création d'équipes professionnelles. Le refus d'inscrire la course Paris-Moscou au calendrier — coup d'arrêt donné par l'Union cycliste internationale à la formule open permettant aux amateurs de s'aligner aux côtés des professionnels — a-t-il accéléré ce glis-

sement vers le sport « capitaliste » ? En tout cas, la première équipe soviétique devait être officiellement présentée au vélodrome olympique de Krylatoksk.

« Ces derniers années un grand nombre de nos meilleurs cyclistes nous ont demandé à plusieurs reprises de les autoriser à se mesurer aux professionnels », a expliqué Sergueï Erkskov, responsable du cyclisme au comité des sports.

Effectivement, quand les dirigeants ont rendu publique leur volonté de créer une formation « pro », une quarantaine de candidats de son équipe. Une fois les conditions d'admission connues (notamment l'obligation d'avoir au moins vingt-trois ans, les Soviétiques ne voulant pas priver de ses espoirs leur cyclisme amateur), il en restait dix-huit. Quatorze coureurs ont pour leur part été sélectionnés : « Huit bons grimpeurs, quatre rouleurs et deux sprinters », précise Sergueï Erkskov. Les coureurs seront équipés par des marques italiennes — Columbus (cadres), Cinelli (jantes), Colnago (assemblage), Campagnolo (dérailleur) — mais ils porteront les couleurs de la firme Alfa Lum, domiciliée à Saint-Marin et fabricant des parois vitrées. Alfa Lum finançait en 1988 l'équipe cycliste dont le chef de file était Maurizio Fondriest, vainqueur en août dernier du championnat du monde. Après son départ pour l'équipe Del Tongo, Alfa Lum a fait acte de candidature auprès des autorités soviétiques. L'accord a été réalisé par l'intermédiaire de la société Dura, elle-même correspondante à l'Ouest de Sovintersport, centrale commerciale dépendant du comité des sports soviétique.

A la recherche de commanditaires

L'entraîneur d'Alfa Lum, Primo Franchini, restera en place en 1989. Ses deux adjoints, dont l'ancien champion Nikolai Morozov, seront soviétiques.

Selon les règles du sport soviétique, les autres commanditaires de l'équipe ne pourront pas être étrangers. Leurs noms seront rendus publics le 17 décembre lors de la présentation de l'équipe. Mais on ne cache pas à Moscou les difficultés rencontrées pour convaincre des firmes soviétiques de leur intérêt à s'associer à cette expérience de professionnalisme.

La démarche des Polonais, et en particulier de Ryszard Szurkowski, quatre fois vainqueur de la Course de la Paix, qui est à la base de la création de l'équipe Exbud, est inverse. Ils ont trouvé chez eux leur sponsor principal, mais sillonnent

depuis quelques semaines l'Europe occidentale à la recherche de commanditaires complémentaires. Exbud est une société d'import-export, dont le domaine privilégié est la construction de bâtiments pour l'habitat et les sports. Ils ont notamment des représentations à Amsterdam et à Vienne.

Alfa Lum ne sera ni une équipe au rabais ni une maison de retraite pour coureurs ayant mérité de la nation. Avec Soukhorouchenko, on y trouve Dimitri Konychev, vingt-trois ans en février prochain, vainqueur cette saison du Tour d'Italie amateurs, ou des valeurs sûres comme Pulnikov, Jeanov, Oustamine, Ugrumov et Zinoviev.

La motivation souvent mise en avant par les dirigeants soviétiques pour justifier leur décision est qu'il fallait trouver un débouché à des coureurs ayant tout connu des courses amateurs et stoppant leur carrière à vingt-cinq ou vingt-six ans, de peur de se retrouver à trente ans totalement démunis et sans certitude quant à leur avenir. Ils ont ainsi souvent le cas d'Avo Filkins, un des meilleurs coureurs soviétiques des dernières années, qui renoua à l'âge de vingt-six ans, et l'opposait à celui d'un Moser ou d'un Zoetemelk, qui poursuivirent leur carrière jusqu'à approches de la quarantaine.

Cette longévité de certains coureurs professionnels est bien la preuve que le dopage ne fait pas tant de ravages que cela dans ce milieu », a-t-on récemment dans les journaux soviétiques. Jadis honni, décrit pour tous ses travers, le cyclisme professionnel est maintenant rentré en grâce. Au moins auprès des dirigeants, car il semble que les supporters soviétiques renâclent beaucoup plus devant la fréquence pour l'exportation de ses champions qu'a pris le sport soviétique dans son ensemble ces derniers mois.

L'irruption des Soviétiques et des Polonais ne revêtira cependant pas tous les aspects spectaculaires que l'on pouvait espérer. Les deux nouvelles formations étant entièrement composées de néo-professionnels, elles débiteront leur première saison sans le moindre point au classement de la FICP qui conditionne désormais l'accès aux épreuves de la Coupe du monde.

Les Polonais se contenteront donc, pour commencer, d'épreuves comme Paris-Nice ou le Tour du Valais. Quant aux Soviétiques, la France n'est pas à leur programme. Leur sponsor ayant ses principaux intérêts en Espagne et évidemment en Italie, c'est dans ces deux pays qu'ils s'exprimeront en priorité. Une pure logique commerciale.

GILLES VAN KOTE.

**DÉCEMBRE!**  
le mois du cuir  
chez **NEUBAUER**  
A l'occasion des fêtes  
votre 205 rallye,  
votre 309 GTI,  
avec un intérieur en cuir  
façon sellier GRATUIT

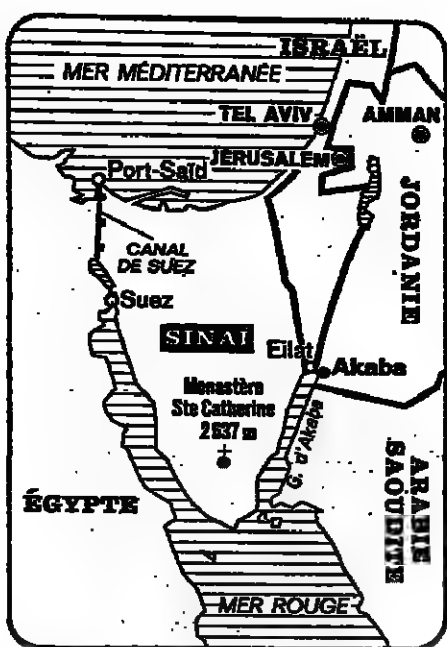
en livraison  
immédiate

**NEUBAUER**

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



# Le Monde SANS VISA



Rendue à l'Egypte en 1982, cette partie du Sinaï est destinée à un essor touristique de grande ampleur. Demain une Riviera dans le golfe d'Akaba.



## Golfe d'Akaba, du bédouin au touriste



par Alexandre  
Bucciand

**L**ENTE et majestueuse, la caravane traverse l'oued Watir. Les pèlerins, de blanc vêtus, marchent à côté des chameaux, qui tangent au gré des versants du Coran. Sur les camélidés, des femmes somnolent dans leurs litiers, bercées par le dandinement ininterrompu. La tête couverte du okal, des gardes galopent sur leur méhari. Sabre au clair, ils gardent le trésor : la kassou, ce tissu de pourpre brodé d'or qui recouvrira la Kaaba. « Allahou Akbar », voici le golfe d'Akaba. Dans un dernier soubresaut sanglant, le soleil disparaît derrière les montagnes d'Arabie sur l'autre rive. La Mecque n'est plus qu'à trois semaines de voyage.

Mais le mirage favorisé par le Boléro de Ravel s'estompé quand le Peugeot équipée d'une super chaîne freine sur le bas-côté de la route. Il ne reste plus qu'une cabane en bois sur laquelle une main malhabile a tracé à la bombe de peinture blanche : « Camel Tours Welcome ». Il y a presque un siècle que la caravane pour La Mecque ne passe plus. Les descendants des hommes de l'escorte ou peut-être des brigands

doivent bien continuer à vivre. Pour quelques dizaines de francs, on pourra, quelques heures durant, se prendre pour Marga d'Andurain (1) ou Lawrence d'Arabie.

### Le vaisseau du désert

Estomacs fragiles, attention au mal de mer sur ce qui fut le vaisseau du désert. « Fut », car aujourd'hui, pour les quelques deux mille bédouins du golfe d'Akaba, le vaisseau du désert, c'est la camionnette Toyota et autres tout-terrain. Le dromadaire a été relégué au rang de baraque quand il n'est pas simple cheptel. Les vieux bédouins n'en finissent pas de se souvenir de leur jeunesse, quand les tribus avaient la bougeotte et que le territoire était vaste : quatre jours de chameau et non deux heures d'auto.

Epargné par la civilisation, contrairement au reste de l'Egypte, le golfe d'Akaba a vu la modernité l'emporter sous la forme de chars d'assaut israéliens. C'était en juin 1967. Très vite, pour des raisons de sécurité, les militaires venus de Tel-Aviv imposaient des restrictions aux mouvements de ces nomades qui

ne tenaient pas en place plus de trois mois. En alternant la manne et le bâton, les nomades étaient fixés : bâton des barrages et des patrouilles hélicoptères, manne des puits forés et des dollars à gagner.

A l'invasion militaire succéda l'invasion touristique. Plus d'un million d'étrangers, des cohortes d'Israéliens, d'Européens et d'Américains se déversèrent chaque année sur les 180 kilomètres du littoral de « la mer des roses » de la Bible. Les hôtels, motels et autres villages de vacances se multiplièrent dans le désert comme les plantes éphémères après la pluie.

A ses montagnes déchiquetées comme une lune de Siris, ses désolations ocre et rouge et ses explosions de vertes oasis, le golfe d'Akaba ajoutait une flore et une faune marines aussi sublimes que vierges. Plus de mille espèces de poissons aux couleurs chatoyantes et aux formes bizarres s'offraient aux plongeurs dans d'immenses forêts coralliennes. La ruée des touristes était telle que, preuve infaillible de la conquête de la civilisation, les bureaucrates israéliens arrivaient et se faisaient construire tout un complexe administratif. Au nom ancestral de Charm-el-Cheikh (« la baie du Cheikh »), ils substituaient celui d'Ophira, qui n'avait même pas le

mérite de venir de l'antique Porphyr.

Pris dans un étau entre le tourisme et l'occupation militaire, les bédouins cédaient progressivement à la modernité. La majorité des Tarabines et des Mezeinas, les deux tribus occupant respectivement le nord et le sud du Golfe, commençaient à se sédentariser.

### Mariage en Mercedes

Après le départ des Israéliens, en 1982, la modernisation s'est accélérée. Les Egyptiens, tombés amoureux, pour l'avoir perdu pendant quinze ans, de ce Sinaï négligé des siècles durant, ont multiplié les projets de développement en vue de rattacher définitivement le territoire à l'Egypte. De nouveaux puits ont été forés, des fermes créées, des maisons et des écoles construites.

Aujourd'hui, la nouvelle mariée ne se pavane plus pour sa nuit de noces sur le plus beau chameau de la tribu. Elle défile dans une limousine ornée de draps blancs. Souvent, une de ces Mercedes dans le vol desquelles des gangs israéliens s'étaient spécialisés. Ils les vendaient aux bédouins du Sinaï durant les différentes étapes du retrait de l'armée de l'Etat hébreu. Les bédouins enterraient la limousine dans le sable puis, Tsahal parti, procédaient à la résurrection. La Mercedes « salon » déterrée était enregistrée en bonne et due forme auprès de fonctionnaires égyptiens peu soucieux de faire preuve d'un zèle qui n'aurait profité qu'à l'ancien occupant.

Le Klaxon et la sirène ont donc remplacé les siffrets et les grelots. Mais la tradition n'est pas totalement perdue. La nuit des noces, on laissera dormir la télévision sur piles avec ses chaînes égyptiennes, israéliennes, jordaniennes et saoudiennes pour qu'hommes et femmes chantent et dansent autour des moutons rôtis et des chèvres grillées.

L'alimentation des bédouins a, elle aussi, changé depuis qu'ils connaissent le poulet congelé, la margarine, les légumes et les fruits à profusion et que le Coca-Cola est servi à côté des petits verres de thé bouilli et saturé de sucre. Certains commencent

même à trouver que la cuisine occidentale n'est pas si insipide, à condition, naturellement, de la pimenter généreusement.

Après une relative accalmie durant les trois années qui ont suivi le retrait israélien en 1982, le golfe d'Akaba connaît à nouveau une activité débordante. Les caravanes se rendant à La Mecque sont remplacées par les lignes d'autobus La Caire-Noueiba-Amman-Bagdad. Des milliers de travailleurs égyptiens empruntent chaque jour cette route pour se rendre en Jordanie et en Irak, premières étapes vers les pays du golfe Persique et l'eldorado des pétrodollars. D'Akaba, ces expatriés ne retiendront que le ferry tardant au départ et les douaniers tatillons au retour.

Ce sont les Allemands, les Français et les Italiens qui profitent de la beauté d'un site à l'écart des sentiers battus. Akaba n'accueille encore que 5 % des deux millions de touristes qui descendent la vallée du Nil en groupes, en lignes ou en processions. Ils sont quelques milliers à

joindre des merveilles de la réserve naturelle de Ras-Mohamed, où l'eau ne descend presque jamais sous les 20 degrés, même en plein hiver, et à déguster homards, langoustines et crevettes de bonne taille.

Ils disposent encore de quelques années de répit avant qu'Akaba ne figure sur les programmes des voyages organisés. En effet, le tourisme qui stagnait il y a quelques années est en pleine expansion depuis que ce secteur est entre les mains d'un ministre ayant plus de l'homme d'affaires que du fonctionnaire, M. Fouad Sultan.

Demain, le golfe d'Akaba a toutes les chances d'être une nouvelle petite Riviera avec sa multitude d'hôtels et de casinos. Une formidable tentation pour les habitants de l'autre rive du golfe, eux aussi descendants de bédouins, des Saoudiens.

(1) Sur cette aventure française des années 30, lire Trente ans au bord du Nil, de G. Dardand, éditions Lieu Commun, collection « Arabes », 1987.

**EXCLUSIF!**

BRESIL

5990<sup>F</sup>

Avion Aller/Retour  
+ 8 nuits hôtel 5 étoiles  
avec petit déjeuner Brésilien

Au départ de Paris tous les Jueis à partir du 2 Février

EL CONDOR

• 28, rue Delambre 75014 PARIS Tél : 43.20.90.46  
• 78, avenue des Ternes 75017 PARIS Tél : 45.74.46.13  
et dans toutes les agences de voyage.

هكذا من الأصل



# URGENT

commandez votre  
CHAMPAGNE DES FÊTES

Priorité à la qualité,  
l'expérience de la différence.  
Elaboré en foudre de chêne  
Cuvée appréciée des amateurs

CHAMPAGNE DU REDEMPTOR

Blanc de Blanc Brut

Offre sp. dégustation 6 bou. : 498 F

TT/Crédit. Pour comm. + 24 bou.

Nous aider. Autres cuvées traités sur demande.

CL. DUBOIS • Les Alimanchas •

VENTEUIL, 51200 EPERNAY

Tél. : (16) 26-58-48-57.

# Où trouver le Glenturret?

Pure single Highland Malt

12 years old scotch whisky

Jusqu'ici on ne pouvait se le

procurer qu'à la distillerie

de Glenturret, fondée en 1775.

Aujourd'hui on

peut le découvrir chez quelques

rare spécialistes, passionnés

de vieux whiskies, par exemple :

Au Diable des Lombards,

64, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>.

A consommer avec modération

# RESIDENCES

CAMPAGNE  
MER  
MONTAGNE

A louer pour Noël et janvier,  
à trois minutes de  
GSTAAD centre  
GRAND CHALET ANCIEN DE LUXE  
Six chambres à coucher, deux cuisines,  
tout confort imaginable  
Tél. 19-41 39/4 10 15.

COTE D'AZUR  
MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES  
ÉTÉ - HIVER  
Demandez notre catalogue photos.  
Agence Amarante  
BP 175 06505 MENTON CEDEX  
Tél. : 93-57-49-69.

# VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

### Ardèche

FERME DE LA BESSE XV<sup>e</sup> siècle  
SEJOURS SKI DE FOND SUR LE  
HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS :  
7 jours pension « monteur » matériel  
1800 F à 2000 F  
M. JEAN GÉRARD, 97510 RIJUTORD,  
Tél. 75-38-88-44.

### Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE  
HOTEL \*\*\* RESTAURANT \*\*\*  
LA CROIX BLANCHE  
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE  
Tél. 54-58-55-12  
Relais gastronomique.

### Côte d'Azur

06180 CAP-D'ANTIBES  
MOTEL ROI SOLEIL  
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer.  
STUDIOS 11, 12, 13, piscine, 2 pers.  
1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F  
4 sem. 12. (sauf juil., août, sept.).  
Tél. 93-61-68-38.

### NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Best Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-42-44 - Tél. 47-41-11.  
TELECOPIE : 93-16-17-99

### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-85-39-40  
Plein centre-ville, calme,  
Petit parking, grand jardin,  
chambre TV couleur,  
tél. direct, minibar.

### Côte basque

64600 ANGLET  
HOTEL DE CHIBERTA  
ET DU GOLF \*\*\*  
(près de Biarritz)  
« Un doux séjour à 300 m de l'océan  
et au calme de la forêt de pins... »  
Séjours en studios équipés tout confort  
(linge, chauff., tél. direct, canal + incl.)  
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1150 F  
quinzaine 1830 F - mois 3200 F  
Valides du 1/12/1988 au 24/3/1989  
(sauf du 26/12/1988 au 1/1/1989)  
Possibilité petits déj. et repas  
Biarritz-ville et aéroport à 3 km  
104, boulevard des Plages, ANGLET  
Tél. rés. : 59-52-15-16. Tél. 57-14-12.

### Montagne

05470 AIGUILLES-EN-QUEYRAS  
1450/2600 m. HOTEL SUPER 2000  
Sur les pentes. Ambiance familiale.  
A partir de 1120 F pour 7 jours  
Tél. 92-45-75-94 - 92-45-70-45.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Ski alpin, stages ski de fond,  
rando, peau de phoque.  
HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART  
05350 MOLINES. Tél. (16) 92-45-83-29.

### MASSIF DU CANTAL

L'AUBERGE DU COL \*\*  
CALME - DÉTENTE - SKI DE FOND  
Alt. 1000 m. Situation panoramique.  
Ambiance chaleureuse. Ski, balades et  
cristallins par vos hôtes.  
Chambres B/D, w.-c., salons, cheminée.  
7 jours p. c. 1260 F à 1610 F  
1/2 p. 1100 F à 1200 F  
AUBERGE DU COL  
COL DE CLERBOUSE  
15200 VIC-SUR-CÈRE - 71-47-51-71.

### 06350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste  
foud. Plus l'été comm. d'Europe. 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
GRILL ET CHAMBRES-STUDIOS  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.  
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.  
Spécial Noël 12 j. 2500 F.

### Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

### Provence

DROME PROVENÇALE  
4 heures de Paris par TGV (Montélimar).  
Site exempt. Microclimat. Idéal  
repos, promenades, sports. Cuis. à votre  
goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque.  
Chère grand confort. Séminaires.  
Prix d'été.  
AUBERGE DU  
VIEUX VILLAGE D'AUBRES  
26110 NYONS. Tél. 76-26-12-89.

### Italie

VENISE  
HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.  
Télécopieur : 041-520-37-21.

### Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)  
1300-2200 m. à 4 h 30 de  
Paris par TGV. Station  
réputée pour ensoleillement et  
climat vivifiant. Sports, loisirs, détente.  
Offre variées, qualité et accueil suisses  
compris. Exemple forfait ski 8 jours en  
demi-pens. 460 FS (env. 1900 FF).  
OFFICE DU TOURISME CH-1854 LEYSIN.  
Tél. : 41-75/34-25-44.

HOTEL SYLVANA \*\*\*  
Ski à pieds devant la porte. Situation  
panoramique. Chambres tout confort.  
Demi-pens. 63 FS selon période (env.  
260 FF). Réveil. gastr. av. orchestre.  
Fam. BONELLI CH-1854 LEYSIN.  
Tél. : 41-75/34-25-44.

HOTEL MONT-RIANT \*\*  
35 LITS. Tout confort. Très tranquille.  
Cuisine haute qualité. Régimes.  
Pension complète : 82 à 80 FS  
(env. 340 FF).  
Tél. 19-41/25/34-12-38. CH-1854 LEYSIN.

CH-1845 LEYSIN, rég. Lormay, 1350 m.  
A 4 h 30 de Paris TGV, 1 min. gare :  
HOTEL-CHALET LA PAIX \*\*\*  
Familial, gourmand, tranquille. Régimes.  
Ski, soleil, repos, 7 jours pens. compl.  
1990 FF (fin. de la semaine, w.-c.).  
Tél. 19-41/25/34-13-75.

# TOURISME

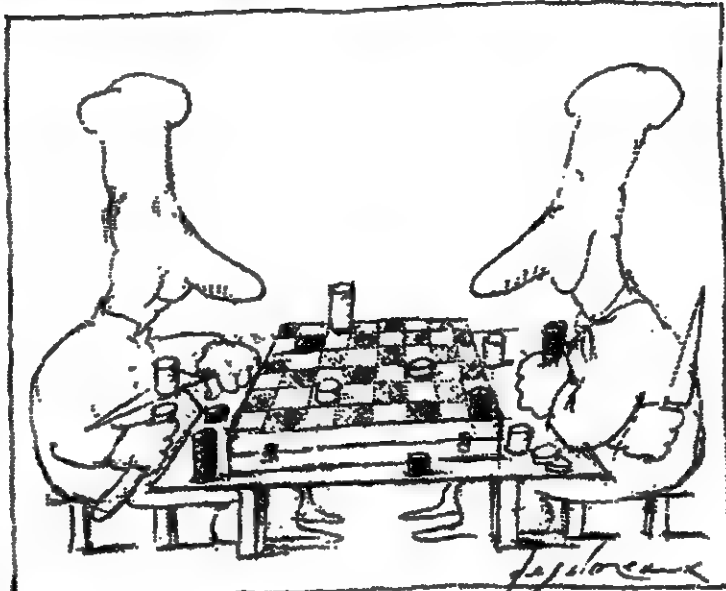
## SKI DE FOND

## HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.  
maxim.) dans ferme du XVII<sup>e</sup> s. confort-  
ablement rénovée, chalet, w.-c., de bain,  
w.-c., table d'hôtes, cuis. mijotée et  
légère, pain maison cuit au feu de bois.  
Ambiance sympathique.  
De 2050 F à 2590 F par pers. et sem.  
12 pers. pension complète + vin,  
moniteur et matériel de ski.  
Tél. (16) 81-38-12-81 ou écrire :  
LE CRET L'AGNEAU  
25650 MONTENOY

# LA TABLE

## Boudin, mais blanc



DEBLOCH/ARX

ce boudin, dont la foire est en

avril.  
Je ne savais point que la Bre-  
tagne entendait participer à ce  
championnat des meilleurs bou-  
dins blancs, mais je viens de tester  
le naturel (il existe aussi un truffé  
et un spécial fête) des salaisons  
Tallec (à Bannalec 29114) qui  
est excellent.

Enfin, notez, à Paris, toute une  
gamme d'admirables boudins  
blancs à la charcuterie Charles  
(10, rue Dauphine, 6<sup>e</sup>, tél. : 47-05-  
53-66).

Contrairement au boudin noir,  
le mode de cuisson, ici, ne doit pas  
être le grill. Le mieux est de faire  
colorer le boudin blanc à feu très  
doux, au beurre, dans la poêle  
(certains, même, le retirent de  
son bœuf avant cuisson).

Si on veut le cuire au four, il  
convient de le piquer légèrement  
en surface, de l'enduire d'une fine  
pellicule de beurre et d'un  
« papier alu » avant de le faire  
chauffer.

LA REYNIERE

## ENSEIGNE

# Vins de Paris

vin pompeusement baptisé Châ-  
teau de la Motte, vendu au profit des  
œuvres de l'arrondissement.

Rue Blanche, dans le neuvième  
arrondissement, les sœurs pom-  
pières de la 7<sup>e</sup> compagnie entre-  
tiennent méticuleusement dans la  
cours de la caserne six pieds de  
pinot noir et de chasselas qui,  
depuis 1979, fournissent une tren-  
taine de bouteilles baptisées Châ-  
teau de la Motte. 1987 aura été  
l'année de tous les records avec  
une production de 46 bouteilles.

A quelques kilomètres de là, à  
Suresnes, après un premier essai  
en 1934, il a fallu attendre 1965  
pour que cette commune des  
Hauts-de-Seine redevienne un des  
hauts lieux de la viticulture en  
région parisienne, avec la recons-  
titution du clos du Pas-Saint-  
Maurice, 4 000 pieds - surveillés  
par un ancien conseiller muni-  
cipal, fils d'un maître de chais de  
Saint-Émilion, M. Lafourcade -  
y prospèrent sur 7 000 mètres  
carrés de la colline du Mont-  
Valérien. Des cépages composés  
d'auxerrois, de semillon, de pinot  
gris et de sauvignon donnent,  
après assemblage, « un vin à la  
robe jaune brillante, avec des  
reflets verts, un nez vif/plaisant et  
herbacé en bouche, avec une belle  
attaque », selon MM. Bernard  
Dorville et Roger Pawelko, tous  
deux œnologues.

Près de là, à Rueil-Malmaison,  
une vigne municipale est exploi-  
tée par la très officieuse républi-  
que de Buzenval, dotée, sur  
15 ares, de sauvignon et de cha-  
seaux. La municipalité a fait plan-  
ter 600 pieds de sauvignon sur  
500 mètres carrés à partir de  
1982.

A Argenteuil, naguère plus  
grande commune viticole de  
France avec plus de 1 000 hec-  
tares, le dernier vigneron indépen-  
dant de banlieue exerce au clos  
des Brugnault.

Mais comment les palais des  
connaisseurs réagissent-ils à ces  
vins ? Restaurateurs et cavistes  
sont d'accord sur un point : le  
suresnes est le plus digne d'être  
présenté sur une table. Pour  
Robert Cointepas, patron de La  
Taverne Henri-IV, « c'est un vin  
très agréable ». Il le recommande  
avec le bleu d'Auvergne, le saint-  
nectaire ou la fourme d'Ambert.  
Michel Molin, patron des Vieux  
Métiers de France, le fête avec  
ses créations : « Il est puissant et  
dégage beaucoup d'arôme à la  
cuisson ».

Aujourd'hui le suresnes est le  
seul vin parisien qui se boit. Les  
autres se collectionnent.

FRANCIS GOUGE

• Deux restaurants ont inscrit le  
suresnes à leur carte : les Vieux  
Métiers de France (13, boulevard  
Auguste-Blanc, 75013 Paris,  
tél. : 45-88-90-03) et la Taverne  
Henri-IV (13, place du Pont-Neuf,  
75001 Paris, tél. : 43-54-27-90).

• Voici quelques endroits où acheter  
du vin de Suresnes : Legrand  
(rue de la Banque, 75002 Paris,  
tél. : 42-80-07-12) ; Aux Vergers  
de la Madeleine (4, boulevard  
Malesherbes, 75008 Paris, tél. :  
42-65-51-99) où l'on trouve aussi  
le vin de Montmartre ; Boulangerie  
Legrand (place de la Paix, Suresnes,  
tél. : 46-08-12-38) ; le Chemin des  
Vignes (113 bis, avenue de Verdun,  
Issy-les-Moulineaux, tél. : 46-38-  
46-88) ; Epicerie Mannavy  
(50, boulevard Richard-Wallace,  
Puteaux, tél. : 45-06-07-75).

J.-Y. N.

## L'Enothèque

On a trop critiqué, avec rai-  
son, les prix excessifs du vin  
affiché par la majorité des res-  
taurateurs pour ne pas souligner  
cette exception : la restauran-  
tation L'Enothèque où Daniel  
Haillet, ancien sommelier de  
chez Jamin, indique courageu-  
sement ses coefficients multipli-  
cateurs et propose une carte de  
vins prestigieux à des prix par-  
fois inférieurs à ceux pratiqués  
par les cavistes.

• L'Enothèque,  
20, rue Saint-Lazare,  
75009 Paris.  
Tél. : 48-78-08-78.

# GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS  
LE  
SOUFFLÉ  
« Un bon dîner français  
est une soufflée ».  
38, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42.88.27.38  
Tél. 42.88.27.38

L'Année  
Réveillons : NOËL  
St-Sylvestre  
Dîner  
prolongé  
Carte  
env. 200F  
12, rue Guisarde, 66  
43.54.66.59 Fermé dim.

RÉVEILLONNEZ  
à la Saint-Sylvestre...  
« Pour le plaisir »  
Menu gastronomique  
650 F, vin, champagne compris  
257, faubourg Saint-Antoine  
Tél. : 43-72-65-79

Alexis  
Déjeuner - Dîner - Souper  
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS  
Réservation : 47-05-80-39

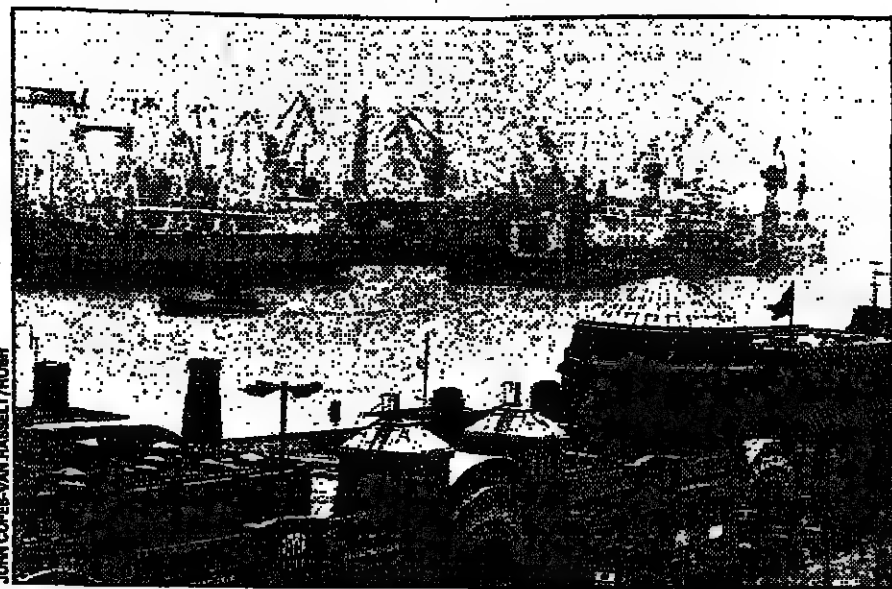
NOUS AVONS UNE PÊCHE  
FANTASTIQUE JUSQU'À  
3<sup>h</sup> DU MATIN

LA CHAMPAGNE  
La grande breuvée  
de la fête  
Vin de Champagne  
et de l'apéritif  
10 rue de la Chapelle  
Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : 42.74.44.78

CHEZ HANSI  
La grande breuvée  
de la fête  
3, place du 10-Juin-1940  
Paris 10<sup>e</sup>  
Angèle Montmarquette  
Rue de Poissy  
Réservation : 46.05.85.42



# ESCALES



## Hambourg fête son port

Combien de ports à Hambourg ? 2 125. C'est dire l'importance de l'eau dans cette ville, dans ce port qui fête en 1989 ses huit cents ans. Ville de la Hanse, ville libre de l'Empire en 1510, Hambourg était au début du dix-septième siècle la cité la plus peuplée d'Allemagne avec quarante mille habitants. Le sens des affaires y a fait bon commerce avec l'art : les musées, l'opéra (fondé en 1677) en témoignent. L'année 1989 sera marquée par une série d'événements culturels, d'expositions (« La Hanse » à partir du 25 août ; « La baleine » à partir du 1<sup>er</sup> septembre) et de fêtes nautiques, après une grande manifestation d'ouverture les 31 décembre et 1<sup>er</sup> janvier prochains. Informations auprès de la ville libre et hanséatique de Hambourg (Adler Steinweg 4, D 2000 Hambourg 11. Tél. : 49-40-349-12-1). Des forfaits pour des séjours correspondant aux manifestations sont prévus. Toute l'année, une formule week-end (deux nuits, une place au concert ou au théâtre, l'entrée dans deux musées)

est proposée par l'Hôtel Reichshaus (Kirchenallee 34-36, D 2000 Hambourg 1. Tél. : (19) 49-40-24-83-30). La Lufthansa dessert Paris-Hambourg chaque jour.

## Minuit républicain

Un train, du champagne et Mirabeau. La « train de la liberté » quittera la gare de l'Est, vers 18 h 30, le 31 décembre 1988. Il arrivera à Epemay vers 19 h 45 (costumes d'époque conseillés). Au théâtre, création de la pièce *Mirabeau et le déshonneur comique*, Jean-Paul Bernard, mise en scène par Michel de Maulne, jouée par les comédiens de l'Athénor. Puis, réveil dans les caves du champagne de Castellane. Bal. Retour à l'aube du 1<sup>er</sup> janvier, le train reprendra les voyageurs directement chez de Castellane. Arrivée à Paris vers 7 heures. Renseignements dans les gares ou auprès de SNCF-Formule Plus (47-86-82-22) et réservations par téléphone au 43-96-48-48. Le prix de 990 F par personne comprend le

voyage en train spécial, le spectacle, le réveil et les assurances.

## Noël aux sources

Noël en Galilée. Un circuit très classique de la Lettre de

Loi et un retour aux sources de cette fête chrétienne. Visites-découvertes de Tel-Aviv, Jérusalem, la mer Morte, la Haute-Galilée, Natanya, et visites-pèlerinages à l'église de la Nativité construite au quatrième siècle, au sanctuaire qui abrite les manuscrits de la mer Morte, à la porte de Jaffa, au Mur des lamentations, à Jéricho, Nazareth, Haifa et au lac de Tibériade. Dîner et messe de minuit devant l'église de Bethléem. Du 22 au 29 décembre, 8 995 F en pension complète.

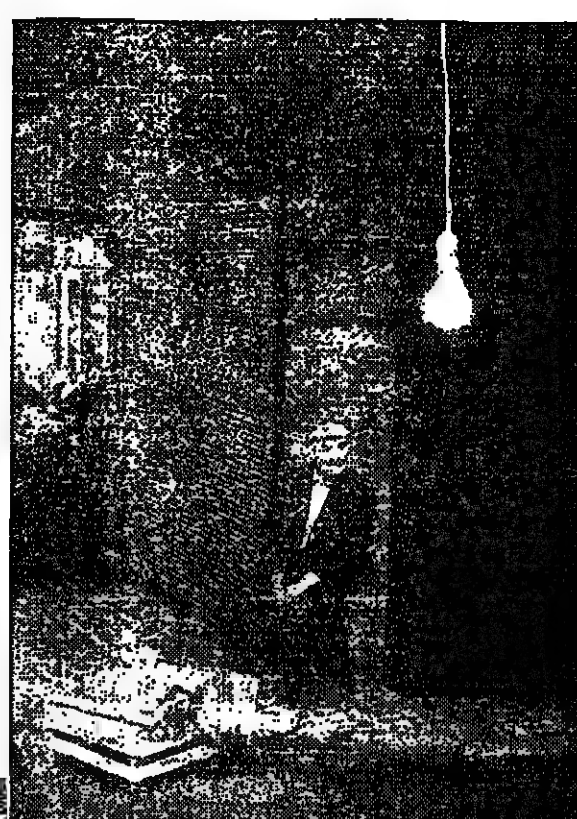
Au sommaire de cette même sélection et dans un autre registre, un réveil à Vienne avec visite de Schoenbrunn, du palais de la Hofburg, des musées, une représentation du mariage de la haute école espagnole, une excursion à Mayerling et, circonstance oblige, un dîner de gala ainsi qu'un réveil de Nouvel An, avec participation au bal de l'empereur, au palais de la Hofburg. Du 29 décembre au 2 janvier, 8 330 F par

personne en chambre double et en demi-pension. Autre possibilité : Venise, ses palais, ses îles, du 30 décembre au 2 janvier, 5 770 F par personne en chambre double et en pension complète.

Les visites et excursions sont comprises dans tous ces forfaits. Renseignements dans les agences de voyages Aquarius et 108, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-33-51-28.

## Un plongeur en mer Rouge

Une semaine en Egypte dont quatre jours de plongée sous-marine à Hurgada, au bord de la mer Rouge : c'est le forfait mis au point par Odyssee (137, rue du Rainaldy, 75016 Paris, tél. : 42-88-82-66). Au départ de Paris, pour 6 450 F par personne en chambre double et pension complète, plongées incluses, il comprend le vol Paris-Le Caire, une nuit à l'hôtel Sonesta, le transfert par avion à Hurgada et le



sejour sur place. Au retour, une journée de visite est prévue au Caire (pyramides de Gizeh). Départ les samedis. Supplément chambre individuelle : 650 F.

## Mosquée bleue et Sainte-Sophie

Visite guidée d'Istanbul, à Noël ou au jour de l'An. Pacha Yours (25, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 42-85-85-45) propose deux longs week-ends de quatre jours et trois nuits dans des hôtels de diverses catégories, ce qui présente l'avantage de modular le coût du voyage.

Les principaux sites de la ville sont présentés en deux jours : la Mosquée Bleue, la Basilique Sainte-Sophie, le

Palais de Topkapı, le Grand Bazar. Puis la Mosquée d'Eyup, le café de Pierre Loti et le musée Saint-Sauveur in Chora.

Pour faire connaissance avec les environs, promenade en bateau sur le Bosphore le long des quartiers aux petites maisons de bois, arrêt à la forteresse de Rumeli Hisari et visite de la colline de Camlica.

Du 23 au 26 décembre 1988 ou du 30 décembre 1988 au 2 janvier 1989 et de 3 480 F en hôtel 3 étoiles à 4 490 F en 5 étoiles. Ces prix s'entendent par personne en chambre double et comprennent les vols Paris-Istanbul-Paris, la pension complète, les visites, les assurances et l'assistance d'un guide.

# La Provence et la querelle des treize desserts

CHACQUE année, à la veille de Noël, nombre de familles provençales se divisent traditionnellement non point sur la réalité de l'Incarnation ou la question de la divinité de Jésus, mais sur les... treize desserts du réveillon !

Non pas sur leur nombre et sa signification (le Christ et les douze apôtres), pas plus que sur l'environnement obligé de ces douceurs : trois nappes blanches superposées symbolisent, au choix, comme les trois chandeliers nécessaires : le Père, le Fils et le saint Esprit ou Jésus, Marie et Joseph.

Mais les desserts eux-mêmes ! Le « grand débat » est de savoir si doivent figurer parmi eux des fruits confits ou bien des fruits frais seulement, et lesquels ; est-ce que la bûche est de rigueur ou

bien seulement la pompe, sorte de grosse brioche plate et moelleuse, et doit-elle être à l'huile d'olive ou bien à la fleur d'orange ? Le « mendiant » ou « cougnot du pauvre », figure sèche fourrée de noix ou d'amande, doit-il compter pour un ou deux desserts ? Et ainsi de suite.

Nous estimons pour notre part que toutes ces discussions n'ont plus de raison d'être depuis que, ayant visité le Musée des arts et traditions populaires du terroir marseillais, installé depuis 1928 à Château-Gombert, agreste banlieue du Grand-Marseille, et récemment rénové, nous y avons découvert la table de Noël dressée avec ses treize desserts reconstitués en faïence vernissée, après des recherches poussées dans la gastronomie méridionale la plus antique.

Selon celle-ci, la liste complète et sans appel des gourmandises de la Nativité est la suivante : noix, figues séchées, amandes, noisettes, grappes de raisins secs noirs dits de Malaga, reinette, poire, pruneaux, sorbe, melon verdux, nougat blanc, nougat noir, pompe à l'huile. Le tout arrosé de vin cuit.

Point donc de bûche, récente invention « sacrilège » des pâtisseries sous influence nordique, encore moins de chocolats, fondants ou papillotes, ni d'oranges ou autres agrumes, tous produits qui, même sur les tables riches, n'apparaissent qu'au siècle dernier au mieux, avec la prospérité louis-philippard.

## Mais où sont les sorbes d'antan ?

Même les très provençaux callisçons d'Aix ou les fruits confits d'Apt ne sont pas tolérés, en tout cas à Marseille, car les gens du cru, lorsque cette liste s'est fixée, jadis-jadis, n'avaient pas accès à ces mets de château. Seule difficulté peut-être aujourd'hui pour ceux qui veulent absolument respecter la tradition : trouver des sorbes, fruit sauvage qu'il faut aller chercher du côté des collines de Rians ou de Vauvenargues, près d'Aix, mais que certaines « partissanes » — nom des dames de la halle marseillaise — mettent de côté en décembre pour leurs bons clients.

Une visite au musée privé de Château-Gombert, affilié au Félibrige, ne sera, en tout cas, pas de trop pour avoir une idée de l'ensemble des usages marseillais et provençaux dans tous les domaines de la vie quotidienne et festive. Surtout que la principale référence en la matière, le Musée Arlaten, en Arles, fondé par Frédéric Mistral et évidemment plus riche que Château-Gombert, est aujourd'hui dans un état de délabrement qui fait pitié.

Quant aux gourmets friands de plats en chair et en os, ils n'auront qu'à reprendre le chemin marseillais de *Chez Brun*, face à la mairie Louis-XIV, sur le Vieux-Port. On n'y présente pas les treize desserts mais le même grand repas provençal, depuis un demi-siècle, pour seulement quatre ou cinq tables qui ont vu défilé la terre gourmande entière et d'abord les bonnes fourchettes indigènes de Gaston Defferre à Mireille Mathieu.

## Nourritures spirituelles

Tapenade, poutargue, pourprons, quichet aux anchois chauds, pageots grillés, artichauts barigoule, pintadeaux à la broche, fromages de chèvre, callisçons, nougats, amandes, fruits et muscat de Beaumes-de-Venise formeront là aussi un autre bataillon des Treize ne souffrant aucune discussion.

Les éditeurs méridionaux ont pensé aussi à nourrir les esprits de cette fin d'année, un peu dans tous les domaines : le passé le plus glorieux avec les *Marseillais dans l'histoire*, sous la direction de Pierre Guiral et Félix Regnaud ; la petite histoire avec *Origine des quartiers de Marseille*, du journaliste Robert Bouvier ; Marseille rigolote et saïse sur le vif se prélassant à pleines pages dans *Des Marseillais*, album noir et blanc mais pas triste de Pierre Le Gall, professeur de philosophie quoique prix Niepce 1972 ; les enfants (et leurs parents) se régaleront, eux, à la lecture de *Jason le Phocéien*, bande dessinée en couleurs avec des bulles bien claires et pas idiotes dues à Jean-Pierre Hubrecht ; la dive bouteille sudiste triomphe dans *Les Contes du pastis* de Pierre-Jean Vuillemin ; et enfin il y a ce classique coquin (mais pas égrillard) qu'est devenu *Marseille galante* de Jean Bazal, avec toutes les photos de l'ancien secteur réservé de Marseille où se pratiquèrent tous les plaisirs — certainement plus de treize, — du Second Empire au gouvernement de Vichy, avant que les Allemands, jaloux sans doute, ne réservent à ces quartiers le sort de Carthage.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ. \* Musée des arts et traditions populaires du terroir marseillais, fondation Julien-Pignat, 3, place des Héros, Château-Gombert, 13013 Marseille.

Tél. : 91-68-14-38. Ouvert de dimanche au lundi.

- \* Aux mets de Provence, Chez Maurice Brun, 18, quai de Rivarville, 13001 Marseille. Tél. : 91-33-35-38.
- \* Collectif, *Les Marseillais dans l'histoire*, Privat, Toulouse, 320 p. Illustrées, 248 F.
- \* Pierre Le Gall, *Des Marseillais*, éd. Jeanne Laffitte, Marseille, 150 clichés, 180 F.
- \* Collectif sous la direction de Philippe Jourdat, *Jason le Phocéien*, bande dessinée, 50 p., 63 F.
- \* Robert Bouvier, *Origine des quartiers de Marseille*, éd. Jean-Michel Gaspard, Marseille, 160 p., 85 F.
- \* Pierre-Jean Vuillemin, *Les Contes du pastis*, Vauvenargues Impressions, 13126 Vauvenargues, 160 p., 75 F.
- \* Jean Bazal, *Marseille galante*, Tascuel, Marseille, 200 p. grand format, illustrées, 285 F.

**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-41-82-70 - Licence A 681

**RIO-SANTIAGO**  
ILE DE PAQUES  
TAHITI et SES ÎLES  
SAN-FRANCISCO

**DÉPART DE PARIS**  
Le 28-04-1989

**RETOUR**  
Le 22-05-1989

**PRIX : 31 900 F**

Pour tous ceux qui recherchent des vacances "hors traces"...

**"ESCAPADES"**

Des week-ends de ski, où, pour vous, se mêlent en quatre jours, en été ou se rencontrent ski, musique, et cinéma.

Brochure sur demande au :

**RENARD VAGABOND**  
80, Galerie des Balcônes,  
38100 Grenoble  
Tél. : 76.40.18.80.

**en Méditerranée**

avec **SIP VOYAGES**

Croisière  
« Dans le sillage de Saint Paul »  
du 9 au 21 avril 1989

Malte - Athènes - Delos -  
Mykonos - Ephèse - Rhodes -  
Héraklion - Syracuse

- 5% pour tout règlement  
complet avant le 31 décembre

**SIP** 1, rue Garancière  
75006 PARIS  
Tél. : (1) 43.29.56.70

Paris Bangkok en 12h 30 tous les jours.

**Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.**

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

**Thai**

**ARC**

هكذا من الأصل



مكتبة من الأصل

# JEUX

## échecs

N° 1311

COMMENT KASPAROV  
DONNE UN PION

(Olympiade de Salenique, 1988)

Blancs : Gheorghiu (Roumanie)  
Noirs : Kasparov (URSS)  
Défaite sans indienne  
Système Benoni

1. e4 c5 2. e3 e6 3. d4 d5 4. dxc5 dxc5 5. f3 f6 6. f4 f5 7. f5 f6 8. f6 f7 9. f7 f8 10. f8 f9 11. f9 f10 12. f10 f11 13. f11 f12 14. f12 f13 15. f13 f14 16. f14 f15 17. f15 f16 18. f16 f17 19. f17 f18 20. f18 f19 21. f19 f20 22. f20 f21 23. f21 f22 24. f22 f23 25. f23 f24 26. f24 f25 27. f25 f26 28. f26 f27 29. f27 f28 30. f28 f29 31. f29 f30 32. f30 f31 33. f31 f32 34. f32 f33 35. f33 f34 36. f34 f35 37. f35 f36 38. f36 f37 39. f37 f38 40. f38 f39 41. f39 f40 42. f40 f41 43. f41 f42 44. f42 f43 45. f43 f44 46. f44 f45 47. f45 f46 48. f46 f47 49. f47 f48 50. f48 f49 51. f49 f50 52. f50 f51 53. f51 f52 54. f52 f53 55. f53 f54 56. f54 f55 57. f55 f56 58. f56 f57 59. f57 f58 60. f58 f59 61. f59 f60 62. f60 f61 63. f61 f62 64. f62 f63 65. f63 f64 66. f64 f65 67. f65 f66 68. f66 f67 69. f67 f68 70. f68 f69 71. f69 f70 72. f70 f71 73. f71 f72 74. f72 f73 75. f73 f74 76. f74 f75 77. f75 f76 78. f76 f77 79. f77 f78 80. f78 f79 81. f79 f80 82. f80 f81 83. f81 f82 84. f82 f83 85. f83 f84 86. f84 f85 87. f85 f86 88. f86 f87 89. f87 f88 90. f88 f89 91. f89 f90 92. f90 f91 93. f91 f92 94. f92 f93 95. f93 f94 96. f94 f95 97. f95 f96 98. f96 f97 99. f97 f98 100. f98 f99 101. f99 f100 102. f100 f101 103. f101 f102 104. f102 f103 105. f103 f104 106. f104 f105 107. f105 f106 108. f106 f107 109. f107 f108 110. f108 f109 111. f109 f110 112. f110 f111 113. f111 f112 114. f112 f113 115. f113 f114 116. f114 f115 117. f115 f116 118. f116 f117 119. f117 f118 120. f118 f119 121. f119 f120 122. f120 f121 123. f121 f122 124. f122 f123 125. f123 f124 126. f124 f125 127. f125 f126 128. f126 f127 129. f127 f128 130. f128 f129 131. f129 f130 132. f130 f131 133. f131 f132 134. f132 f133 135. f133 f134 136. f134 f135 137. f135 f136 138. f136 f137 139. f137 f138 140. f138 f139 141. f139 f140 142. f140 f141 143. f141 f142 144. f142 f143 145. f143 f144 146. f144 f145 147. f145 f146 148. f146 f147 149. f147 f148 150. f148 f149 151. f149 f150 152. f150 f151 153. f151 f152 154. f152 f153 155. f153 f154 156. f154 f155 157. f155 f156 158. f156 f157 159. f157 f158 160. f158 f159 161. f159 f160 162. f160 f161 163. f161 f162 164. f162 f163 165. f163 f164 166. f164 f165 167. f165 f166 168. f166 f167 169. f167 f168 170. f168 f169 171. f169 f170 172. f170 f171 173. f171 f172 174. f172 f173 175. f173 f174 176. f174 f175 177. f175 f176 178. f176 f177 179. f177 f178 180. f178 f179 181. f179 f180 182. f180 f181 183. f181 f182 184. f182 f183 185. f183 f184 186. f184 f185 187. f185 f186 188. f186 f187 189. f187 f188 190. f188 f189 191. f189 f190 192. f190 f191 193. f191 f192 194. f192 f193 195. f193 f194 196. f194 f195 197. f195 f196 198. f196 f197 199. f197 f198 200. f198 f199 201. f199 f200 202. f200 f201 203. f201 f202 204. f202 f203 205. f203 f204 206. f204 f205 207. f205 f206 208. f206 f207 209. f207 f208 210. f208 f209 211. f209 f210 212. f210 f211 213. f211 f212 214. f212 f213 215. f213 f214 216. f214 f215 217. f215 f216 218. f216 f217 219. f217 f218 220. f218 f219 221. f219 f220 222. f220 f221 223. f221 f222 224. f222 f223 225. f223 f224 226. f224 f225 227. f225 f226 228. f226 f227 229. f227 f228 230. f228 f229 231. f229 f230 232. f230 f231 233. f231 f232 234. f232 f233 235. f233 f234 236. f234 f235 237. f235 f236 238. f236 f237 239. f237 f238 240. f238 f239 241. f239 f240 242. f240 f241 243. f241 f242 244. f242 f243 245. f243 f244 246. f244 f245 247. f245 f246 248. f246 f247 249. f247 f248 250. f248 f249 251. f249 f250 252. f250 f251 253. f251 f252 254. f252 f253 255. f253 f254 256. f254 f255 257. f255 f256 258. f256 f257 259. f257 f258 260. f258 f259 261. f259 f260 262. f260 f261 263. f261 f262 264. f262 f263 265. f263 f264 266. f264 f265 267. f265 f266 268. f266 f267 269. f267 f268 270. f268 f269 271. f269 f270 272. f270 f271 273. f271 f272 274. f272 f273 275. f273 f274 276. f274 f275 277. f275 f276 278. f276 f277 279. f277 f278 280. f278 f279 281. f279 f280 282. f280 f281 283. f281 f282 284. f282 f283 285. f283 f284 286. f284 f285 287. f285 f286 288. f286 f287 289. f287 f288 290. f288 f289 291. f289 f290 292. f290 f291 293. f291 f292 294. f292 f293 295. f293 f294 296. f294 f295 297. f295 f296 298. f296 f297 299. f297 f298 300. f298 f299 301. f299 f300 302. f300 f301 303. f301 f302 304. f302 f303 305. f303 f304 306. f304 f305 307. f305 f306 308. f306 f307 309. f307 f308 310. f308 f309 311. f309 f310 312. f310 f311 313. f311 f312 314. f312 f313 315. f313 f314 316. f314 f315 317. f315 f316 318. f316 f317 319. f317 f318 320. f318 f319 321. f319 f320 322. f320 f321 323. f321 f322 324. f322 f323 325. f323 f324 326. f324 f325 327. f325 f326 328. f326 f327 329. f327 f328 330. f328 f329 331. f329 f330 332. f330 f331 333. f331 f332 334. f332 f333 335. f333 f334 336. f334 f335 337. f335 f336 338. f336 f337 339. f337 f338 340. f338 f339 341. f339 f340 342. f340 f341 343. f341 f342 344. f342 f343 345. f343 f344 346. f344 f345 347. f345 f346 348. f346 f347 349. f347 f348 350. f348 f349 351. f349 f350 352. f350 f351 353. f351 f352 354. f352 f353 355. f353 f354 356. f354 f355 357. f355 f356 358. f356 f357 359. f357 f358 360. f358 f359 361. f359 f360 362. f360 f361 363. f361 f362 364. f362 f363 365. f363 f364 366. f364 f365 367. f365 f366 368. f366 f367 369. f367 f368 370. f368 f369 371. f369 f370 372. f370 f371 373. f371 f372 374. f372 f373 375. f373 f374 376. f374 f375 377. f375 f376 378. f376 f377 379. f377 f378 380. f378 f379 381. f379 f380 382. f380 f381 383. f381 f382 384. f382 f383 385. f383 f384 386. f384 f385 387. f385 f386 388. f386 f387 389. f387 f388 390. f388 f389 391. f389 f390 392. f390 f391 393. f391 f392 394. f392 f393 395. f393 f394 396. f394 f395 397. f395 f396 398. f396 f397 399. f397 f398 400. f398 f399 401. f399 f400 402. f400 f401 403. f401 f402 404. f402 f403 405. f403 f404 406. f404 f405 407. f405 f406 408. f406 f407 409. f407 f408 410. f408 f409 411. f409 f410 412. f410 f411 413. f411 f412 414. f412 f413 415. f413 f414 416. f414 f415 417. f415 f416 418. f416 f417 419. f417 f418 420. f418 f419 421. f419 f420 422. f420 f421 423. f421 f422 424. f422 f423 425. f423 f424 426. f424 f425 427. f425 f426 428. f426 f427 429. f427 f428 430. f428 f429 431. f429 f430 432. f430 f431 433. f431 f432 434. f432 f433 435. f433 f434 436. f434 f435 437. f435 f436 438. f436 f437 439. f437 f438 440. f438 f439 441. f439 f440 442. f440 f441 443. f441 f442 444. f442 f443 445. f443 f444 446. f444 f445 447. f445 f446 448. f446 f447 449. f447 f448 450. f448 f449 451. f449 f450 452. f450 f451 453. f451 f452 454. f452 f453 455. f453 f454 456. f454 f455 457. f455 f456 458. f456 f457 459. f457 f458 460. f458 f459 461. f459 f460 462. f460 f461 463. f461 f462 464. f462 f463 465. f463 f464 466. f464 f465 467. f465 f466 468. f466 f467 469. f467 f468 470. f468 f469 471. f469 f470 472. f470 f471 473. f471 f472 474. f472 f473 475. f473 f474 476. f474 f475 477. f475 f476 478. f476 f477 479. f477 f478 480. f478 f479 481. f479 f480 482. f480 f481 483. f481 f482 484. f482 f483 485. f483 f484 486. f484 f485 487. f485 f486 488. f486 f487 489. f487 f488 490. f488 f489 491. f489 f490 492. f490 f491 493. f491 f492 494. f492 f493 495. f493 f494 496. f494 f495 497. f495 f496 498. f496 f497 499. f497 f498 500. f498 f499 501. f499 f500 502. f500 f501 503. f501 f502 504. f502 f503 505. f503 f504 506. f504 f505 507. f505 f506 508. f506 f507 509. f507 f508 510. f508 f509 511. f509 f510 512. f510 f511 513. f511 f512 514. f512 f513 515. f513 f514 516. f514 f515 517. f515 f516 518. f516 f517 519. f517 f518 520. f518 f519 521. f519 f520 522. f520 f521 523. f521 f522 524. f522 f523 525. f523 f524 526. f524 f525 527. f525 f526 528. f526 f527 529. f527 f528 530. f528 f529 531. f529 f530 532. f530 f531 533. f531 f532 534. f532 f533 535. f533 f534 536. f534 f535 537. f535 f536 538. f536 f537 539. f537 f538 540. f538 f539 541. f539 f540 542. f540 f541 543. f541 f542 544. f542 f543 545. f543 f544 546. f544 f545 547. f545 f546 548. f546 f547 549. f547 f548 550. f548 f549 551. f549 f550 552. f550 f551 553. f551 f552 554. f552 f553 555. f553 f554 556. f554 f555 557. f555 f556 558. f556 f557 559. f557 f558 560. f558 f559 561. f559 f560 562. f560 f561 563. f561 f562 564. f562 f563 565. f563 f564 566. f564 f565 567. f565 f566 568. f566 f567 569. f567 f568 570. f568 f569 571. f569 f570 572. f570 f571 573. f571 f572 574. f572 f573 575. f573 f574 576. f574 f575 577. f575 f576 578. f576 f577 579. f577 f578 580. f578 f579 581. f579 f580 582. f580 f581 583. f581 f582 584. f582 f583 585. f583 f584 586. f584 f585 587. f585 f586 588. f586 f587 589. f587 f588 590. f588 f589 591. f589 f590 592. f590 f591 593. f591 f592 594. f592 f593 595. f593 f594 596. f594 f595 597. f595 f596 598. f596 f597 599. f597 f598 600. f598 f599 601. f599 f600 602. f600 f601 603. f601 f602 604. f602 f603 605. f603 f604 606. f604 f605 607. f605 f606 608. f606 f607 609. f607 f608 610. f608 f609 611. f609 f610 612. f610 f611 613. f611 f612 614. f612 f613 615. f613 f614 616. f614 f615 617. f615 f616 618. f616 f617 619. f617 f618 620. f618 f619 621. f619 f620 622. f620 f621 623. f621 f622 624. f622 f623 625. f623 f624 626. f624 f625 627. f625 f626 628. f626 f627 629. f627 f628 630. f628 f629 631. f629 f630 632. f630 f631 633. f631 f632 634. f632 f633 635. f633 f634 636. f634 f635 637. f635 f636 638. f636 f637 639. f637 f638 640. f638 f639 641. f639 f640 642. f640 f641 643. f641 f642 644. f642 f643 645. f643 f644 646. f644 f645 647. f645 f646 648. f646 f647 649. f647 f648 650. f648 f649 651. f649 f650 652. f650 f651 653. f651 f652 654. f652 f653 655. f653 f654 656. f654 f655 657. f655 f656 658. f656 f657 659. f657 f658 660. f658 f659 661. f659 f660 662. f660 f661 663. f661 f662 664. f662 f663 665. f663 f664 666. f664 f665 667. f665 f666 668. f666 f667 669. f667 f668 670. f668 f669 671. f669 f670 672. f670 f671 673. f671 f672 674. f672 f673 675. f673 f674 676. f674 f675 677. f675 f676 678. f676 f677 679. f677 f678 680. f678 f679 681. f679 f680 682. f680 f681 683. f681 f682 684. f682 f683 685. f683 f684 686. f684 f685 687. f685 f686 688. f686 f687 689. f687 f688 690. f688 f689 691. f689 f690 692. f690 f691 693. f691 f692 694. f692 f693 695. f693 f694 696. f694 f695 697. f695 f696 698. f696 f697 699. f697 f698 700. f698 f699 701. f699 f700 702. f700 f701 703. f701 f702 704. f702 f703 705. f703 f704 706. f704 f705 707. f705 f706 708. f706 f707 709. f707 f708 710. f708 f709 711. f709 f710 712. f710 f711 713. f711 f712 714. f712 f713 715. f713 f714 716. f714 f715 717. f715 f716 718. f716 f717 719. f717 f718 720. f718 f719 721. f719 f720 722. f720 f721 723. f721 f722 724. f722 f723 725. f723 f724 726. f724 f725 727. f725 f726 728. f726 f727 729. f727 f728 730. f728 f729 731. f729 f730 732. f730 f731 733. f731 f732 734. f732 f733 735. f733 f734 736. f734 f735 737. f735 f736 738. f736 f737 739. f737 f738 740. f738 f739 741. f739 f740 742. f740 f741 743. f741 f742 744. f742 f743 745. f743 f744 746. f744 f745 747. f745 f746 748. f746 f747 749. f747 f748 750. f748 f749 751. f749 f750 752. f750 f751 753. f751 f752 754. f752 f753 755. f753 f754 756. f754 f755 757. f755 f756 758. f756 f757 759. f757 f758 760. f758 f759 761. f759 f760 762. f760 f761 763. f761 f762 764. f762 f763 765. f763 f764 766. f764 f765 767. f765 f766 768. f766 f767 769. f767 f768 770. f768 f769 771. f769 f770 772. f770 f771 773. f771 f772 774. f772 f773 775. f773 f774 776. f774 f775 777. f775 f776 778. f776 f777 779. f777 f778 780. f778 f779 781. f779 f780 782. f780 f781 783. f781 f782 784. f782 f783 785. f783 f784 786. f784 f785 787. f785 f786 788. f786 f787 789. f787 f788 790. f788 f789 791. f789 f790 792. f790 f791 793. f791 f792 794. f792 f793 795. f793 f794 796. f794 f795 797. f795 f796 798. f796 f797 799. f797 f798 800. f798 f799 801. f799 f800 802. f800 f801 803. f801 f802 804. f802 f803 805. f803 f804 806. f804 f805 807. f805 f806 808. f806 f807 809. f807 f808 810. f808 f809 811. f809 f810 812. f810 f811 813. f811 f812 814. f812 f813 815. f813 f814 816. f814 f815 817. f815 f816 818. f816 f817 819. f817 f818 820. f818 f819 821. f819 f820 822. f820 f821 823. f821 f822 824. f822 f823 825. f823 f824 826. f824 f825 827. f825 f826 828. f826 f827 829. f827 f828 830. f828 f829 831. f829 f830 832. f830 f831 833. f831 f832 834. f832 f833 835. f833 f834 836. f834 f835 837. f835 f836 838. f836 f837 839. f837 f838 840. f838 f839 841. f839 f840 842. f840 f841 843. f841 f842 844. f842 f843 845. f843 f844 846. f844 f845 847. f845 f846 848. f846 f847 849. f847 f848 850. f848 f849 851. f849 f850 852. f850 f851 853. f851 f852 854. f852 f853 855. f853 f854 856. f854 f855 857. f855 f856 858. f856 f857 859. f857 f858 860. f858 f859 861. f859 f860 862. f860 f861 863. f861 f862 864. f862 f863 865. f863 f864 866. f864 f865 867. f865 f866 868. f866 f867 869. f867 f868 870. f868 f869 871. f869 f870 872. f870 f871 873. f871 f872 874. f872 f873 875. f873 f874 876. f874 f875 877. f875 f876 878. f876 f877 879. f877 f878 880. f878 f879 881. f879 f880 882. f880 f881 883. f881 f882 884. f882 f883 885. f883 f884 886. f884 f885 887. f885 f886 888. f886 f887 889. f887 f888 890. f888 f889 891. f889 f890 892. f890 f891 893. f891 f892 894. f892 f893 895. f893 f894 896. f894 f895 897. f895 f896 898. f896 f897 899. f897 f898 900. f898 f899 901. f899 f900 902. f900 f901 903. f901 f902 904. f902 f903 905. f903 f904 906. f904 f905 907. f905 f906 908. f906 f907 909. f907 f908 910. f908 f909 911. f909 f910 912. f910 f911 913. f911 f912 914. f912 f913 915. f913 f914 916. f914 f915 917. f915 f916 918. f916 f917 919. f917 f918 920. f918 f919 921. f919 f920 922. f920 f921 923. f921 f922 924. f922 f923 925. f923 f924 926. f924 f925 927. f925 f926 928. f926 f927 929. f927 f928 930. f928 f929 931. f929 f930 932. f930 f931 933. f931 f932 934. f932 f933 935. f933 f934 936. f934 f935 937. f935 f936 938. f936 f937 939. f937 f938 940. f938 f939 941. f939 f940 942. f940 f941 943. f941 f942 944. f942 f943 945. f943 f944 946. f944 f945 947. f945 f946 94



# Culture

## THÉÂTRE

« Tête d'or » à l'Odéon

### Un sursaut aberrant du désir absolu

Tête d'or, la première pièce de Claudel.  
Histoire d'un conquérant, par Aurélien Recoing, bouleversant de jeunesse.

« L'œuvre où j'ai mis le plus de moi », a dit Claudel de Tête d'or. C'était sa pièce inaugurale. Du premier coup, à vingt ans, il créait un monstre, l'un des deux sommets de sa vie (l'autre, c'est le Soulier de satin). « On n'a peur de rien quand on a vingt ans », disait Claudel à propos de Tête d'or.

Sur le départ, on presque, à quatre-vingt ans, Claudel n'a pas pu s'empêcher de reprendre Tête d'or en main. Il a écrit une chose, pas vraiment débraillée, mais un peu « voyou » quand même. Ce sont des prisonniers qui ont entrepris de jouer Tête d'or. Ils rouspètent, il y a des mots qu'ils ne comprennent pas, et le cadet de la bande — Claudel sous cape — leur donne des explications. C'est là que Claudel nous a dit d'où venait le titre de la pièce, le nom de son héros : « Mais oui, Chef d'or ! Tiens, pourqu'il donc que je me sois gêné ! Guerrier ! Chef d'or ! Je lui ai foutu une espèce de crinière autour de la gueule comme on ont les rois abyssins. »

« Le bon air d'anarchie » des années 90

Pourquoi abyssins ? — Un chercheur infatigable, le professeur Michel Lionne, a feuilleté un journal de voyages qui paraissait à l'époque, et dont Claudel a reconnu qu'il était un lecteur inconditionnel : le Tour du monde. En 1889, juste quand Claudel écrit Tête d'or, ce journal publie un Voyage au Chaos : le texte et aussi une magnifique illustration nous font découvrir, en Ménélik II, un porteur d'une coiffure bizarre, véritable casque de cheveux d'or.

Au même moment, Rimbaud est en tractions pas commodes avec ce même Ménélik, pour une livraison d'armes. Claudel ne le sait pas, mais il sait que Rimbaud est là-bas, en Abyssinie. Or la lecture des poèmes inédits de Rimbaud, deux ans et demi plus tôt, est l'un des chocs essentiels qui ont déterminé l'écriture de Tête d'or.

« Industriels, princes, sénats, Pétroles, puissances, justice, Histoire, à bas !  
Ce nous est dû. Le sang ! Le sang !  
Tout à la guerre, à la vengeance, à la terreur...  
Ah ! passez, Républiques de ce monde !  
Des empires  
(Des régiments, des colonies, Des peuples, assez !)

Voilà ce que Claudel lisait dans les illuminations, alors que lui-même



Valérie Drévillo (la princesse) : Claudel dans la peau

même bouillait d'impatience tant lui pesait « l'atmosphère spéciale d'étouffement et de stagnation que nous avons respirée de 1885 à 1890 ».

Alors Claudel se raccrochait à mille choses, dans le désordre, à Shakespeare, à Eschyle, à la Bible, à Beethoven et à Wagner, et même au général Boulanger, mais aussi, ou plutôt, avant tout, à Rimbaud, et aux anarchistes : « Personne n'a aimé avec plus de délice le bon air d'anarchie qu'on respirait en France dans les années 90. »

Et voilà Tête d'Or, cette tragédie rouge, ce sursaut aberrant du désir absolu, ce colonel insurgé qui gagne une bataille, prend les pleins pouvoirs, et s'en va se faire vaincre au Caucase. « Triomphe, dit Claudel, de l'individu sur la foule, désir surhumain de la toute-puissance. »

Cette voix immense

Sans même qu'un ami le lui demande, Claudel, un peu effaré malgré tout par le côté « facio » de son Tête d'Or, adoucirait vite les angles, publiera en 1901 une seconde version, de même que dans son « improvisation » de 1949 il dendra à nous préciser que tous les personnages, même le vieux roi, c'était lui (sauf la princesse), et que Tête d'Or et Cébès sont des gosses de l'Assistance.

Mais n'oublions pas, aussi, la splendeur de la parole, cette voix

immense, ce vent, cette forge qui, du premier coup, fonce hors des lèvres de Claudel, et qui interrompt, qui labourait, avec ce souffle d'océan qui renvoie et renvoie encore son écho contre les roches, et ces cassures du rythme comme pour laisser d'autres voix se faire entendre, dans les trous d'air de la tempête.

Et là, cette poésie, comme une respiration de la terre et de la mer, rejoint le délire de Tête d'Or dans une mémoire de l'enfant Paul Claudel, plus émouvante peut-être que ses lectures ou que les événements. C'est cette campagne de Villeneuve. Ce sont les hivers noirs, « les labours où demeureraient des plaques de neige ». Et c'est le petit Paul qui traîne, sur les chemins, à la tombée du jour, et qui rêve debout : « Dans le passage ténébreux des chars et des animaux qui retournent à l'écurie, je reçois le commandement d'armées imaginaires et de quelles expéditions fabuleuses ! »

« Il faut avoir vu Villeneuve pour comprendre Tête d'Or », disait Claudel. Aurélien Recoing présente Tête d'Or à l'Odéon. Il joue lui-même Tête d'Or, et ses camarades du Conservatoire tiennent les rôles capitaux : Valérie Drévillo (la princesse), Thierry Frémont (Cébès), Marcel Bozonnet (le roi David), et Olivier Cravetier, Christian Cloarec, Eric Frey...

Aurélien Recoing et Valérie Drévillo jouaient déjà (à la per-

fection) le Soulier de satin à Avignon en 1987. Ils ont Claudel dans la peau. Cette mise en scène est de toute beauté, le texte est donné avec on ne peut plus de clarté, de pureté, d'allant. C'est bien plus beau que ce qu'avait fait, jadis, sous la direction de Berrault, Cuny et Terzieff, parce que Cuny gardait son côté Grand Jupiter atteint d'une divine blessure, qui fait passer sa voix de bronze par la blessure, et Terzieff ne quittait pas son aspect « babouche aux camélias », dissimulant ses douleurs poitrinaires dans un demi-sourire ; alors c'était bien beau, mais ce n'était pas très jeune ni très léger. Le Tête d'Or d'Aurélien Recoing est d'une jeunesse poignante, la jeunesse de Claudel lorsqu'il écrivait cela, la jeunesse de Tête d'Or et de Cébès. Il brille ici un enthousiasme, une conscience. Une joie aussi : Recoing s'est fait la tête de Ménélik, noirceur en moins.

C'est un bel événement. N'oublions pas que Tête d'Or, écrit à vingt ans par un inconnu, est l'un des sommets de toute l'histoire de notre théâtre.

MICHEL COURNOT.

★ Odéon. De mardi au samedi, à 19 h 30 ; matinée dimanche, à 14 h 30. Durée : quatre heures.

« Tango », de Slawomir Mrozek, au TEP

### Arthur ou les enfants au pouvoir

Un adolescent révolté impose à ses parents post-soixante-huitards désenchantés un retour aux bonnes vieilles conventions bourgeoises. Un piège.

C'est le monde à l'envers. D'ordinaire, le paisible milieu bourgeois est mis à mal par la révolte d'un adolescent. Dans la pièce de Slawomir Mrozek, auteur d'origine polonaise installé désormais en France, les adultes sont des adolescents désemparés, et Arthur, le fils de la maison, un contre-révolutionnaire en herbe, mais dangereux. Un romantique d'après toutes les révolutions — sexuelles, idéologiques. Un jour, il en a assez de la grand-tante, qui ne pense qu'à taper le carton, et de sa mère, Éléonore, qui joue à d'autres jeux nocturnes avec un intrus peu cultivé, Edek, sous l'œil volontairement aveugle du père, Stomil, stérile artiste avant-gardiste.

Arthur se forge un principe : « La forme d'abord, le fond ensuite » — et s'invente un mariage en grande pompe, avec bénédiction, tenue de soirée... Il impose à chacun, sous la menace, de retrouver, avec le costume d'antan, des manières un peu plus dignes. L'ami de Madame, Edek, est remis à sa place : gilet rayé et gants blancs du valet.

La pièce de Mrozek est bavarde, se tord dans tous les sens, pour dire une chose et son contraire. On ne sait pas très bien où elle nous mène. Il semble que tout se vaille, que plus rien ne justifie une révolte puisqu'il y aura toujours un oppresseur — ici, le valet — pour reprendre le pouvoir.

Finalement Arthur n'est plus qu'un grand enfant qui meurt, faute d'avoir pu trouver une idée digne d'être érigée en principe de vie. Le dangereux illuminé devient un ange sacrifié. Edek entraîne alors dans un tango diabolique le vieux oncle, qui a cru trop vite pouvoir reprendre sa machine d'autrefois.

Mrozek veut en dire beaucoup trop, tandis que sa pièce, tout compte fait, fonctionne sur des ressorts propres au théâtre de boulevard : penchant accentué par la mise en scène très bonhomme de Georges Werler.

Les comédiens — Christian Blanc, Josette Boulva, Maurice Chevit, Jean-Pierre Lort, Patrick Messe, Fabienne Tricottet — jouent à l'aune : ils sont bien, mais ils restent à la surface. Florence Giorgetti, toutefois, en mère indigne, manifeste une vraie gourmandise. Elle a des accents par moments si vandouillesques qu'ils en deviennent gringants et perturbent, enfin, un spectacle assez ambigu et ennuyeux.

COLE QUIROT.

★ Au TEP, jusqu'au 23 décembre (43-63-20-96).

Nicolas Bataille

### Un homme sage

Deux spectacles portent la signature de Nicolas Bataille : l'éternelle Cantatrice chauve à la Huchette, et au Théâtre moderne Offenbach, tu connais ?

Nicolas Bataille en un peu plus de trente ans a monté assez peu de spectacles, mais ils durent. Sans même parler de la Cantatrice chauve à la Huchette, il y a au Théâtre moderne Offenbach, tu connais ? présent pour la seconde fois en France, après avoir reçu plusieurs prix dans sa version japonaise. En effet, depuis 1966, Nicolas Bataille partage sa vie entre Paris et Tokyo. Il y était allé en tournée avec la Cantatrice chauve, et s'est laissé tanniser sans résistances.

« A cette époque, raconte-t-il, la télévision nationale japonaise diffusait une série pédagogique pour apprendre le français. J'étais de tous les épisodes, donc relativement connu. Les responsables des programmes m'ont demandé de rester et de tourner le même genre d'émissions, mais fabriquées sur place. Alors il a accepté, est resté trois ans de suite. En 1969, il est revenu à

Paris. Les petites salles rive gauche où il se sentait bien avaient définitivement disparu, remplacées par les cafés-théâtres. Nicolas Bataille est donc reparti, mais depuis 1974, il se partage entre Tokyo et Paris. Il ressemble à un doux rêveur qui se promène, et s'assoit quand une chaise se présente. Être l'homme qui a découvert la Cantatrice chauve, cette bible de l'absurde, aurait pu lui valoir des subventions, un centre dramatique, tout au moins une compagnie.

« Mais, dit-il, je n'ai jamais songé à solliciter quoi que ce soit. Et on ne m'a rien proposé non plus. Je ne le regrette pas, car si en 1966 j'avais eu une telle responsabilité, je n'aurais pas pu rester au Japon. »

Au Japon, il a tout simplement continué à travailler comme ça. France, à faire connaître le théâtre de l'absurde, les pièces futuristes de Marinetti (qu'il a montées ensuite à Paris) et Offenbach et Véronique, Ciboulette... Habituellement les Japonais représentent les grandes comédies musicales américaines. Ayant un Français à leur disposition, ils ont voulu savoir si les opérettes obtiendraient le même succès. Nicolas Bataille affirme que oui.

Il a pu mettre en scène Véronique et la Maison Tellier, les délicieuses de Weingarten et un fulgurant spectacle de cabaret, avec Vince Taylor (qui commençait seulement à se faire connaître en France...). Il se défend pourtant d'être éclectique. Au fond, il est l'héritier direct de ces futuristes qui rêvaient d'un théâtre où régneraient variétés et poésie, bouts de ficelle et effets spéciaux sophistiqués. Pour lui il n'y a pas de hiérarchie, pas non plus de différence, semble-t-il, entre travailler ici ou là, en japonais ou en français. Il donne une impression de nonchalance souriante. Peut-être en effet de la sagesse orientale.

COLETTE GODARD.

★ Offenbach, tu connais ? au Théâtre moderne, du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 18 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-74-10-75. La Cantatrice chauve, la Huchette. Du lundi au samedi à 19 h 30. Tél. : 43-26-38-99.

**ATHENES LOUIS JOUVET**  
10 janvier - 3 février  
**Mademoiselle Julie**  
August Strindberg  
Matthias Langhoff  
LOCATION OUVERTE  
47.42.67.27

**THÉÂTRE DE L'ŒUVRE PRIX MOLIERE 1988**  
**Jacques DUFILHO** **Georges WILSON**  
**JE NE SUIS PAS RAPPAPORT**  
Mise en scène de Georges Wilson  
PAOLA LANZI • JEAN-PIERRE BENOÎT  
Tél. 48.74.47.36/48.74.47.52

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le :

### PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE SE DÉROULERA A MONTREUX (SUISSE)

Un forum unique réunissant des politiciens et des spécialistes en communication politique, qui pourront discuter des problèmes cruciaux de la communication politique d'aujourd'hui. Vous découvrirez de nouveaux concepts, rencontrerez les plus grands professionnels du monde, partageriez et échangerez vos idées, connaissances et expériences au-delà des frontières nationales.

De nos jours, les techniques et outils de communication ainsi que l'impact sans précédent des médias, ont créé de nouvelles exigences que ne doivent satisfaire les gouvernements, les partis politiques et les politiciens.

Le désir d'utiliser la meilleure communication possible est aujourd'hui une nécessité absolue. Cette communication, hier considérée comme un art, est actuellement devenue une science.

Un symposium pour les leaders dans le domaine de la communication politique.

Si vous désirez faire réagir un citoyen d'une manière encore plus efficace face aux enjeux politiques de son pays, vous êtes invités à participer activement à ce Symposium, unique en son genre dans le monde entier. La très belle ville de Montreux (Suisse), située au bord du lac de Genève, vous propose un large éventail de possibilités pour l'organisation de conférences et de tables rondes.

Afin d'obtenir de plus amples renseignements sur cet événement unique, veuillez remplir le coupon ci-joint et nous le retourner par poste ou par télécopie 19-41-1-391-9320 ou téléphoner au : 19-41-1-391-20-00.

Symposium international sur la communication politique  
Bahnhofstrasse 17, P.O. Box  
CH-8702 Zollikon-Station (Suisse)

#### COUPON

Je suis intéressé par le Symposium international sur la communication politique ; merci de bien vouloir m'adresser votre programme complet.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Société ou organisme : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopie : \_\_\_\_\_

Merci de renvoyer ce coupon-réponse à : Symposium international de communication politique, Bahnhofstrasse 17, P.O. Box CH-8702 Zollikon-Station, Suisse.

**STUDIO des CHAMPS-ÉLYSÉES**  
**ALBERTINE EN CINQ TEMPS**  
de MICHEL TREMBLAY  
Mise en scène ANDRÉ BRASSARD  
Le Monde :  
"On n'aurait pu rêver meilleure pièce contemporaine pour inaugurer le Studio des Champs-Élysées rénové."  
Libération :  
"ALBERTINE a connu lors de sa création un succès phénoménal. On vous le recommande."  
Location ouverte Studio et par tél. 47 20 08 24

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Culture

### CINÉMA

« Bach et Bottine », d'André Mélançon

## Il court, il court, le furet...

Après la Guerre des tuques, le dernier film d'André Mélançon, Bach et Bottine. Origine : Québec. Destination : les enfants du monde entier.

Il y a un aimable comptable désireux de se payer une année sabbatique pour présenter le concours Jean-Sébastien Bach. Et une petite peste brune de treize ans, Fanny, qui, brusquement orpheline, échoue chez cet oncle mélomane et lunaire. Fanny s'attache désespérément à le ramener sur terre, à lui faire partager son amour des animaux, et d'abord d'une mouffette, la « bottine » du titre.

Le film pour enfants a ses règles et ses conventions, son côté bon petit diable, souvent trop appuyé. Et pourtant les auteurs (ils sont trois, le scénariste, le réalisateur, le producteur) ont su côtoyer la mièvrerie sans s'y noyer, grâce à la vitalité de ces

gamins et gamines québécois, et d'abord de l'héroïne, Mahée Patoiment, qui, de profil, ressemble étonnamment à Barbra Streisand. « L'accent », comme on dit parfois chez nous pour parler de sujets ou personnages marseillais, emporte tout. Le Québec emporté, un quartier populaire de la ville dans sa robe blanche, rendent avec une force quasi physique la présence de l'hiver, et ajoutent au côté mythique de l'histoire contée.

Le plus surprenant, pour ce film qui a déjà fait le tour du monde, c'est qu'il soit en France grâce aux efforts conjugués de trois « distributeurs » imprévus : Cosmos, l'agence du cinéma soviétique à Paris; le Festival pour enfants de Lyon, où l'écrivain Yves Gibeau tient un rôle non négligeable; enfin, la délégation du Québec. Véritable entreprise communautaire à laquelle on souhaite tout le succès possible.

LOUIS MARCORELLE.

### MUSIQUES

« Paul et Virginie » à Tourcoing

## Bernardin de Saint-Pierre selon Kreutzer

Paul et Virginie, de Kreutzer (le dédicataire de la célèbre sonate de Beethoven) est une curiosité absolue, musicalement non négligeable. La production montée à Tourcoing fait largement appel à des artistes réunionnais.

Rudolphe Kreutzer ne doit d'avoir laissé un nom illustre dans l'histoire de la musique ni à son talent de violoniste (l'un des plus fameux de son temps), ni à ses nombreux ouvrages dramatiques. Mais au fait que Beethoven lui a dédié sa sonate pour violon et piano que tous les mélomanes ont en mémoire.

Le Kreutzer compositeur est l'auteur d'un Paul et Virginie. Composée en 1791, l'œuvre vient d'être ressuscitée par l'Atelier lyrique de Tourcoing à la faveur des liens de travail et d'amitié qui unissent Jean-Louis Tavan, président du centre réunionnais d'action culturelle et Jean-Claude Malgoire, qui emmène régulièrement les musiciens de sa Grande Ecurie à la Réunion.

Si on ne lit pas davantage le roman de Bernardin de Saint-Pierre à la Réunion qu'en métropole, du moins l'histoire malheureuse des héros est - à bas aussi célèbre qu'à Verone celle de Roméo et Juliette. Aussi est-ce d'abord à la Réunion et à l'île Maurice qu'a été présenté l'opéra de Kreutzer, avant de l'être à Tourcoing le 11 décembre dernier.

### Percussions indigènes

Le décor tropical, coloré, est l'œuvre d'un peintre réunionnais, Bertrand Boyer. Pour les chœurs et les rôles d'indigènes, on a fait appel aux membres de l'ensemble Cantare que Jean-Louis Tavan anime à la Réunion. Ils se sont joints ainsi à l'ensemble Sagittarius, apportant une note d'authenticité qui dépasse la simple couleur locale.

L'adaptation du roman, due, semble-t-il, à Bernardin de Saint-Pierre lui-même - mais passablement écourtée et modernisée par le metteur en scène, Yves Gourville, - respecte assez bien les données de

l'histoire dont elle illustre trois épisodes principaux. Le roman est, pourrions-nous dire, d'une ambiguïté fondamentale : tout y est bien qui finit mal. La nature toute bonne se révèle au fond destructrice et l'éducation idéale des deux enfants désastreuse lorsqu'il s'agit pour eux d'abandonner l'âge adulte et de prendre conscience de leur sexualité.

Cette ambiguïté ne résiste cependant pas à la transformation en livret d'opéra comique. Dès la première scène, les héros (Philippe Pistole et Sophie Marin-Degor) sont des amoureux de théâtre un peu naïfs ; et l'on ne s'étonne pas que la prude Virginie se laisse ici arracher à la fureur des flots par les bras vigoureux d'un esclave. Pour enfin s'unir à Paul sans barguigner.

Les mères (Colette Alliot-Lugaz et Sophie de Séguir) sont bonnes et insignifiantes ; le gouverneur (Nicolas Rivenot), le pasteur (Jean-Pierre Chevalier) et le marchand d'esclaves (Yves Gourville) incarnent l'ordre masculin. La mise en scène sauvegarde le climat naïf du roman en prenant par ailleurs le parti de faire sourire délibérément. On n'y croit pas tout à fait mais on pourrait...

Reste la musique. Curieusement, de la part d'un compositeur presque autodidacte, elle frappe par une technique sûre de l'orchestration. Certes, Kreutzer ne risque guère d'audaces harmoniques ni de modulations hardies, mais il parvient à une réelle plénitude de moyens à l'intérieur du cadre qu'il s'est fixé. L'ouverture, la scène d'adieu de Virginie, celle de la tempête, ne manquent ni de puissance, ni de couleurs, nettement romantiques déjà. Le point faible reste l'absence de méthode vocale bien caractérisée. Ces interjections lancées sur des enchaînements d'accords concourent sans doute, à l'époque, à l'expression de la vérité dramatique : elles nous semblent un peu frustes à présent.

La direction de Jean-Claude Malgoire (attentif au style, ce qui n'est pas souvent le cas dans un répertoire aussi mal connu) contribue largement à la réussite du spectacle. Presque autant que les percussions indigènes, introduites sans trop forcer les choses, sauf dans le premier final.

GÉRARD CONDÉ.

« Ne réveillez pas un flic qui dort » de José Pinheiro

## Le sommeil agité

Alain Delon reprend ses colts et affronte le monstre sacré numéro un, Michel Serrault.

Le titre est bien trouvé en ce qu'il laisse entendre, assez charitablement, qu'il n'y a pas de quoi se réveiller la nuit, bien que le film soit dédié à Jean Gabin et nous propose deux « monstres sacrés » à l'affiche.

Michel Serrault est le commissaire Scattoli, qui inaugure le film par une série d'exécutions bien affreuses, pas toujours sommaires, hélas, et parfaitement illégales. Dans un luxueux appartement parisien avec piscine dans le salon, Scattoli et ses hommes font un garde du corps avec un pistolet au cysure. font flamber son patron comme un gros beignet. Plus tard, dans un parking, c'est à un gros bonnet du jeu qu'ils s'en prennent, insensibles à ses offres de corruption. Le jeune Latz (Xavier Deluc) est le plus déterminé dans la violence. Aussi, quand Scattoli coince un maquereau obèse, Latz n'hésite pas à lui arracher les gencives à l'aide d'une paire de tenailles.

Tout cela en une nuit, c'est fâcheux. On s'inquiète en haut lieu et on décide de tirer du sommeil le divisionnaire Grindel, beau, élégant, spirituel, l'air d'un homme qui aime la vie, le charme, le plaisir, le jeu, qui est aussi le producteur du film. Sans doute sa tâche sera parsemée d'embûches et lui-même cerné de traîtres et de héros ou de figures de passage, pittoresques, comme Serge Reggiani en vieux donneur d'excuse, quant à lui, à l'arbalète. Certes, on s'y attend un peu, le soigneur dur de ce groupuscule « Fidélité à la police » est au sommet de la pyramide, et, quand on y pense, les démocrates sont fragiles, ce n'est pas jolir, jolir, regards en Argentine, au Brésil, et regardez chez nous.

C'est peut-être ce discours, formulé avec véhémence par Delon, qui surprend le plus et arrête l'attention. Pour le reste, la mise en scène de Pinheiro est rapide, rodée, avec un léger faiblissement pour le sadisme écumant, mais c'est affaire de goût. On est, dans ce domaine, beaucoup plus proche de Mosley que du Costa Gavras de la Main droite du diable.

Les comédiens sont bons dans l'action, mais les deux monstres annoncés ne sont pas contrariés. L'imprévisible Serrault est encore une fois un mélange inquiétant de méchanceté lyrique et de bonhomie cynique, mais où va-t-il au juste ? Et Delon lui-même, la bride sur le cou, n'a pas toujours l'air de se prendre au sérieux. Par moments, on dirait qu'il en rigole presque sous cape : qu'est-ce que je fais là ? De l'argent. Quand Delon joue M. Klein, on le baron de Charis, il est salué bien bas pour pas un rond. Alors Delon reprend les colts, c'est haine.

MICHEL BRAUDEAU.

## Prix Georges Sadoul 1988

Consacré à des premières œuvres, le Prix Sadoul a couronné Peaux de vache, de la Française Patricia Mazzy et le Moine noir, du Soviétique Ivan Dikhorovitch, déjà primé au Festival de Venise. Adapté d'une nouvelle de Tchekhov, le film recèle une grande beauté formelle.

Agénèsse montasse d'Agénès Varda, Patricia Mazzy, avec Raoul Coutard derrière la caméra, dirige Sandrine Bonnaire, Jean-François Stévenin et Jacques Spiesser, tous trois remarquables dans un huis clos classique qui devient très vite une confrontation permanente avec les valeurs établies.

Sans plagier Agnès Varda, Patricia Mazzy sait recréer des ambiances, restituer un style de vie, ou constamment tout enivrer et devient agression.

L. M.

## Communication

M. Quilès devant l'Association française de télématique

## La deuxième décennie du minitel

Poursuivre l'installation des minitels pour dépasser les sept millions de foyers en 1993, élargir la gamme des matériels et des services disponibles, améliorer le réseau et l'interconnexion, exporter enfin l'acquis de la télématique française, telles sont quelques-unes des orientations tracées, jeudi 15 décembre, par le ministre des postes, télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, à l'issue de l'assemblée générale de l'Association française de télématique. Au sujet d'un éventuel abonnement mensuel pour la détection du minitel, « la réflexion doit se poursuivre », selon M. Quilès, qui « ne souhaite rien entreprendre qui compromette le développement de la télématique ».

Dix ans après le lancement officiel du programme Tété, huit ans après les premières expérimentations à Saint-Malo et à Vélizy, cinq ans après ses débuts dans le grand public, la télématique affiche des chiffres impressionnants : 4 millions de minitels installés, près de 1 milliard d'appels cette année, 800 milliards de caractères chaque mois, « l'équivalent d'un livre de poche tous les deux mois pour chaque détenteur de minitel », a eu beau jeu de rappeler M. Quilès.

Ce volume a une traduction économique directe : avec une valeur ajoutée, en 1988, de 6 milliards de francs, la télématique offre de 12 000 à 15 000 emplois, dont la moitié pour la production des services. Mais la télématique a aussi des effets induits sur les activités traditionnelles, qu'il s'agisse de la presse, qui fournit 25 % des services, ou des PME, dont une enquête montre qu'elles multiplient les applications, par exemple, pour la gestion des stocks ou de la trésorerie.

Ce développement s'explique par trois raisons, selon M. Quilès : un investissement qui atteint 9 milliards de francs à ce jour, des choix techniques judicieux (terminaux simples, système kiosque) et une concertation entre partenaires.

M. C. L.

### Nouvelle formule et licenciements

## « Le Point » en quête d'un souffle nouveau

Préparation d'une nouvelle formule, réorganisation de la rédaction, licenciements et départs volontaires : au bout de seize ans d'existence, l'hebdomadaire Le Point vit une fin 1988 contrastée. Son chiffre d'affaires stagne (358,1 millions de francs cette année, 355 millions en 1987), tandis que ses bénéfices s'amoindrissent (340 000 francs contre 3,9 millions de francs).

Le Point a beau être bénéficiaire depuis ses débuts, l'augmentation de ses charges, l'érosion lente de sa vente en kiosques (4 % de moins, environ en 1988) et la baisse de ses petites annonces (moins 15 % de recettes) l'ont incité à redresser la barre.

Fort d'un portefeuille d'abonnés riche de 200 000 lecteurs - dont 120 000 se réabonnent régulièrement depuis sept ans - Le Point a confié des études qualitatives à l'ISOS et décidé de rénover sa formule, sous l'impulsion de l'Agence Editorial de Claude Maggiori, pour tenir compte de l'environnement du journal et des attentes du lecteur.

Les suppléments magazine des quotidiens l'ont amené à se détacher de sa fonction « résumé de l'actualité de la semaine », selon les termes de M. Jacques Duquesne, PDG de l'hebdomadaire, et à mettre plutôt l'accent sur un événement ou un problème particulier, en prenant soin de donner une place plus grande aux faits de culture et de société.

Le Point nouvelle formule, dont la parution est prévue le 16 janvier, sera entièrement imprimé en quadrichromie et comprendra dix pages d'articles supplémentaires. Le journal débutera d'ordinaire par ses pages culturelles puis par une chronique hebdomadaire intitulée « La semaine », signée par le directeur de la rédaction, M. Claude Imbert, suivies de la rubrique « Confidential », des traditionnelles rubriques du titre (France, étranger, etc.) pour se clore par des pages « Plaisir de vivre ».

Cette nouvelle formule ne va pas sans modifications au sein de l'organisation de la rédaction. Ni sans heurts. Deux journalistes dont la pratique divergeait de celle des autres ont été licenciés. Une pétition protestant contre ces licenciements, parée par la majorité du personnel, a circulé récemment au Point, sans obtenir cependant de la direction qu'elle revienne sur sa décision. Et à ces licenciements s'ajoutent encore deux départs volontaires. La nouvelle formule et la mise en vente prochaine du journal dès le samedi dans la capitale suffiront-elles à mettre un terme à ces difficultés ?

YVES-MARIE LABÉ.

Jusqu'au 18 Décembre

**LE CAMP**

Fiction d'un "camp" fantasmagiquement situé entre flics et bordels. LIBÉRATION. On songera à Kafka. Du théâtre sous haute surveillance. LE FIGARO. Un spectacle provoquant pour l'esprit. FRANCE CULTURE. Raymond Jourdon impose un univers pantouflard, excessif : la comédie réaliste. L'ESPÉRANTO. Un suspense, une révélation, une terreur noire superbement écrite par Pierre Bourgois. LE MONDE.

DERNIÈRE le 18 DÉCEMBRE

UN FILM PAS COMME LES AUTRES

LE 14 DÉCEMBRE

MICHAEL JACKSON

MOONWALKER

CBS



# 10 MILLIONS DE FRANÇAIS HORS LA LOI!

Mesdames et Messieurs les Députés,  
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Dix millions de français écoutent chaque jour les  
réseaux nationaux FM non reconnus par la loi.

Ces réseaux représentent deux tiers de l'audience des radios  
locales privées.

Ne pas les reconnaître c'est ignorer dix millions d'entre nous.

Mesdames et Messieurs, reconnaissez que la FM  
n'est pas le fait d'une minorité, mais qu'elle est la radio  
d'aujourd'hui et celle de demain.

Reconnaissez l'existence des réseaux nationaux de  
radios FM.

(Sondage MEDIAMETRIE septembre/octobre 1988 - France entière - 15 ans et plus / CESP février 1988)

**SRN**  
SYNDICAT DES RADIODIFFUSEURS NATIONAUX



**NOSTALGIE**



هكذا من الأصل



**théâtre****Vendredi 16 décembre**

**MIDNIGHT RUN (A. v.a.)** : UGC Bar-  
celone (43-20-32-40) ; Sept. Paragons  
14<sup>e</sup> (43-20-32-40) ; v.f.f. : UGC Optima. 9<sup>e</sup>  
(43-24-45-70).

**LES MODERNES (A. v.a.)** : Lucernaire,  
6 (45-44-57-34).

**MORT A L'ARRIVÉE (A. v.a.)** : Fortuna  
Orient Express. 1<sup>re</sup> (43-33-42-26) ; 14<sup>e</sup>  
Juillet Océan. 6 (43-25-59-52) ; George  
V. 14<sup>e</sup> (43-41-46) ; v.f.f. : Paris Film  
Club. 5 (47-70-33-68) ; Miramax. 14<sup>e</sup>  
(43-20-59-52).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A.  
v.a.)** : Le Triomphe. 6 (45-62-45-76).

**LA NUIT BENGALI (Fr. v.a.)** : Gio-  
chi. 6 (46-34-10-52) ; Lucernaire,  
9 (45-44-57-34).

Lazare-Panquier, # (43-67-35-08);  
UGC Normandie, # (43-65-16-16);  
Parmaout Opéra, # (43-65-16-16);  
L'Union des Artistes, # (43-65-16-16);  
(43-65-01-99); Venette, 13 (43-61-56-86); UGC Gobelin, 13 (43-61-56-86); Métropole, 14 (43-59-32-43);  
22-43;  
(43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (43-79-33-00); UGC Comtessin, 15 (43-79-33-00); UGC Montparnasse, 17 (43-48-06-06); Images, 18 (43-72-47-94); Tixie Serbelloni, 19 (43-66-76-79); La Gambetta, 19 (43-66-76-79).  
**SANCTUARY DES SANS RÉSPON-  
SABLES.** Film français de Gérard Jouanneau; Forum Horizon, 11 (43-08-57-37); Rex, 22 (43-26-93-83); Les Étoiles, 23 (43-26-93-83);  
(43-26-94); UGC Odéon, # (43-23-10-30); Pathé Marignan-Concorde, # (43-39-92-82); UGC Biarritz, # (43-39-92-82); UGC Cinéma, # (43-39-92-82);  
(43-67-33-88); Les Nations, 12 (43-64-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-64-01-39); UGC Gobelin, 13 (43-64-01-39); Les Nations, 14 (43-64-01-39); UGC Montparnasse, 15 (43-64-01-39); Pathé Montparnasse, 15 (43-64-01-39).

**IMAGES.** 15 (45-28-43-27); Conventions, 15 (45-28-47-94);  
Cavages, 19 (45-28-47-94).  
UN ENF CHER GRAND-PERE.  
Film Tchern de Ruz Histo Histo,  
v.o.: Clany Palcos, 4 (45-54-  
07-76).  
WILLOW. Film américain du Ruz  
Histo, v.o.: Ferny Histo, 15  
(45-08-57-57); UGC Danza, 15  
(45-25-10-34); UGC Rotonde, 15  
(45-74-94-94); UGC Champs-  
Elysées, 15 (45-25-10-34); v.o.:  
Raz, 2 (45-34-93-93); UGC Mon-  
tparnasse, 4 (45-74-94-94); Pa-  
ramount Opéra, 9 (45-74-94-94);  
U.C. Luchini, 15 (45-25-10-34);  
U.C. 01-59); UGC Gobelin, 15 (45-  
23-44); Gaumont Aléas, 15 (45-  
27-54-54); Conventions Reint-  
ro, 15 (45-23-44-44); v.o.:  
Conventions, 15 (45-74-94-94);  
Parité Clichy, 15 (45-22-46-46);  
Le Gambetta, 20 (45-36-10-01).

# La LIBERTÉ ou la MORT



**OUVERTURE D'UN RÉSEAU  
"LOCATION 7 JOURS A L'AVANCE" 48 78 75 00**

**Pour les autres dates, numéro inchangé 48 28 40 90**

**ET TOUS LES JOURS AU : PALAIS DES CONGRÈS de 12 h 30 à 19 h ;  
AGENCES ; FNAC ; PALAIS DES SPORTS ; MOGADOR ; CIRQUE D'HIVER**

**SOIRÉES DES 24 ET 31 DÉCEMBRE :  
TARIFS HABITUELS**

## EUROPE

**SAMEDI 17 DÉCEMBRE**

« Le Musée Camondo », 15 heures,  
63, rue de Monceau (Tourisme cultu-  
rel).

« Couvents insolites entre la rue du  
Bac et la rue de Sèvres », 15 heures,  
95, rue de Sèvres (Paris et son histoire).

**15 h 30, Petit Palais, hall (M. Rager).**

**DIMANCHE 18 DÉCEMBRE**

**« Auteurs et cités d'artisans à Montmartre », 10 h 30, métro Abbesses (M. Benassat).**

**« Exposition : le symbolisme »**

« Une heure au Père-Lachaise »,  
11 heures : « Tombes célèbres du Père-  
Lachaise ».

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M.-C. Lamière).

« La Conciergerie, de Philippe-le-Bel à la Révolution française », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (C. Merle).

« Ancienne cour des miracles et rue Montorgueil », 15 heures, métro Saint-Martin.

- « Les salons de l'hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (P.-Y. Jaslet).
- L'hôtel Lamoignon -, 15 h 30, 24, rue Pavée (Tourisme culturel).
- Exposition : histoire et vie des

Champs-Élysées », 15 heures, 158, boulevard Haussmann, caisse (M<sup>me</sup> Cezze).

« Trois crèches de Paris et leur histoire », 15 heures, 16, rue du Cloître-Notre-Dame (M. Hager).

« Saint-Denis : le Musée municipal d'art et d'histoire, ancien carmel ».

res, 16 heures, 22 bis, rue Gabriel-Péri  
(Office du tourisme).

**DIMANCHE 18 DÉCEMBRE**  
18, rue de Valenciennes. 14 h 30 - à Venise

au-delà des miroirs » : 16 heures : « Afrique interdite » : 17 h 30 : « Japon, les chemins du sacré », films présentés par C. Cousin (Cinéma et civilisation).

1, rue des Provençaux, 15 heures : « Le tarot et l'inconscient », par S. Berno (avec tirage aux cartes-présenté) : « Les

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Les grands ministres, ces éminences grises : Anne de Montmorency, contre Catherine et Diane », par M<sup>lle</sup> Oswald (Mouvements historiques).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures ; « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 à 30, boulevard de Ménilmontant face à la rue de la

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M.-C. Lamy).

« L'hôtel de Camondo. Les fastes du Parc Monceau », 15 heures, 63, rue Monceau (J. Hauser).

« La Conciergerie, de Philippe-le-Bel à la Révolution française », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (C. Merlo).

« Ancienne cour des miracles et-rue Montorgueil », 15 heures, métro Saint-Sauveur, sortie (Résurrection du passé).

« Les auteurs de l'Hôtel de Soubise ».

- L'hôtel Lamoignon », 15 h 30, 24, rue Pavée (Tourisme culturel).
- Exposition : histoire et vie des Champs-Élysées, 15 heures, 158, boulevard Haussmann, café (M = Cézair).

« Trois crèches de Paris et leur histoire », 15 heures, 16, rue du Cloître-Notre-Dame (M. Hager).

« Saint-Denis : le Musée municipal d'art et d'histoire, ancien carmel », 16 heures, 22 bis, rue Gabriel-Péri (Office du tourisme).

[illegible]

**DIMANCHE 18 DÉCEMBRE**  
18, rue de Varenne, 14 h 30 : « Venise  
au-delà des miroirs » - 16 heures :  
« Afrique interdite » - 17 h 30 : « Japon

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Le  
arot et l'inconscient », par S. Berno  
avec tirage aux participants) ; « Les  
dans du sommeil et les rêves », par  
Natus.

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Les grands ministres, ces éminences grises : Anne de Montmorency, contre Catherine et Diane », par M<sup>lle</sup> Oswald (Monuments historiques).

ESTES AN FRO  
ESTES DE FETES  
FRO SANTE











# LA VICTOIRE DU COURAGE.

C'est décidé: le tunnel du Puymorens sera percé. Les travaux commenceront en 89. Hier, la Commission des Communautés Européennes a donné son accord définitif.

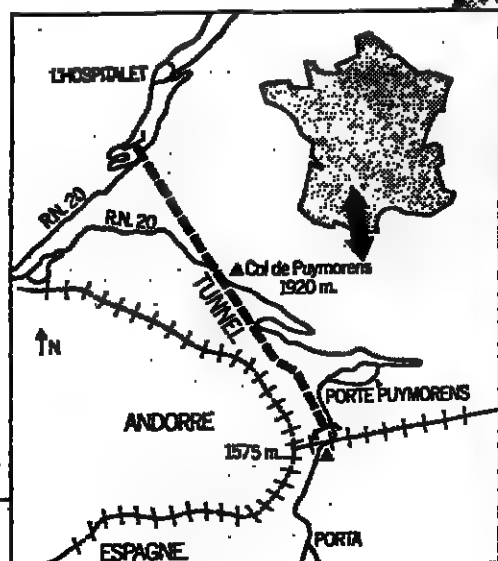
Pour ceux qui ont cru à ce projet, c'est une grande victoire. Tous, et les Ariégeois plus que quiconque, ont eu le courage de défendre jusqu'au bout une grande idée qui n'était pas acquise par avance. Pourtant, et tout le prouve à l'évidence, le tunnel du Puymorens c'est l'avenir.

L'avenir pour l'Ariège d'abord, dont le développement économique est lié de façon si cruciale à l'ouverture de nouvelles voies de communication. L'avenir aussi pour tous ceux qui profiteront de cet indispensable trait d'union entre France du Sud et Espagne du Nord.

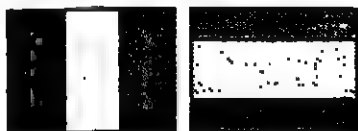
Ces arguments et bien d'autres, les Ariégeois ont su les faire valoir, à force d'enthousiasme et d'obstination, auprès de l'Europe, de l'Etat français et de l'ensemble des institutions et collectivités directement concernées.

Cette victoire est donc bel et bien celle du courage. Le premier coup de pioche qui lui fera suite sera pour l'Ariège le coup d'envoi d'une grande phase de développement dans tous les domaines. Industriels et créateurs d'entreprises, restez attentifs: l'avenir de l'Ariège, c'est une affaire à suivre.

**CONSEIL GENERAL DE L'ARIEGE.**



**4800 M ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.**



هكذا من الأصل



## Le Monde CADRES

Groupe d'organismes de logement social  
(200 salariés)  
recherche son

### CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

LESQUELS REGROUPENT 3 FONCTIONS PRINCIPALES :

- gestion des ressources humaines,
- affaires juridiques,
- communication.

Formation supérieure et expérience professionnelle souhaitées.

Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions au  
G.L.E. - H.L.M. Services - 9, rue de Douaniers, 95010 AULNAY-LEZ-TOURNAI.  
Tél. : 36-46-07-11.

Spécialité recherche  
TELEVENDEURS  
(H. ou F.)  
recherche de personnes  
et aptitudes  
Poste à temps  
Tél. : 36-46-07-11

SAINTS-CONSEILLERS  
recherche  
RÉDACTEUR EN CHEF  
à mi-temps, exp. prof.  
qualité, capacité d'analyse  
une équipe motivée.  
Libre au 1<sup>er</sup> janvier 1989.  
Ecrire au 1<sup>er</sup> 9230.  
LE MONDE PUBLISSE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

## L'AGENDA

### Bijoux

#### BIJOUX ANCIENS

et romantiques  
- 30 % POUR NOËL  
ACHAT-OR  
ORLÉANS, 19, rue d'Artois,  
75004 Paris. 43-54-00-33.  
FAITES PLEINER.

### Déménagements

A.C.S. déménagement met à  
votre service ses compétences  
pour déménagement  
24 h/24, rue d'Artois, Paris.  
bureau, garage, DCM,  
TOM, de 17 à 50 m<sup>2</sup> x 2,  
rue d'Artois, Paris.  
43-57-17-30 ou 43-57-17-31  
44-55-38-40.

### Informatique

PVA-Financement  
vend-tout-achète  
matériel WANG  
neuf et de seconde main.  
43-55-72-72  
M. BERNARD.

### Vacances

#### Tourisme

##### SKI DE FOND HAUT JURA

3 h de Paris par T.G.V.

Yves et Liliane vous accueillent  
dans leur chalet de 200 m<sup>2</sup>, confortables  
et rénovés, dans une zone  
d'altitude, vue d'ensemble,  
cette maison est idéale pour  
un séjour en famille ou en  
groupe. Équipements complets.  
2.050 F à 2.580 F par pers.  
et semaine et compris, par  
pers. en pension complète.  
Tél. : (01) 81-38-12-91 ou  
direct : La Côte d'Azur  
25800 MONTBENOIT.

#### A LOUER

##### CARROZ-D'ARACHES

(Meuse-Sarthe)  
250 km de Paris.  
STUD. et 4 pers. tout.  
à la semaine, 10 jours période.  
Tél. : 43-04-42-41.

## ASSOCIATIONS

### Appel

RETHAÏTES, SEULS A NOÛL  
prennent les fêtes en maison  
familiale du LAZARET  
La Concorde, 24-300 SEITE  
Tél. : 67-53-22-47, animations,  
soirées, excursions, repas,  
parc dans le bord de mer.

### PSYCHANALYSE

thérapie  
PSYCHOSÉ  
Montreuil 43-55-38-40

### Cours

JAPONAIS INTENSIF  
10 pers. au 10<sup>th</sup> 1988, école  
13 pers. au 1<sup>er</sup> 1989,  
niveau  
Contactez via : Matsumoto  
43-55-01-01 ou 43-55-38-40

### Conférences

« LA FEMME ET SON CORPS  
OU PÈRE A L'OUVERTURE »  
pour psych. A. ROSE  
à 18 h, 20 h, 22 h, 24 h, 26 h  
38, rue de la Harpe, Paris 5<sup>e</sup>  
(M. St-Jacques, Métro St-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>)

### SESSIONS ET STAGES

ÉCOLE  
ATELIER  
POUR ADULTES PARIS-5  
LINE FOIS PAR MOIS  
Tél. : 30-55-95-51

dans sa cent dixième année, veuve de  
Pierre BOUTET,  
conseiller à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

هكذا من الأصل

## Le Carnet du Monde

### Naissances

- Samedi 3 décembre 1988, à  
6 h 37,

Yann

est venu au monde, pour la plus grande  
joie de  
Anne BRISSON,  
Nils et Wolfgang STEUER.

### Décès

- Jean-Dominique et Marie-Luce  
Baccellieri, née Verdi,  
Leurs parents et leurs amis,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Jean-Pierre BACCCELLIERI,  
survécu accidentellement le 13 décembre  
1988, à l'âge de dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mardi  
20 décembre, à 14 h 30, à l'église Saint-  
Simon, Ville-di-Paraso (Haute-Corse).

Un service religieux aura lieu le jeudi  
19 décembre, à 9 heures, au funérarium  
de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-  
Guesclé.

- François Boute, sa fille,  
Et toute la famille,  
Faither John Farrell,  
Black Rock College de Dublin,  
son fidèle ami,  
qui lui donne la bénédiction du Très-  
Haut,

font part du retour à la Maison de Père de  
M<sup>me</sup> Pierre BOUTET,  
née Gillet,

dans sa cent dixième année, veuve de  
Pierre BOUTET,  
conseiller à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Monette Colce,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont le grand plaisir de faire part du  
deuil à la cour d'appel de Paris,  
décédée en 1943.

Les obsèques ont été célébrées le  
14 décembre 1988, à l'église Sainte-  
Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse,  
dans l'intimité familiale.

23, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

- Marianna Cornavin,  
née Rian,  
son épouse,  
François et Béatrice,  
Genevieve,  
Bernard et Françoise,  
Eliane et Arlette,  
Hélène et Charles Elliott,  
ses enfants,  
Pierre, Elia, Alexia, Olivier, Blandine,  
Simon, Nathalie Cornavin,  
Alexander Elliott,  
ses petits-enfants,

Les familles Rodary, Bouchez,  
Champoux, Réau, Appis, Joudrier,  
Biedermann,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert CORNEVIN,  
ancien administrateur de la F.O.M.,  
docteur en lettres,  
secrétaire perpétuel  
de l'Académie des sciences d'outre-mer,  
président de l'Association  
des écrivains de langue française,  
officier de la Légion d'honneur,

survécu le 14 décembre 1988, dans sa  
soixante-dixième année.

Le service religieux sera célébré le  
samedi 17 décembre à 9 h 30, en l'église  
réformée du Luxembourg, 58, rue  
Madame, Paris-6<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le 19 décem-  
bre, à 12 heures, au cimetière de Sacy  
(Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il vous prie d'avoir une pensée  
pour son fils

Hubert,

disparu à l'âge de vingt-sept ans, en  
1975.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons à l'UNICEF, 35, rue  
Félicien-David, 75016 Paris. CCP 19-  
921.76 P Paris.

10, rue Vandermans,  
75013 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Victor Franco,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Victor Talib,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

HARLAN FRANCO,  
né Sepian,

survécu le 9 décembre.

Les obsèques ont eu lieu le 13 décem-  
bre, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Darné,  
75006 Paris.

18, rue des Maréchaux,  
75020 Paris.

- M<sup>me</sup> Françoise,  
épouse de Nourine,  
Les frères et les communautés  
catholiques de Courbevoie et de La  
Garenne,

Tous les membres de sa famille,  
font part du décès de

Père Pierre GAULLE,  
curé de Saint-Maurice de Bécon.

Partageant avec lui la foi en la réser-  
vation, il vous invite à participer à la  
messe d'inhumation qui sera célébrée le  
lundi 19 décembre, à 9 heures, en l'église  
Saint-Maurice de Bécon,  
216, rue A.-Sévère, 92400 Courbe-  
voie.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Janine Gousseau,  
née Barman,  
son épouse,  
M. Alain Gousseau,

Ses frères, belles-sœurs, neveux, sœurs  
et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GOUSSEAU,  
ex-commissaire aux comptes,  
croix de guerre,  
médaille militaire,  
chevalier de la Légion d'honneur,

survécu le 12 décembre 1988, dans sa  
soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu le mardi  
20 décembre, à 10 h 30, au colum-  
bier du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

11, rue Jean-Ferrand,  
75006 Paris.

### Paris - Le Mans - Fillé-sur-Sarthe

M. le cardinal Jean-Marie Lustiger,  
archevêque de Paris,  
Mgr Georges Gilson,  
évêque du Mans,  
Les prêtres du diocèse du Mans,  
Le père Pierre Gouet,  
jésuite,  
son frère,  
M. l'abbé Jean Gouet,  
son neveu,  
M<sup>me</sup> Marie Paternot,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> Jean Gouet,  
M<sup>me</sup> Alphonse Gouet,  
ses belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
Et tous les membres de sa famille,

font part du retour à la Maison du Père de

Mgr Julien GOUET,  
ancien secrétaire général  
de l'épiscopat de France,  
ancien évêque auxiliaire  
du diocèse de Paris,  
médaille de la Résistance,  
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 15 décembre 1988, à l'âge de  
soixante-dix-huit ans et dans la vingt et  
unième année de son épiscopat.

La messe de réquiem aura lieu le  
lundi 19 décembre à 15 heures en  
l'église-cathédrale Saint-Julien-  
du-Mans.

Une messe sera célébrée dans l'église  
de son baptême à Fillé-sur-Sarthe, le  
mardi 20 décembre, à 10 heures, suivie  
de l'inhumation au cimetière de  
Fillé-sur-Sarthe (Sarthe).

- Je vous prie d'avoir une pensée  
pour son épiscopat.

- La famille Jivan  
à la douleur de faire part du décès de

M. Zaverthal JIVAN,  
né de cinquante ans, survécu le  
1<sup>er</sup> décembre 1988, à Tassanville  
(Ardennes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, rue Falguière,  
75015 Paris.

- M<sup>me</sup> Louis Rheims,  
M. Maurice Rheims, de l'Académie  
française,  
M<sup>me</sup> Jean Vermeil,  
M<sup>me</sup> Berthe Rheims  
et son fils Virgile Brandy,  
M. Stéphane Crestelle,  
M<sup>me</sup> Nathalie Rheims, M. Léo  
Schour,  
Le baron et la baronne David de  
R



## SOMMAIRE

■ Une déclaration du constructeur automobile Ford sur les pots catalytiques provoque une chute des cours du platine (lire ci-dessous). ■ La CEE s'attaque aux monopoles

des communications, mais la procédure suscite des critiques (lire page 30). ■ La Chine doit prendre des mesures pour éviter la surchauffe économique

(lire page 31). ■ Les graves des transports urbains dans certaines grandes villes, et celles du tri postal, ont porté tort au grand comme au petit commerce (lire page 30).

Après une déclaration du président de Ford

## Les cours du platine en chute libre

« Pas de pot pour le platine ! » La formule faisait beaucoup rire le 15 décembre au soir, sur les marchés internationaux, après la chute brutale et inattendue des prix du métal blanc.

Vingt-quatre heures plus tôt à Pittsburgh, le président de Ford, M. Donald Peterson, avait lâché une petite bombe en déclarant que sa firme venait de mettre au point un catalyseur répondant « aussi bien que le platine aux normes rigoureuses sur les émissions des pots d'échappement, mais nettement moins cher ». Jeudi matin, il affirmait que Ford menait « une opération pilote de production » de ce nouveau pot catalytique qui, selon lui, « sera installé sur certaines voitures du millésime 1989 ».

A New-York, ces brèves déclarations suffisaient à faire perdre 34 dollars aux cours du platine, qui s'élevaient à 531,9 dollars l'once, après avoir cédé en séance jusqu'à 60 dollars. Pendant que le mouvement faisait « tache d'huile » à Londres et à Zurich, nul ne savait au juste combien de véhicules étaient concernés (on parlait de 40 000 automobiles équipées de ce catalyseur en Californie dès l'an prochain), ni surtout quel mystérieux matériau faisait de l'ombre au métal blanc. On parlait à Londres du palladium ou du rhodium, des métaux issus de la mine de platine, mais deux à trois fois moins cher.

Aujourd'hui, un pot d'échappement catalytique classique coûte pour 50 dollars de platine, soit le dixième du prix total. Pour équiper

les 3,5 millions de véhicules qu'il construit chaque année, Ford dépense ainsi 175 millions de dollars (1,050 milliard de francs) en achats de métal blanc. Si les propos de son président, M. Peterson, ne sont pas des paroles en l'air, l'économie de ce métal précieux risque d'être fortement modifiée dans les prochaines années, l'industrie automobile comptant pour 35 % de ses débouchés.

Le platine est en même temps menacé de perdre son caractère stratégique, lié à sa rareté et à sa

perplexité, les grandes puissances occidentales, totalement dépendantes de fournisseurs incontrôlables qui jouent le cas échéant de leurs richesses minières pour mener leur politique diplomatique.

### La peur des Japonais

Mais cette dimension stratégique du métal blanc s'est toujours accompagnée à travers l'histoire d'une certaine méfiance face à ses éclats.

jetter le « petit argent » dans l'Amazone.

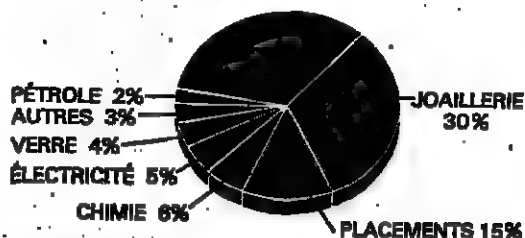
Si les premiers étalons du mètre et du kilogramme furent, plus tard, fabriqués en platine irridié, on vit aussi des chercheurs d'or utiliser le métal blanc comme un vulgaire plomb de chasse. L'or et le platine devenaient pour longtemps des frères ennemis.

Depuis la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 80, le platine fit une formidable carrière dans la joaillerie japonaise, où on le préférait nettement à l'or. Le métal blanc ressortait mieux sur la peau des Japonaises que le métal jaune. Mais cet engouement a brutalement cessé et l'or prend, aujourd'hui, une revanche tardive sur son rival. L'explication des bijoutiers vaut son pesant de platine : la modification des habitudes alimentaires des Japonais a peu à peu éclairci la pigmentation de leur peau, et le métal jaune ressort désormais davantage. Mais prudence : le platine est encore le métal utilisé dans la joaillerie nipponne et la mode a comme singularité de se démoder. Le danger représenté par le projet de Ford apparaît en revanche plus alarmant à une nuance près : les producteurs de palladium et de rhodium, substances de substitution présumées, sont les mêmes que les producteurs de platine. Leur tentation sera forte de faire monter les enchères pour ces petits métaux, qui ne resteront pas éternellement avantageux, comparés au « petit argent ».

ERIC FOTTORINO.

### DEMANDE OCCIDENTALE DE PLATINE EN 1987

CATALYSEURS 35%



DEMANDE TOTALE : 3 290 000 onces

concentration géographique. Sur les quelque 3,2 millions d'onces extraites chaque année dans le monde, près de la moitié provient d'Afrique du Sud, et avant d'Union soviétique. Ce puzzle de deux pièces (que complète modestement le Canada avec 7 % de la production du globe) a longtemps laissé

Lorsqu'un astronome espagnol le découvrit pour la première fois en Colombie, vers 1735, il fut frappé par sa ressemblance avec l'argent et le baptisa « platina », diminutif de plata, qui signifie « argent » dans la langue de Cervantès. Troublée par cette confusion et craignant l'essor d'une contrefaçon, la reine Isabelle de Castille ordonna par décret de

### Lancement d'une XM

## 800 000 Citroën vendues en 1988

Automobiles Citroën roule sur les traces d'Automobiles Peugeot, pour l'heure marque leader du groupe Peugeot SA, pour ses produits comme pour ses résultats.

La firme aux chevrons remplacera en 1989 son haut de gamme par la XM, dans le non, annoncé le 15 décembre par Jacques Calvet, président du groupe, maître le souvenir de deux modèles, la SM et la CX, et dont la puissance ira de 110 à 220 chevaux. Il ne manque plus désormais qu'un quatrième modèle — en préparation — pour que Citroën, déjà doté de la BX et de l'AX, offre une gamme à quatre familles, jugée nécessaire par Jacques Calvet pour chacune des deux marques du groupe et qui doit permettre à PSA de devenir le numéro un européen à fin 1992.

Citroën, après une année 1987 explosive, a enregistré, en 1988, une progression de sa production comme de ses ventes à plus de 800 000 unités (contre 769 000 unités produites et 746 000 unités vendues en 1987).

Se part de marché (pénétration) atteint 12,9 % en France (contre 12,1 % en 1987) et 4,9 % en Europe

### M. Fauroux : « Renault aura ses 12 milliards »

« Renault aura ses 12 milliards » pour renforcer ses fonds propres. Même si « Bruxelles tique », « cela ne nous empêchera pas de faire notre devoir » d'actionnaire, a déclaré jeudi 15 décembre sur Antenne 2 le ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux.

« Nous disons à la Commission européenne que les 12 milliards représentent un apport de capitaux pour solder de tout compte. Après, Renault volera de ses propres ailes. » La Commission a pour garantie, outre « la parole du gouvernement français », « l'attitude de Renault, qui gagne de l'argent ». « C'est la meilleure garantie : ce qui compte en matière industrielle, c'est le cash-flow, l'attitude des dirigeants et l'attitude des ouvriers », a ajouté M. Fauroux.

Le prédécesseur de M. Fauroux, M. Alain Madelin, avait obtenu l'accord de Bruxelles sur la base d'un changement de statut de Renault en celui d'une entreprise normale, garantie de la fin des aides. Le gouvernement actuel renégocie en essayant de séparer les deux sujets : le statut et les fonds propres.

### Baisse du prix des communications téléphoniques interurbaines

Le prix des communications téléphoniques pour les liaisons supérieures à 100 kilomètres va baisser de 6,25 % : cette mesure, obtenue par l'allongement de la cadence de la taxation de 15 à 16 secondes, fera passer le prix moyen, en francs courants à la minute de communication interurbaine, de 2,92 F à 2,74 F. La précédente baisse était intervenue à la veille des élections. Pour France Télécom, cette mesure représente un manque à gagner de 1,2 milliard de francs. Mais elle devrait toutefois être compensée par un accroissement du trafic, constaté dans ces cas-là.

Il faut noter enfin que cette disposition est une nouvelle illustration du réajustement tarifaire opéré depuis plusieurs années en faveur des communications interurbaines, l'objectif étant de se rapprocher de la vérité des coûts.

### En désaccord avec Gillette

## M<sup>me</sup> Francine Gomez quitte Waterman

Le mariage aura duré deux ans ! M<sup>me</sup> Francine Gomez, PDG de Waterman, a annoncé, le 15 décembre, qu'elle quittait la société où elle était entrée il y a dix-neuf ans. « Ma politique est en complet désaccord avec celle que le groupe Gillette a décidé d'appliquer dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain », a-t-elle déclaré devant le comité central d'entreprise.

En novembre 1986, pour éviter les querelles de famille et les éventuels droits de succession, M<sup>me</sup> Francine Gomez avait cédé, pour 126 millions de francs, les 52 % des parts qu'elle détenait avec sa mère et sa tante dans Waterman au groupe américain spécialiste du rasoir. Elle avait cependant conservé les rênes de l'entreprise.

Avec 6 millions de stylos vendus, Waterman, qui emploie sept cent vingt-cinq personnes, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 290 millions de francs et un résultat net de 21 millions de francs. Cette société a bénéficié du tonus de son PDG qui, à cinquante-six ans, est une figure du Tout-Paris politique et patronal. Aimant le ski, la cuisine et le jardinage, Francine Gomez est aussi électorale dans ses activités. Candidate aux élections européennes de 1984, elle conseiller général du Languedoc-Roussillon en 1986, elle est l'auteur d'un livre intitulé « On ne badine pas avec la politique ». Elle signait et apparaissait dans la publicité pour ses produits dans les magazines. Mais cette fondeuse a sans doute manqué de prudence en s'alliant avec un Goliath, financièrement majoritaire et dont elle n'était plus que la PDG salariée.

Il est vrai qu'elle ne pouvait pas prévoir que la cohabitation serait d'autant plus difficile à vivre qu'après avoir dépensé beaucoup d'argent pour se défendre contre les rumeurs, Gillette pourrait modifier sa stratégie en Europe. Il a déjà cédé la firme Dupont. Et en octobre dernier, le groupe américain avait annoncé la fermeture de son usine d'Amey (Haute-Savoie). Après plusieurs semaines de polémiques, il avait décidé d'y renoncer. Il reste à savoir ce qu'il compte faire avec Waterman.

● Les assises du CNMPF : rectificatif. — Dans l'article intitulé : « Le patronat revendique sa part dans la construction européenne » (Le Monde du 15 décembre), il fallait lire en haut de la troisième colonne : « Un troisième, géopolitique à ses heures, réfléchit à la meilleure implantation des plates-formes logistiques [et non linguistiques] aux bordures des frontières... ».

## Un expert à la tête des relations sociales de la SNCF

Le président de la SNCF a nommé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, Jean-François Colin, conseiller auprès du ministre des transports, au poste de directeur général adjoint chargé des relations sociales et des affaires générales. M. Colin remplacera M. Pierre Descoutures, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Voilà près de deux ans que les présidents et les directeurs généraux de la SNCF cherchaient la perle rare qui renouvellerait les relations sociales de la société nationale. Fallait-il quelqu'un du sérail ferroviaire capable d'éviter les nombreuses embûches catégorielles et d'établir une complicité objective avec la CGT, comme l'actuel directeur adjoint, M. Descoutures ? Devait-on se tourner vers un homme de l'extérieur en mesure de sortir des blocages psychologiques et des archaïsmes sociaux, qui ont abouti à la grève de trois semaines de décembre 1986 et de janvier 1987 ? On a beaucoup balancé à la tête de la SNCF tant on y était persuadé qu'un faux-pas dans ce domaine risquait de déclencher des orages et de déstabiliser une économie maison de 208 000 salariés en quête d'identité et d'avenir.

En retenant le nom de M. Jean-François Colin, le président de la SNCF semble avoir fait le bon choix. Ce docteur en sciences économiques de quarante ans est l'un des meilleurs spécialistes français des questions sociales. Venu de l'ANPE et de l'AFPA (1), il devient, en 1984, le bras droit de M. Michel Delebarre, alors ministre du travail, avant de devenir conseiller technique à l'Elysée. Il se révèle l'un des plus fins connaisseurs du marché du travail. Grâce aux TUC et aux stages de chômeurs longue durée, il aide son ministre à contraindre la montée du chômage avant les élections législatives de 1988. M. Philippe Séguin ne fera, ensuite, qu'appliquer les mesures pesantées par MM. Delebarre et Colin.

M. Colin a agité son flair et son art de la négociation au cours d'innombrables conflits. Le traitement des derniers porte sa griffe. C'est lui qui a mis au point les mesures qui semblent avoir définitivement mis fin aux grèves des contrôleurs aériens. C'est lui encore, avec le reste du cabinet de M. Delebarre, qui a houpillé les responsables de la RATP afin qu'ils entament un vrai dialogue avec leurs grévistes.

A la SNCF, M. Colin aura l'occasion d'appliquer ses idées sur la gestion des ressources humaines dans les entreprises publiques. Il sait qu'il n'existe pas pour celles-ci de modernisation sociale possible si elles continuent à se voir dicter par le pouvoir politique leur niveau des rémunérations et celui des effectifs. Il croit que le règlement des problèmes sociaux doit être décentralisé dans les établissements et qu'un investissement intelligent peut être le moyen de convaincre les cheminots de croire à leur entreprise.

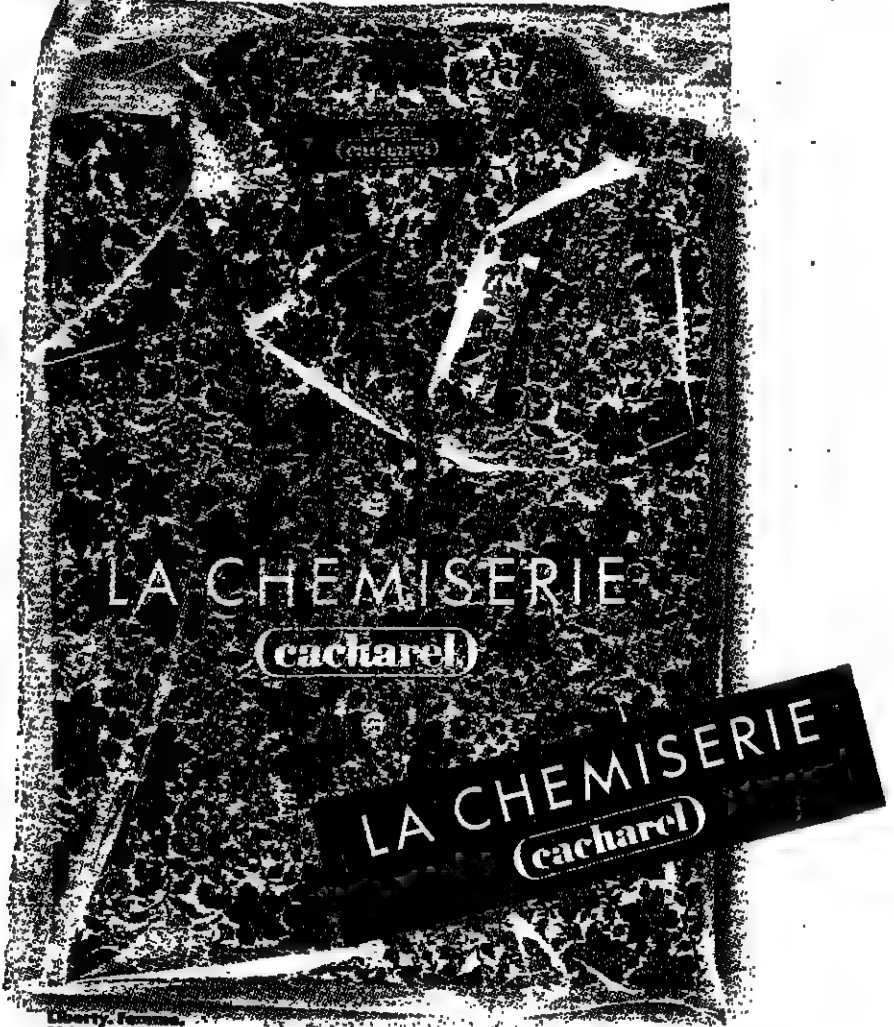
M. Colin hérite du dossier social le plus lourd du secteur public. Il a de nombreux atouts pour y mettre un peu de modernité et beaucoup de dialogue.

ALAIN FAUJAS.

(1) Agence nationale pour l'emploi et Association française pour la formation professionnelle des adultes.

● La CFTC signe l'accord salarial à la SNCF. — La fédération des cheminots CFTC a décidé de signer, le jeudi 15 décembre, l'accord salarial 1989 à la SNCF, déjà paraphé par FO et deux organisations autonomes (FGAAC et FMC). La CFTC estime que « les cheminots vont bénéficier en 1989 d'un premier geste significatif en contrepartie des efforts qu'ils ont consentis depuis de nombreuses années ». En revanche, la CGT ne signera pas cet accord et appelle les cheminots « à poursuivre et à développer l'action partout et sous toutes les formes ».

## Changez de Cacharel comme de chemise.



## En cadeau\* pour Noël, un coffret de stylos habillé comme des chemises.

\* Dans certaines boutiques, pour tout achat d'une chemise Liberty, dans la limite des stocks disponibles.

La Chemiserie Cacharel a plus d'une adresse. Pour connaître la vôtre, téléphonez au N° Vert 05 322 332.

هكذا من الأصل



## Economie

## AFFAIRES

Malgré des critiques sur la procédure

## La Commission européenne veut ouvrir à la concurrence les nouveaux services de télécommunications

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Commission européenne entend ouvrir davantage à la concurrence les nouveaux services de télécommunications. Elle considère, en effet, que leur développement, très prometteur, ne doit pas être entravé par les PTT ou autres organismes bénéficiant d'un statut privilégié. Le projet de directive que la Commission vient d'adresser pour discussion aux Douze ainsi qu'au Parlement européen est fondé sur l'article 90 du traité de Rome, qui lui donne le droit d'intervenir directement auprès des Etats membres pour que les entreprises publiques ou privées auxquelles ils accordent des droits exclusifs ne prennent pas des mesures contraires à la concurrence ou à la libre circulation des biens et des services.

La Commission s'expose ainsi aux critiques de plusieurs Etats membres, et en particulier de la France, qui considère comme un abus de pouvoir l'usage de l'article 90 pour

modifier les conditions de fonctionnement des services. Au printemps dernier, lorsque la Commission avait agi de la même manière pour accélérer la libération des marchés des télécommunications, les Français l'avaient attaquée devant la Cour européenne de justice de Luxembourg où ils ont été appuyés par la RFA, l'Italie et la Belgique. Ces pays, qui ne constatent pas la nécessité d'ouvrir davantage à la concurrence les marchés des télécommunications, estiment que c'est au conseil des ministres des Douze, et non à la commission, de fixer les règles du jeu devant s'appliquer aux télécommunications de la nouvelle génération.

L'existence de ce recours n'a donc pas empêché Bruxelles de récidiver. La Commission considère que l'article 90 du traité lui confère, sans ambiguïté, les pouvoirs qu'elle utilise de la sorte et estime même qu'aucun moyen ne doit être négligé pour accélérer la mise en place du grand marché sans frontières. Elle se défend cependant de faire de la provocation : elle soutient son projet de directive à l'avis des Etats membres et ne décidera qu'après avoir entendu leurs observations.

L'abolition des droits exclusifs prévue par la directive ne concerne pas le téléphone. Celui-ci est en effet considéré comme un service public et il représente plus de 80 % des recettes des PTT. Ceux-ci, ayant la responsabilité de l'entretien et de la modernisation des réseaux, ne peuvent être privés de leurs revenus. Le télésexe, service en déclin en raison du développement du téléfax, est exclu du champ d'application de la directive. Celle-ci s'appliquera, selon des modalités différentes, aux services à valeur ajoutée ainsi qu'aux services de transmission des données. Les PTT, bien sûr, ne seront pas écartés de ces nouveaux marchés, mais ils devront y accéder dans les mêmes conditions que les entreprises des services concurrents.

La directive précise, dans cet esprit, les conditions d'usage des réseaux. Un second projet de directive — cette fois fondé sur l'article 100 du traité — est soumis à l'approbation des Etats membres. Il traite de l'harmonisation des conditions d'accès aux réseaux.

PHILIPPE LEMAITRE

## SOCIAL

## Le commerce, principale victime des conflits sociaux

## Les dégâts des grèves

Toute grève a des effets sur l'activité économique et sur les entreprises qu'elle touche. La conjonction des perturbations des centres de tri postal et des transports en commun urbains rend plus évidents les effets directs ou indirects sur les résultats économiques, d'autant que ces mouvements ont eu lieu au dernier trimestre, juste avant les fêtes de fin d'année. Les secteurs qui résistent à ce moment de l'année leurs meilleures performances ont bien sûr été les plus touchés.

Variable d'un secteur à l'autre, variable aussi suivant la taille des entreprises, suivant leur localisation, la marque à gagner est difficile à évaluer, à chaud, le retour progressif à la normale, une huitaine de jours avant Noël, devant permettre certains rattrapages. Dans le cas contraire... Ce n'est qu'au début de l'année prochaine que le bilan réel pourra être dressé, et que les conséquences concrètes pourront être enregistrées, d'autant plus graves sur les entreprises fragiles ou en mauvaise santé.

M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qualifie de « désastreuses » ces conséquences dans une lettre qu'il vient d'adresser au premier ministre. Il évalue à « 1 demi-milliard de francs quotidiens le coût direct ou indirect des grèves » pour les deux cent cinquante mille entreprises de la région parisienne : « déréglées, asséchées, retardées de règlements, commandes perdues, effondrement des chiffres d'affaires dans les centres-villes ».

Le commerce des centres-villes est toujours touché de plein fouet par les grèves de transport : l'allongement du trajet domicile-travail incite à réduire les achats au strict minimum, autrement dit à l'alimentaire. Horaires et fatigue se conjuguent pour limiter l'arrivée de « shopping » et annuler tout désir de lèche-vitrine. S'y ajoute l'impuissance qu'il y aurait à se heurter à des magasins fermés plus ou moins volumineux dans des rues de métro ou des bus qui humaient l'attente à grand-peine comme des sardines en boîte.

Il est cependant difficile de mesurer l'impact du manque à gagner. Par sa diversité et son éparpillement, le petit commerce est impossible à évaluer. On peut simplement imaginer que le petit commerce alimentaire souffre moins que les boutiques qui vendent vêtements et cadeaux, surtout en banlieue où le chalard regagne ses pénates après l'heure de fermeture et dans un état d'esprit qui lui fait différer tout achat qui n'est pas de première nécessité. L'apparition de soldes prématurés semble confirmer cette observation.

Dans les grands magasins parisiens, comme dans les centres commerciaux des grandes métropoles provinciales, la baisse du chiffre d'affaires est générale : à Paris, elle est de 10 % à 40 % à la Samaritaine, suivant les rayons, de 30 % en moyenne au Printemps, de 15 % à 20 % aux Galeries comme dans la plupart des villes. Les ventes perdus au moment de la vague de froid de fin novembre sur les articles « lourds » (vêtements chauds, bottes fourrées...) sont irrécupérables, sauf nouvelle vague brutale de froid intense : le temps s'est redoublé et le client sait que, en janvier, on sera en articles : plus que trois semaines à attendre.

## Grands magasins et grandes surfaces

Pertes au détail, rayons vides, sur les tenues de fêtes, les petites robes un peu cinquantées, les vestons chatoyants... Pertes encore sur les jouets et sur les parures scintillantes des arbres de Noël. Encore s'agit-il de pertes directes, en partie rattrapées avant le 25 décembre. Les grands magasins parisiens multiplient les initiatives pour accélérer leurs heures d'ouverture : amplitude quotidienne élargie, nocturnes jusqu'à 22 heures, ouvertures le dimanche. La dizaine de jours qui précèdent Noël permettent aux grands magasins parisiens de réaliser 40 % du chiffre d'affaires du mois de décembre, qui représente 16 % environ du chiffre de l'année. A condition toutefois que les transports redevenient normaux.

Toutes proportions gardées, les grands surfaces périphériques ont beaucoup mieux tiré l'épingle du jeu. Mis à part les magasins qui dépendent directement, par leur situation géographique, d'une station du RER, ceux de la périphérie parisienne ont plutôt amélioré leurs scores : très légèrement dit-on à Carrefour, qui exploite une quinzaine de magasins, les chiffres d'affaires ayant progressé de 2 % à 4 %. Même son de cloche au Printemps qui, outre le vaste magasin du boulevard Haussmann, exploite plusieurs magasins. Il y aurait peut-être bien un léger transfert d'achats du centre de Paris vers les magasins de la périphérie. Pour M. René Brillet, PDG de Carrefour-France, cette grève a fourni aux hypermarchés une promotion inespérée, les clients ayant eu l'occasion de découvrir que les hypermarchés vendent aussi des marchandises de grande marque que les grands magasins, mais à des prix plus réduits.

Dans la région de Lyon, la réaction est plus nuancée. Pour M. Philippe Hennebert, directeur d'une grande surface à Caluire, les effets

de la grève ont été indirects, le chiffre d'affaires ayant connu « un très léger fléchissement ». Il poursuit : « Nous avons remboursé tous les frais de taxi à nos caissières, soit 2 000 F par jour. La grève des postes nous a peu gênée : nous n'avons pas reçu, donc pas payé, une seule facture à nos fournisseurs pendant un mois et l'impact de la grève de la situation pour nos petits fournisseurs ».

## La vente par correspondance pénalisée

Traditionnellement, la vente par correspondance (VPC) est touchée de plein fouet par les grèves des postes. Mais la situation est là aussi très contrastée, selon la taille des entreprises et leur situation géographique. C'est le département du Nord, qui compte les deux tiers des entreprises de VPC assurant la moitié du chiffre d'affaires de la profession, qui dans ce domaine a le plus souffert, bien que les PTT aient fait un effort tout particulier pour ces clients privilégiés, installant un droit de centres de tri parallèles pour réduire les retards. De son côté, le SERNAM, filiale de la SNCF pour la livraison des colis, a tenu compte de la situation en dérogant à sa règle de refus des colis « légers ».

Les très grands de la profession ont relativement peu souffert des déboires du courrier. A La Redoute, les deux tiers des commandes arrivent directement par téléphone, par commande au compteur des vingt et points catalogues ou par minitel et, quant aux livraisons, elles sont assurées à l'ordinaire à 55 % par les messageries mises en place par la firme, dont le réseau couvre tout l'hexagone à 2 % par le SERNAM et seulement à 43 % par la poste. Le réseau-maison a très rapidement pris le relais.

Aux Trois Suisses, où des dispositions ont été prises, on fait néanmoins état d'une baisse de 15 % du chiffre d'affaires sur la période. Les petits « vépécistes », plus dépendants de la poste, ont beaucoup plus souffert. Le Blanche Porte a mis en chômage technique, pendant une période allant de un jour et demi à quatre jours et demi, ses employés qui réceptionnent les commandes ou qui emballent les colis. Au Vert Baudet, on estime que, pendant la seconde quinzaine d'octobre, il a manqué de quatre vingt mille à cent mille commandes, soit 20 % de ce que nous pourrions attendre à cette époque », dit un responsable.

Une entreprise de torréfaction de Lescun près de Lille, ne recevant plus de commande, a distribué gratuitement 250 kilos de café en sachets d'une demi-livre à Lille, le 3 novembre. M. Paul Dequid, son PDG, chiffrait la perte à 2 mil-

lions de francs pendant la durée du conflit.

Parmi les entreprises les plus touchées, outre celles qui vendent des produits de bouche « festifs » (comme le foie gras...), on trouve les éditeurs dont beaucoup sont situés dans la région parisienne (France-Loisirs, France-Abonnements ou Sélection du Reader's Digest, par exemple). Le chiffre d'affaires global de la profession en octobre était inférieur de 13 % à celui d'octobre 1987. On pense qu'en novembre la baisse se situera autour de 10 %.

A vrai dire, dans la VPC, on croit surtout les effets à long terme d'une telle rupture de rythme : l'achat par correspondance est une habitude, difficile à créer. Et quand elle se perd, même momentanément...

## Chèques bloqués

Dans le Bordelais, les vider-tout, qui pratiquent la vente directe, qui représente 35 % de la production viticole de la région, réalisent en temps normal 40 % de leur chiffre d'affaires au dernier trimestre. Or, très peu de viticulteurs sont équipés de téléco. Les commandes restent donc en souffrance. On traite alors beaucoup par téléphone, mais le gros afflux de commandes, préparées à la hâte, arrive en même temps que les transports qui sont débordés. Mieux équipé en moyen de communication, le négociant de vins s'est rapidement adapté. Mais, là aussi, c'est la réception des paiements qui est le plus en retard.

Même discours chez Dior (jeux et jouets), à Lyon, qui emploie sept salariés : « Les chèques de mes clients, d'un montant total de 1 million de francs, sont bloqués dans les sacs », dit son directeur, M. Xavier Grandjean. Le banquier a accordé des facilités fin novembre, mais la situation se tend au fil des jours.

Les banquiers ont, eux aussi, réagi de façon très variable aux difficultés de leurs clients. Selon que vous serez puissant ou misérable... En revanche, le malheur des uns fait souvent le bonheur des autres, certains ont connu pendant ces grèves une activité fébrile. Entrepreneurs d'autocars, transporteurs privés, entreprises de nettoyage, coursiers ont eu du mal à répondre à la demande. Plus mal à répondre à la demande, plus mal à répondre, les postes elles-mêmes ont bénéficié de la grève des centres de tri. Le service Chronopost, très coûteux, a fait un tabac, tout comme le téléx et la télécopie, sans que le ministère des Postes puisse chiffrer cette manne exceptionnelle.

JOSÉE DOYÈRE  
(Avec JEAN-RENÉ LORE, à Lille, GINETTE DE MATRA, à Bordeaux et BRUNO CAUSSE, à Lyon.)

## La direction de la RATP ouvre des négociations sur les déroulements de carrière

Après la rencontre de M. Michel Rousselot, directeur général de la RATP, avec les ouvriers grévistes, le comité des délégués d'entreprise qui paralyse le métro est entré, le vendredi 16 décembre, dans une nouvelle phase.

Le directeur général a écrit à l'ensemble des organisations syndicales des ouvriers de la RATP des propositions pour mettre fin à la grève des ouvriers d'entretien qui vérifient les rames. Toutefois, il leur précise que cette recherche d'une solution devra se faire « dans le respect des accords conclus » le 6 et le 7 décembre avec l'ensemble des syndicats, à l'exception de la CGT. Ces accords prévoient des augmentations salariales et des intégrations de primes qui approchent la revendication de 300 F par mois formulée par les syndicats « modérés ». M. Rousselot ajoute dans sa lettre : « D'autres vœux peuvent être explorés pour répondre aux aspirations spécifiques des ouvriers d'entretien en dehors des mesures salariales ».

En clair, le directeur général déclare à ses ouvriers ce que le premier ministre répondait aux infirmières insatisfaites de leurs augmentations : nous ne pouvons rien faire de plus aujourd'hui sans nuire aux grands équilibres, mais nous avons compris vos frustrations et nous vous proposons d'en discuter pour établir sur plusieurs années une réforme de vos carrières.

M. Robert Fillon, secrétaire CGT du syndicat des ouvriers de la RATP, attendait de voir le contenu des propositions directrices. Il les soumettait « conséquences au regard des revendications » et rappelait

## Grève suspendue à EDF

Les agents de conduite des centrales nucléaires, en grève depuis le 12 octobre, ont décidé de suspendre leur mouvement, jeudi 15 décembre dans l'après-midi. La direction d'EDF et la CGT se sont mis d'accord pour réunir, vendredi, des « comités mixtes de production », au sein desquels seront discutées une réduction des horaires de travail et une augmentation du nombre des agents de conduite.

Les syndicats ont indiqué que de l'issue de ces réunions dépendrait la reprise ou l'arrêt définitif de la grève, qui, depuis dix semaines, perturbe gravement la production d'électricité (le Monde du 16 novembre). A la suite de la décision de la direction de réduire les salaires de 80 % en cas de baisse de la production, le mouvement s'était durci en début de semaine.

Le personnel des impôts repousse un mot d'ordre de grève. A 47 % contre 44 %, les employés des impôts se sont prononcés contre le mouvement de grève proposé par la CGT pour le 15 décembre. Le syndicat a donc renoncé à son action, provisoirement, mais préconise déjà une grande journée de grève en janvier, accompagnée d'une manifestation nationale des agents des impôts à Paris.

En revanche, la CGT a fait plébisciter ses revendications au cours du même scrutin. 77 % des votants se sont prononcés en faveur d'une augmentation de 1 500 francs par mois « pour tous et tout de suite » et un salaire minimum de 6 000 francs. 75 % se sont déclarés favorables à une action de l'ensemble des fonctionnaires sur ces objectifs et pour la négociation d'une nouvelle grille de la fonction publique.

## Une nouvelle circulaire sur l'indétermination

Une circulaire interministérielle consignée par les ministres de l'économie, du travail et de la solidarité, confirme que l'exonération des cotisations sociales ne peut bénéficier à des éléments de rémunération ne présentant pas réellement les caractéristiques de l'indétermination. Le principe de la non-substitution de l'indétermination au salaire est réaffirmé. Cette circulaire, qui sera publiée prochainement au Journal officiel, confirme ainsi l'interprétation de l'ordonnance du 21 octobre 1986 telle qu'elle avait été donnée par une circulaire de M. Séguin en date du 29 janvier 1988. Mais une interprétation différente avait été faite par une « instruction fiscale » en date du 25 avril 1988.

La circulaire de MM. Bérégovoy, Esnèbe et Séguy souligne que « le principe de l'indétermination du transfert entre les éléments de salaire et l'indétermination revêt un caractère essentiel, tant pour assurer la protection des droits des salariés en matière de rémunération que pour ne pas aggraver les difficultés financières des régimes de Sécurité sociale du fait des exonérations de cotisations sociales attachées à l'indétermination ». Pour ne pas pénaliser les entreprises ayant mis en place antérieurement un système « contractuel d'indétermination non homologué », la circulaire admet que les primes versées à ce titre « soient reprises dans le cadre d'un accord d'indétermination » conforme à l'ordonnance du 21 octobre 1986 dans deux hypothèses : reconduction d'un contrat antérieur dont l'homologation a été refusée ; poursuite d'un système d'indétermination non soumis à homologation.

## AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Liaison autoroutière Clermont-Ferrand-Pézenas (A75)  
Section Saint-Flour Sud (Cantal)-La Garde (Lozère)  
Communes de Saint-Georges, Anglard-de-Saint-Flour,  
Ruynes-en-Margeride, Loubresse, Saint-Just (Cantal)  
et Albaret-Sainte-Marie (Lozère)

Le préfet de la Lozère et le préfet du Cantal informent le public qu'une enquête publique concernant la liaison autoroutière Clermont-Ferrand-Pézenas (A75) portant sur :  
- la déclaration d'utilité publique des travaux de la section Saint-Flour Sud (Cantal) à La Garde (Lozère) ;  
- l'attribution du statut autoroutier à ladite section Saint-Flour Sud-La Garde (PR 56 + 600 à PR 56 + 1200) ;  
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Ruynes-en-Margeride.

a fait l'objet d'un arrêté n° 86-1364 du 28 novembre 1988 autorisant et remplaçant l'arrêté n° 86-1174 du 21 octobre 1988.

Ladite enquête se déroulera du mardi 2 janvier 1989 au vendredi 3 février 1989 inclus dans les conditions ci-après.

CONSULTATION DU DOSSIER :  
Durant la période de l'enquête (sauf jours fériés), un dossier et un registre d'enquête seront déposés :  
- à la sous-préfecture de Saint-Flour, siège principal de l'enquête, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;  
- à la mairie de Saint-Georges, les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 heures à 17 heures, et le dimanche, de 9 heures à 12 heures ;  
- à la mairie d'Anglard-de-Saint-Flour, les mercredi et dimanche, de 9 heures à 12 heures ;  
- à la mairie de Ruynes-en-Margeride, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures ;  
- à la mairie de Loubresse, les lundi, mercredi et vendredi, de 8 h 30 à 12 heures ;  
- à la mairie de Saint-Just, le mardi 2 janvier 1989, de 9 h 30 à 12 heures ;  
- à la mairie d'Albaret-Sainte-Marie, les mercredi et samedi, de 13 h 30 à 16 h 30.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du projet et consulter éventuellement leurs observations sur les registres ouverts à cet effet aux lieux d'enquête ci-dessus.  
De plus, les observations pourront être adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de Saint-Flour (15100).

COMPOSITION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE :

- M. Mallet Jean, ingénieur ETP à Riom (63), président ;  
- M. Arnaud Francis, géomètre à Clermont-Ferrand (63), membre ;  
- M. Fleuret Jean-Gabriel, ingénieur agronome à Saint-Autôme (63), membre ;  
- M. Rambaud Régis, expert foncier à Lascouroux-Auzillac (15), suppléant.

RÉCEPTION DU PUBLIC PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE :

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations qui seront consignées dans les registres d'enquête :

- à la mairie de Saint-Georges, le mardi 31 janvier 1989, de 9 h 30 à 12 heures ;  
- à la mairie d'Anglard-de-Saint-Flour, le mardi 31 janvier 1989, de 14 h 30 à 17 heures ;  
- à la mairie de Ruynes-en-Margeride, le mercredi 1<sup>er</sup> février 1989, de 9 h 30 à 12 heures ;  
- à la mairie de Loubresse, le mercredi 1<sup>er</sup> février 1989, de 14 h 30 à 17 heures ;  
- à la mairie de Saint-Just, le jeudi 2 février 1989, de 9 h 30 à 12 heures ;  
- à la mairie d'Albaret-Sainte-Marie, le jeudi 2 février 1989, de 14 h 30 à 17 heures ;  
- à la sous-préfecture de Saint-Flour, le vendredi 3 février 1989, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 heures.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des mairies concernées, à la sous-préfecture de Saint-Flour et à la préfecture de la Lozère à Mende, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance, jusqu'au 3 février 1989.

Par ailleurs, les personnes concernées pourront en demander communication en s'adressant à M. le préfet du Cantal et à M. le préfet de la Lozère.

Le présent avis annule et remplace l'avis publié précédemment en application de l'arrêté préfectoral interdépartemental n° 86-1174 du 21 octobre 1988.

DRONT  
COMMUNAUTÉ  
DES AFFAIRES

78 place Dauphine  
75001 PARIS

iltec



# Économie

## ÉTRANGER

### Premiers et timides succès contre la surchauffe en Chine

PEKIN

de notre correspondant

Tout en annonçant de premiers succès dans son effort pour calmer la surchauffe et freiner l'inflation, le gouvernement chinois reconnaît l'apparition de nouvelles poussées d'énergie et de matières premières. Les chiffres publiés à la mi-décembre, jugés encourageants, ne font que conforter les autorités dans leur détermination à poursuivre les mesures d'« assainissement » décidées fin septembre.

La production industrielle a été ramenée, en rythme annuel, de 20,4 % en octobre à 17,4 % en novembre, selon les statistiques officielles. Les prix de détail pour les dix premiers mois de l'année sont en hausse de 17 % sur la période correspondante de 1987, un léger mieux, notamment dans les grandes villes, où octobre avait marqué un record avec une flambée des prix de 30 %. Pour conforter ce début d'amélioration, les prix de trente-six marchandises ont été replacés sous le contrôle de l'Etat, à Pékin, au début de décembre.

Cette tentative de reprise en main de l'économie se reflète surtout dans le gel de projets « non productifs ». Près de dix mille opérations, notamment dans la construction d'habitat ou d'immenses bureaux, ont ainsi été remis à des jours meilleurs, selon le bureau des statistiques. Ils représentent un investissement

global de 36,4 milliards de yuans (59 milliards de francs). Mais les responsables de ce bureau ont reconnu, mercredi 14 décembre, que les travaux continuaient sur un certain nombre de projets qui auraient dû être suspendus. La tâche des autorités est rude pour empêcher certains organismes de « dévier les directives gouvernementales ». Aussi le premier ministre, M. Li Peng, a-t-il brandi au début de décembre la menace de « mesures administratives » à l'encontre de ceux qui refusent encore d'obtempérer.

Il est en revanche difficile de connaître les conséquences de cette nouvelle rigueur pour les sociétés mixtes lancées avec des capitaux étrangers. Pékin reconnaît du bout des lèvres qu'il faudra revoir certains projets. La plupart passent dans le Sud. Mais les plus hauts dirigeants chinois se veulent rassurants pour les investisseurs étrangers qui ont signé des accords en bonne et due forme. Sans compter que le coup de frein donné à la construction risque de mettre au chômage, sans indemnité, un quart des vingt-quatre millions de travailleurs du bâtiment et en particulier des paysans embauchés sur des contrats à court et moyen terme.

S'il est trop tôt pour savoir si le gouvernement parviendra à ralentir durablement la machine économique, sa politique de refroidissement

fait d'ores et déjà apparaître des difficultés. Des pénuries d'acier dans l'automobile ainsi que de soie ont été signalées par la presse officielle, de même que de graves insuffisances dans la production d'énergie. Victimes des restrictions de crédits bancaires qui ont contraint des entreprises à fermer ou ralentir leur activité, la production d'engrais et de papier a chuté en novembre. Les autorités reconnaissent que leur plus gros problème est de parvenir à imposer leur volonté aux provinces, qui préfèrent assurer la croissance de secteurs à rentabilité rapide plutôt que ceux des transports ou des matières premières, aux retombées financières moins immédiates.

#### Drainer l'épargne

Autre obstacle, et non des moindres, la nécessité de drainer une épargne masquée. Inquiets de la nouvelle rigueur des autorités, les Chinois se ruent dans les banques et les bureaux de poste. Certains de ces derniers ont été saccagés par des clients mécontents du retard de l'Etat dans le paiement des versements. Plus de 8,6 millions de yuans de paiements ont été retardés. Pour attirer les épargnants et réduire les bas de laine individuels, certaines banques ont été jusqu'à distribuer des biens de consommation, comme des téléviseurs en couleur, et certains économistes plaident pour une hausse des taux d'intérêt sur les dépôts. Attirer les 200 milliards de yuans conservés en espèces par la population, soit environ la moitié de l'épargne des ménages, ne s'annonce guère aisé.

### M. Bérégovoy est favorable à la création d'un fonds de réserve européen

Après la décision prise par la Banque de France de remonter sensiblement ses taux directeurs, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a estimé jeudi 15 décembre, au cours d'un point de presse, que la France devrait connaître maintenant « une période de stabilité des taux ».

« Nous devons toutefois éviter la course à la hausse », même s'il existe actuellement « une reprise de l'inflation dans le monde, faible mais réelle, car le renchérissement du loyer de l'argent ne constitue pas un élément positif ».

Selon M. Bérégovoy, la France et la RFA sont pour l'instant épargnées par cette accélération de l'inflation : « C'est pourquoi la France doit s'efforcer de maintenir la stabilité des parités du franc dans le SME ».

M. Bérégovoy a par ailleurs indiqué qu'une réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) pourrait avoir lieu en février.

Enfin, concernant la construction d'une Europe monétaire, M. Bérégovoy a déclaré qu'il ne croyait pas, à court terme, à une monnaie unique : « Ce que je pense, c'est pouvoir obtenir une gestion commune de la parité de l'écu vis-à-vis du yen et du dollar », à travers, a précisé le ministre, un fonds de réserve européen qui, dans un premier temps, ne serait pas une banque centrale. Le comité Delors étudie actuellement ces questions, le gouvernement de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, participe à ses travaux dont les résultats devraient être connus dans le courant du premier semestre 1989.

### En resserrant la politique monétaire La Bundesbank veut éviter de « manier la hache » plus tard

Jeudi 15 décembre, comme prévu, le conseil de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a relevé son taux Lombard, porté de 5 % à 5,5 %, après une augmentation de même ordre en juillet dernier. Le Lombard est une avance faite aux banques, contre dépôt de titres (effets de commerce ou autres) qui leur permet de se refinancer à très court terme (1 à 10 jours). C'est un des moyens qu'utilise la Bundesbank pour influencer sur le loyer de l'argent en Allemagne et, par-là même, sur la distribution du crédit. L'autre moyen est représenté par les pensions à trente jours, dont le taux, traditionnellement inférieur à celui du Lombard, avait été relevé la veille au-dessus de 5 %, ce qui a motivé la décision de la Banque centrale allemande.

Cette dernière, par ailleurs, a laissé prévoir un resserrage de sa politique, en annonçant que l'objectif de croissance de la masse monétaire M3 pour 1989 était ramené à 5 % « environ », contre 6 % précédemment. Son président, M. Karl Otto Poehl, a rappelé que, en 1988, cet objectif allait être dépassé pour la troisième année consécutive : « Depuis 1985, l'économie a littéralement nagé dans l'argent », a-t-il déclaré, ajoutant que le double signal lancé aux marchés ne devait pas être dramatisé. « Une politique légèrement moins expansionniste n'est pas une politique restrictive. Mais nous voulons agir à temps avant que d'éventuelles attentes inflationnistes ne se développent et que dans quelques mois, nous soyons obligés de prendre la hache ».

M. Poehl a justifié les décisions de la banque par trois facteurs : une action restrictive est aujourd'hui

possible en raison de l'excellente conjoncture économique en RFA : « l'évolution des prix (1,6 % en rythme annuel) n'est plus aussi favorable qu'auparavant, même si le risque inflationniste reste limité » ; les taux montent un peu partout dans le monde, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Il a néanmoins précisé : « Notre décision ne signifie pas que la Bundesbank souhaite voir les taux monter. Lors de notre prochaine prise en pension d'effets commerciaux, nous allons proposer aux banques un taux fixe de 5 %, contre une fourchette de 5 % - 5,50 % précédemment ».

Interrogé sur un éventuel réalignement au sein du Système monétaire européen, M. Poehl a déclaré : « Les gouvernements français et allemand excluent tout ajustement monétaire. Il faut bien alors en tirer les conséquences ».

Pour la petite histoire, M. Poehl s'est déclaré « surpris » que M. Pierre Bérégovoy, dans son point de presse du jeudi matin 15 décembre, ait laissé entendre que le taux Lombard allait être relevé, avant même que le Conseil ait pris sa décision.

Ce qui se passe en Allemagne et en Europe risque d'avoir des répercussions aux Etats-Unis, où la Réserve Fédérale, se sentant les mains plus libres, a laissé le loyer de l'argent au jour le jour (Federal Funds) monter à 8 3/4 % - 9 %, contre 8 1/2 % précédemment, ce qui rend possible, maintenant, un relèvement du taux d'escompte officiel porté de 6 % à 6,5 % en août dernier.

F. R.

## TRANSPORTS

### Six mois de retard pour le tunnel sous la Manche

Les présidents des cinq entreprises de travaux publics qui percent le tunnel sous la Manche se sont réunis, le 13 décembre, d'être responsables du retard « de cinq à six mois » enregistré dans le déroulement du chantier. MM. Francis Bouygues (Bouygues), Jean-Paul Parayre (Dumez), Georges de Buffvent (SIME Batignolles), Jean-Claude Jarmine (SAE) et Serge Michel (SCE) ont expliqué à la presse qu'ils avaient rencontré un succès plus difficile que prévu avec des entrées d'essai très importantes. D'autre part, les tunneliers chargés de percer la craie y ont cassé certaines de leurs dents, puis l'évacuation des débris a été lente à mettre au point. En somme, des réglages un peu trop prolongés.

Tout est en passe de rentrer dans l'ordre, selon les constructeurs. 4,2 kilomètres ont été creusés du côté britannique et 1,5 kilomètre du côté français. Les machines progressent à une allure proche de la vitesse de croisière de 120 mètres par semaine. « Nous ferons tout pour rattraper notre retard », a déclaré M. Parayre, qui s'est refusé à

dire avant la fin de 1989 si l'inauguration de l'ouvrage aura bien lieu en mai 1993.

#### Pénalités ?

Cela dit, les entrepreneurs ont très mal supporté les attaques de leur client et filiale, Eurotunnel, concessionnaire du tunnel, qui les a mis en demeure de respecter les délais et qui parle de leur infirmité, au mois de décembre, des pénalités de retard. M. Parayre a souligné que la mise sur la place publique de ce différend n'était pas très convenable et, en tout cas, contraire aux usages de la profession. Il a fait valoir que la lenteur de la mise en place de la deuxième augmentation de capital d'Eurotunnel avait provoqué un retard dans les commandes de matériel.

Les cinq constructeurs s'apprêtent à discuter pied à pied des divergences qui les opposent à Eurotunnel, de la répartition des responsabilités, des pénalités et de la montée des coûts. Autrement dit, les disputes continuent pendant les travaux...

Les chemins de fer portugais à l'écartement européen. — Après l'Espagne, c'est au tour du Portugal de décider de réduire de 23 cm l'écartement de ses voies afin de se mettre aux normes du reste de l'Europe ferroviaire. La nouvelle voie ferrée Lisbonne-Madrid, qui doit

entrer en service vers 1995, sera la première à bénéficier de cet aménagement. Les chemins de fer portugais comptent réduire de vingt-cinq à quinze heures la durée du trajet entre Lisbonne et Paris grâce à cette réforme et à l'entrée en service de trains à grande vitesse.

La mesure des difficultés du gouvernement a été donnée par le bilan médiocre de la campagne contre la corruption. A la mi-décembre, le parquet populaire suprême n'était parvenu à traiter, partiellement, que 228 affaires de « crimes économiques » pour des montants dépassant à chaque fois 50 000 yuans. Il est de notoriété publique que ces affaires ne constituent que la part émergée de l'iceberg de la corruption. Dans bien des cas, la justice ne se met en marche qu'une fois que les tentatives d'arrangements « à l'amiable » ont échoué.

FRANCIS DERON.

### Le Parlement européen vote le budget 1989 de la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Lord Plumb, le président du Parlement européen, a signé, jeudi 15 décembre, le budget 1989 de la CEE à l'issue d'un vote qui a recueilli une écrasante majorité. Le plan de dépenses adopté porte sur un montant de 44,8 milliards d'écus (310 milliards de francs), soit 2,3 % de plus qu'en 1988.

Pour la première fois, les crédits destinés au soutien de l'agriculture sont en diminution par rapport à l'exercice précédent (- 2,5 %). Le poste agricole, avec 26,7 milliards d'écus (184 milliards de francs), reste tout de même le plus important : près de 60 % du budget général.

Les autres grandes masses concernent les fonds structurels (financement des actions sociales et régionales et des structures agricoles), avec 8,4 milliards d'écus (58 milliards de francs), et la recherche avec 1,2 milliard d'écus (8,4 milliards de francs).

### En Grande-Bretagne Le chômage au plus bas depuis sept ans

Le taux de chômage est revenu à 7,5 % de la population active britannique en novembre, touchant 2,1 millions de personnes. Le chiffre le plus bas depuis sept ans. La baisse de 49 300 chômeurs en novembre est la vingt-huitième réduction mensuelle consécutive. Le département du travail précise, jeudi 15 décembre, que la productivité continue de progresser à un rythme rapide de 7 %, limitant les retombées inflationnistes des hausses de salaire. Pour sa part, le département du commerce et de l'industrie indique que les investissements en 1989 devraient augmenter de 10 % en termes réels.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

Christian GAVALDA  
Professeur à la Faculté de Droit de Paris  
Correspondant permanent d'Uindroit (Rome).

Gilbert PARLEANI  
Professeur à la Faculté de Droit de Clermont-Ferrand.

**DROIT COMMUNAUTAIRE DES AFFAIRES**

Préface du Doyen Riccardo MONACO  
Président d'Uindroit (Rome)

A l'approche de 1992, le TRAITÉ destiné aux chefs d'entreprise confrontés aux problèmes juridiques de création et de fonctionnement de leur société dans la marche unique européenne.

758 pages - 270 F (français : 300 F)

27 place Dauphine 75001 PARIS

**itec**

28 rue Soufflot 75005 PARIS

**RENDEZ-VOUS D'AVRIL, MAI, JUIN**

<b>BIAS MICROELECTRONICA '89</b>	Automation, appareillage et micro-électronique	3 - 7 / 4
<b>SALONE INTERNAZIONALE DEI SERVIZI</b>	Banques - Assurances - Services Financiers	15 - 23 / 4
<b>GRANDE FIERA D'APRILE '89</b>	Foire internationale Salons et secteurs spécialisés	15 - 23 / 4
<b>EQUUS '89</b>	Promotion équestre	15 - 23 / 4
<b>MIDO '89</b>	Optique, Optométrique, Ophtalmologie	5 - 8 / 5
<b>14a MIAD</b>	Conférence, Plénière	6 - 10 / 5
<b>STAR '89</b>	Tissu d'aménagement, revêtements muraux, linéaire de maison	18 - 21 / 5
<b>INTERNAZIONALE D'ARTE CONTEMPORANEA</b>	Art	19 - 28 / 5
<b>INTEL '89</b>	Electrotechnique et Mécatronique	25 - 29 / 5
<b>CHIBIDUE</b>	Articles-cadeaux, parfums et bijoux - Lingerie	2 - 5 / 6
<b>ESMA</b>	Textile	6 - 8 / 6
<b>SANAB</b>	Machines et accessoires pour l'industrie du vêtement et du tricot	8 - 12 / 6
<b>TECNOSIOP</b>	Aménagement des ports de varis, show-rooms, stands, vitrines et salles de Congress	22 - 25 / 6

**FIERA MILANO**

Ente Autonomo Fiera Internazionale di Milano  
Largo Domodossola, 1  
20145 Milano (Italie)  
Tel. (02) 45971  
Telex 32050 EAFM I

**LE POINT D'OBSERVATION PRIVILEGIE**

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Marchés financiers

Selon la Securities Exchange Commission

### L'opération de Pechiney sur American Can aurait pu faire l'objet d'un délit d'inités

La Commission des opérations de Bourse (COB) a été alertée par son homologue américain, la SEC (Securities Exchange Commission), d'un éventuel délit d'inités commis lors du rachat d'American National Can (ANC) par le groupe Pechiney au mois de novembre dernier. La COB confirme ainsi les informations parues dans le dernier numéro de l'Express, en indiquant qu'elle a décidé de procéder, dès le mercredi 14 décembre, à une enquête. Elle devrait déterminer si les opérations sont consécutives à un délit d'inités en France, jusqu'alors des tribunaux nationaux.

Selon l'hebdomadaire, « une personnalité française informée aurait spécifié » sur les titres de Triangle Industries, la société mère d'ANC, cotée sur le marché hors cote de New-York. Au cours du rachat imminent de ce groupe d'emballage par Pechiney, elle aurait fait procéder à d'importants achats de titres Triangle avant que ne soit annoncée la nouvelle, le 21 novembre, anticipant une hausse des cours. Effectivement, le cours de Triangle, qui

avoisinait auparavant les 18 dollars, a dépassé ce jour-là les 46 dollars. Ce qui a intrigué les enquêteurs de la SEC, qui ont voulu en savoir plus. Les ordres d'achat ayant été transmis notamment par la société de Bourse française Ferri, ils ont donc alerté la COB. D'après nos informations, il y a eu des mouvements importants sur les titres Triangle les mercredi 16, jeudi 17 et vendredi 18 novembre, portant sur moins de 1 % de la capitalisation boursière. Or depuis le lundi 14 novembre, à l'origine de personnes à Paris étaient au courant de l'accord qui allait être annoncé huit jours plus tard. Outre des dirigeants de Pechiney, on comptait certains membres de cabinets ministériels (finances et industrie), de Maitignon, de l'Elysée, et aussi des banquiers.

Vendredi 16 décembre en fin de matinée la société de Bourse Ferri indiquait avoir transmis au cours du mois de novembre sur le marché de l'action Triangle « qu'un seul ordre d'achat représentait une proportion très faible de transactions ».

### M. Lion justifie « un rôle plus actif » pour les investisseurs institutionnels

« Je n'éprouve dans cette affaire ni hésitation ni inconfort. » M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, justifie dans une interview au Nouvel Economiste du 16 décembre son intervention aux côtés de M. Pébereau dans l'attaque contre la Société Générale. Il n'« envisage pas du tout de se retirer », jugeant que ce soutien entre dans une stratégie globale : « Cette maison a toujours été un outil de la modernisation du pays. Mon ambition est qu'elle le soit, plus que jamais, en cette fin de siècle (...). Mais il faut en même temps rester fidèle à

une vocation, la pleine sécurité des fonds que nous gérons, et à une éthique d'intérêt général ». M. Lion voit cet intérêt général ainsi : « Dans un univers capitaliste plus mobile, où les entreprises ont souvent un capital fragile, les investisseurs institutionnels, qui en France ont largement un statut public, doivent jouer un rôle plus actif. » D'où l'opération sur la Société Générale, qui était « préventive ». D'ailleurs, « il est fort possible que l'actionnaire que nous sommes de telle entreprise, privatisée ou non ait à nouveau à prendre des responsabilités si l'intérêt général l'exige. »

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**UNILOG**  
POURSUITE D'UNE CROISSANCE RÉGULIÈRE

Société d'ingénierie informatique et de Conseil UNILOG poursuit de manière harmonieuse son développement sur trois axes : Ingénierie, Exploitation, Recherche. La chute d'actifs constatée ces deux premiers mois de 1988 est de 245 Mfr, en augmentation de 25 % sur les deux premiers mois de 1987. Pour l'ensemble de l'exercice 1988, le chiffre d'affaires est de 1 milliard de francs suisses.

UNILOG continue le succès de son développement international. Après l'implantation d'UNILOG Sud-Est à Lyon début 1987, UNILOG vient de créer, le 1<sup>er</sup> novembre dernier, UNILOG Ouest, une seconde filiale basée à Nantes et à Nantes.

**DUMONT-LEBLÉ**

Dumont-Leblé vient de procéder à l'acquisition de la Chemical Bank (Suisse). La gestion des actifs est la principale activité de cet établissement bancaire qui a trois implantations à Zurich, Genève et Lugano.

Le montant des actifs gérés dépasse 1 milliard de francs suisses.

Cette acquisition illustre la stratégie poursuivie par Dumont-Leblé de mise en place d'un véritable réseau européen de filiales bancaires spécialisées dans ce type de prestations financières.

Le montant des actifs gérés par l'ensemble du groupe Dumont-Leblé s'élève, avec cette dernière acquisition, à plus de 20 milliards de francs et devrait atteindre 30 milliards de francs à la fin de 1989.

### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**CNT - Obligations 10,10 % - 1985**

Les intérêts courus du 30 décembre 1987 au 29 décembre 1988 seront payables à partir du 30 décembre 1988 à raison de 454,50 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 85,81 F, soit un net de 368,69 F.

**CNT - Obligations TMO - 1985**

Les intérêts courus du 30 décembre 1987 au 29 décembre 1988 seront payables à partir du 30 décembre 1988 à raison de 395,05 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 43,89 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 74,57 F, soit un net de 320,48 F.

**CNT - Obligations 10,20 % - 1975**

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> janvier 1988 au 31 décembre 1988 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 13), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 17,33 F, soit un net de 74,47 F.

Il est rappelé que les titres appartenant à la série « C » et à la série « A » sont respectivement remboursables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985 et le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

**CNT - Obligations 16 % - 1981**

Les intérêts courus du 4 janvier 1988 au 3 janvier 1989 seront payables à partir du 4 janvier 1989 à raison de 720 F par titre de 5 000 F nominal contre décaissement du coupon n° 7, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 135,95 F, soit un net de 584,05 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des établissements financiers habilités.

Il est rappelé que les titres compris dans la série de numéros 7 598 à 71 242 sont remboursables depuis le 4 janvier 1986.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 15 décembre

#### Hésitation

Nerveuse en raison notamment d'échecs techniques, la Bourse de New-York a fluctué, jeudi, dans des limites très étroites tout au long de la séance. En fin de journée, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles affichait néanmoins un gain de 1,60 point, à 2 135,84 points.

L'activité était encore modeste avec 138 millions d'actions échangées. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses : 870 contre 535 - 534 titres étaient inchangés. L'expiration trimestrielle d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme serait, en grande partie, à l'origine de l'hésitation manifestée par les opérateurs. En effet, bien que cette année les investisseurs institutionnels ne se soient pas livrés à des stratégies aussi « risquées » que par le passé, les milieux boursiers préfèrent observer une grande prudence.

Une étude favorable de Merrill Lynch sur le secteur des semi-conducteurs a dopé les valeurs de cette branche. Tiger International, qui fait l'objet d'une OPA, a gagné 2 points, à 163 3/4. UAL a progressé de 2,5 points, à 109 3/4, et Texas Instrument plus d'un point à 39. Monsanto a perdu 3 points, à 78 3/4, et Texaco 15/8, à 50 3/8.

VALEURS	Cours de 15 déc.	Cours de 16 déc.
Alcoa	62 1/2	63 1/8
A.T.T.	29 1/4	29 3/8
Bearing	61 5/8	61 1/2
Chem. Manhattan	27 3/4	27 3/4
East. Port. de Houston	63 3/8	63 7/8
Eastman Kodak	45 1/4	44 7/8
Exxon	51 3/4	51
Gen. Elec.	48	44 3/4
General Motors	67 7/8	68 1/2
IBM	120 5/8	121
I.T.T.	50 7/8	50 5/8
Johnson & Johnson	46 7/8	46 5/8
Pfizer	67 7/8	68
Schlumberger	32 3/8	31 3/4
Union Carbide	24 3/4	25
Westinghouse	52 1/8	52 1/8
World Corp.	57 1/4	57 1/8

LONDRES, 15 décembre

#### En hausse

Après un départ hésitant, les valeurs du Stock Exchange ont terminé la séance de jeudi sur une sensible hausse. L'indice Footsie affichait un gain de 7,1 points (+0,4 %), à 1 763,2. Le raffermissement observé en fin de matinée, après l'annonce d'un rattachement de la progression des salaires pour octobre, a ensuite été freiné par le relèvement du taux lombard de la Bundesbank. Le marché craignant alors que la Grande-Bretagne ne soit à son tour obligée de relever ses taux d'intérêt. Toutefois, le mouvement de progression reprenait légèrement en fin de séance. La compagnie électronique Plessey a demandé à un tribunal londonien le blocage de l'OPA inamicale lancée conjointement par elle par GEC et Siemens jusqu'à ce que la Commission de Bruxelles donne son avis à cette affaire. Le jugement devrait intervenir rapidement. Durant la journée, certaines valeurs pétrolières ont fait l'objet d'une intense activité spéculative (Enterprise Oil, Lamsco) de même que des valeurs pharmaceutiques (Beecham) et les alimentaires (United Biscuits). Les actions bancaires ont progressé, avec notamment Lloyds et Natwest. Les mines d'or n'ont pratiquement pas bougé, tandis que les fonds d'Etat ont été irréguliers.

VALEURS	Cours de 15 déc.	Cours de 16 déc.
Alcoa	62 1/2	63 1/8
Bearing	61 5/8	61 1/2
Chem. Manhattan	27 3/4	27 3/4
East. Port. de Houston	63 3/8	63 7/8
Eastman Kodak	45 1/4	44 7/8
Exxon	51 3/4	51
Gen. Elec.	48	44 3/4
General Motors	67 7/8	68 1/2
IBM	120 5/8	121
I.T.T.	50 7/8	50 5/8
Johnson & Johnson	46 7/8	46 5/8
Pfizer	67 7/8	68
Schlumberger	32 3/8	31 3/4
Union Carbide	24 3/4	25
Westinghouse	52 1/8	52 1/8
World Corp.	57 1/4	57 1/8

### FAITS ET RÉSULTATS

● **Euromobiliare passe sous le contrôle de la Midland.** - La banque de dépôts britannique Midland prend le contrôle de la banque d'affaires italienne de Milan Euromobiliare, après avoir porté sa participation de 3 % à 45 % et s'être assuré de la coopération de plusieurs dirigeants de la banque qui détenaient ensemble 4 % du capital. La Midland a racheté 42 % des actions aux hommes d'affaires italiens Carlo De Benedetti, Raul Gardini et Silvio Berlusconi, pour quelque 96 milliards de lire, soit 430 millions de francs. M. Carlo De Benedetti restera vice-président d'Euromobiliare, qui, pour Midland, constitue la plus importante acquisition en Europe depuis la prise de contrôle de la banque ouest-allemande Trinkhaus Burkhart il y a sept ans.

● **La CGE et Paribas à la Bourse de Tokyo.** - La Compagnie générale d'électricité et la Compagnie financière de Paribas vont rejoindre le club très fermé des sociétés étrangères cotées à la Bourse de Tokyo. Le 20 décembre, sous la direction de Nomura Securities, un million d'actions CGE seront introduites à la section étrangère de la Bourse japonaise. Pour Paribas, le retour à la Bourse de Tokyo aura lieu le 23 décembre, sous la houlette de Yamaichi Securities. En 1973, Paribas avait été la première entreprise européenne à être négociée à Tokyo. Mais sa nationalisation, en 1982, par le gouvernement socialiste, avait entraîné le retrait du titre de la cote.

PARIS, 16 décembre

#### Stable

La dernière séance de la semaine a été à l'image des précédentes : tenue et peu active. L'indice boursier, qui s'appréciait autour de 0,03 % au début de la séance, perdait rapidement jusqu'à 0,12 % avant de revenir à - 0,07 % peu après 14 heures. Le marché était très calme, et les investisseurs n'ont pas frappé par la grappe, soit, le plus souvent, absents par prudence, dans l'attente de connaître l'achèvement définitif d'un protocole d'entente entre la France et l'Allemagne, soit, à l'origine d'une réévaluation de ceux de nombreux pays européens, dont la France, pourrait aussi s'accompagner rapidement d'un phénomène analogue aux États-Unis. Alors, plutôt que d'être balayés par les rumeurs de non-dit et par les rumeurs les plus diverses, de nombreux opérateurs préfèrent rester en marge du marché. A cet égard, la proximité des fêtes de fin d'année, qui devrait entraîner un autre ralentissement de l'activité...

« Le marché se cherche », affirmait un gérant, rappelant que le mouvement de consolidation dure depuis plusieurs semaines. C'est redoublé un vrai marché de professionnels, constatent un banquier pour qui, seuls, ceux qui connaissent parfaitement les valeurs peuvent désormais se faire des affaires.

Les plus fortes hausses de la séance étaient enregistrées par les valeurs Laffont, Esso, Sogefi, Nutra et El-Agualaine. En baisse, on notait le très important recul d'Industrie (13 %). Labov, Electronique Sarga, Deseault et les Laboratoires Roger Bellon. Quant aux privilégiés, six actions des dernières semaines, elles étaient peu recherchées, surtout la Société générale qui figurait parmi les plus fortes baisses.

La cotation des Publications Paris Jacob sur le second marché était suspendue dans l'attente d'un communiqué sur la réorganisation de l'actionnaire.

En raison d'une trop grande demande, l'action Gailard Miquelle n'a pas pu être cotée à Lyon pour le doublement de son introduction.

Enfin, sur le MATIF, l'ensemble des contrats était orienté à la hausse.

TOKYO, 16 décembre

#### Net repli

Après une évolution en dents de scie, la Bourse de Tokyo a fini la séance de vendredi sur une sensible baisse, dans un marché, néanmoins, assez peu actif.

Des rumeurs sur une nouvelle dévaluation de l'Yen de part de l'empereur Hiro Hito ont entraîné, à la séance, une vague de ventes définitives, qui ont fait baisser l'indice Nikkei de 253 points. L'annonce d'un état de santé stationnaire a, par la suite, rassuré la communauté financière. Des rachats ont été effectués et le marché ne cédait plus, en fin de séance, que 169,04 points, soit 0,57 % à 29 336,71. Autre sujet de préoccupation pour les investisseurs japonais : la hausse des cours d'importation en Europe, qui pourrait entraîner un mouvement spéculatif sur les valeurs japonaises. Le dollar, après une journée agitée, n'est pas éloigné des niveaux atteints la veille. Les valeurs liées à l'exportation ont été recherchées.

VALEURS	Cours de 15 déc.	Cours de 16 déc.
Alcoa	62 1/2	63 1/8
Bearing	61 5/8	61 1/2
Chem. Manhattan	27 3/4	27 3/4
East. Port. de Houston	63 3/8	63 7/8
Eastman Kodak	45 1/4	44 7/8
Exxon	51 3/4	51
Gen. Elec.	48	44 3/4
General Motors	67 7/8	68 1/2
IBM	120 5/8	121
I.T.T.	50 7/8	50 5/8
Johnson & Johnson	46 7/8	46 5/8
Pfizer	67 7/8	68
Schlumberger	32 3/8	31 3/4
Union Carbide	24 3/4	25
Westinghouse	52 1/8	52 1/8
World Corp.	57 1/4	57 1/8

## PARIS:

### Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Accor	281	288	La Compagnie Elect.	238	234
Asystel	258	258	Le gél. de la mer	278	278
B.A.C.	350	350	Loisirs Investissement	276	276
B.C.M.	585	581	Loxal	247	247
B.L.P.	504	501	Macquarie Média	148	148
Bolton	688	688	Macquarie Invest.	600	600
Bolton Technologies	450	450	Microservice	157	154
Bolton	815	815	M.M.B.M.	650	650
Bolton	1050	1050	Molier	200 10	200 10
Bolton de Lyon	1498	1498	Novate-Delmas	704	704
Bolton	740	731	Obit-Legrand	220	220
Bolton	850	850	Obit-Legrand	220	220
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	320	320	Obit-Legrand	220	220
C.A.T.C.	137	135 50	Obit-Legrand	220	220
C.B.M.E.	1248	1248	Obit-Legrand	220	220
C.E.G.I.	272	271	Obit-Legrand	220	220
C.E.P.	705	720	Obit-Legrand	220	220
C.E.P.	225	225	Obit-Legrand	220	220
C.E.P.-Communication	1530	1530	Obit-Legrand	220	220
C.G.I. Information	1020	1010	Obit-Legrand	220	220
Ciment d'Orger	518	518	Obit-Legrand	220	220
CLIM	410 10	410 10	Obit-Legrand	220	220
Concept	287	287	Obit-Legrand	220	220
Conseil	637	637	Obit-Legrand	220	220
Crest	410	405	Obit-Legrand	220	220
Dalme	187 50	185	Obit-Legrand	220	220
Dalme	1074	1074	Obit-Legrand	220	220
Dalme	808	801	Obit-Legrand	220	220
Dalme	580	580	Obit-Legrand	220	220
Dalme	1048	1048	Obit-Legrand	220	220
Dalme	118	118	Obit-Legrand	220	220
Dalme	216	215	Obit-Legrand	220	220
Dalme	238	238	Obit-Legrand	220	220
Dalme	608	608	Obit-Legrand	220	220
Dalme	222	222	Obit-Legrand	220	220
Dalme	225	225	Obit-Legrand	220	220
Dalme	67 50	67	Obit-Legrand	220	220
Dalme	240	240	Obit-Legrand	220	220
Dalme	525	525	Obit-Legrand	220	220

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

### Marché des options négociables le 15 décembre 1988

Nombre de contrats : 13 987

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	560	4	25
CGE	480	7	25
El-Agualaine	248	120	25
Laffont-Coppé	1 300	67	116
Michelin	182	4,50	8,70
Natwest	1 500	95	1,50
Paribas	480	2,50	21,50
Plessey	1 300	1,20	37,50
Saint-Gobain	560	3	27
Société générale	520	25	41
Thomson-CSF	200	11,50	21,50

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 déc. 1988  
Nombre de contrats : 68 208

COURS	Déc. 88	Mars 89	Jun 89
Dernier	106,10	105,45	104,75
Précédent	106,30	105,65	105,05

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
104	1,74	1,85
	1,85	1,09
		0,35

### INDICES

# CHANGES

Dollar : 6,0150 F ↑

Pour la première fois depuis un mois, le dollar a faibli vendredi 16 décembre à Tokyo le seul des 124 pays en croissance à 124,10 yens. La fermeté de la devise américaine s'observait également sur l'ensemble des places financières internationales. A Paris, elle s'élevait à 6,0150 F dans un marché extrêmement calme. La veille au soir le dollar valait 5,9410 F.

FRANCFORT	15 déc.	16 déc.
Dollar (en DM)	1,7485	1,7355
TOKYO	15 déc.	16 déc.
Dollar (en yen)	122,97	124,10

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (16 déc.)	81/437/5
New-York (15 déc.)	81/437/5

# BOURSES

PARIS (indice 100: 31-12-87)

14 déc.	15 déc.
Valeurs françaises	137 135,9
Valeurs étrangères	114,4 113,6
(S&P, base 100: 31-12-81)	
Indice global CAC	394,7 393
(S&P, base 1000: 31-12-87)	
Indice CAC 40	1 484,4 1 472,62
(OMF, base 100: 31-12-81)	
Indice OMF 50	410,58 407,19

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	2 134,25 2 133
---------------	----------------

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles	1 424,2 1 427,3
Mines d'or	174,4 174,5
Fonds d'Etat	86,38 86,54

TOKYO

15 déc.	16 déc.
Nikkei Dow Jones	29 785,7 29 536,7
Indice global	2 273,36 2 273,36

**"Un ouvrage exceptionnel!"**  
ÉVÉ RUGGIERI  
**"Un guide unique, indispensable..."**  
LE MONDE

**LA BOURSE SUR MINITEL**  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

400 pages, 85 plans, 220 F  
En librairie



## Marchés financiers

## BOURSE DU 16 DECEMBRE

Compan- ies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compa- raison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compa- raison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compa- raison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compa- raison
3942	C.A.E. 205	3638	3686	3630	- 0.24																			
1048	B.N.P. 21	1058	1055	1056	0.29																			
1146	C.C.F. 21	1165	1165	1168																				
1078	Châ. Lyon 21	1089	1089	1089																				
1366	Immun. 21	1437	1440	1448	+ 0.77	86	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1630	Ind. 21	1687	1687	1697	+ 0.68	87	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1271	St-Gobain 21	1281	1282	1289	+ 0.52	3900	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1274	Thomson T.P.	1236	1236	1239		3900	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Accor	550	553	557	+ 0.18	770	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
526	Al. Liquide	546	546	548	+ 0.55	220	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
2469	Al. 21	2425	2430	2430	- 1.03	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1400	Al. 21	1400	1400	1400	- 1.27	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1310	A.L.S.P.	314	315	313	- 0.63	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
270	Al. 21	268	268	268	- 0.55	72	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
2250	Al. 21	2160	2160	2160	- 1.470	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
1040	Al. 21	1040	1040	1040	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
626	Al. 21	605	605	605	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3243	3250	3235	- 0.56	80	S.A.T. 21	838	839	837	- 0.24	20
328	Al. 21	305	305	305	- 0.72	426	Orléans 21	929	924	930	+ 0.11	3220	Legrand 21	3										

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

15/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête int.	Rachet	VALEURS	Emission	Prête int.	Rachet	VALEURS	Emission	Prête int.	Rachet	
<b>Obligations</b>																								
Emp. 5,00 % 77	125 01	4 981		181	2130	2150		Yor Eltel	330			A.A.A.	80 61	887 42			France-Pays	100 53	100 51			Paroissiale Nante	175 85	172 51
5,00 % 78/93	102 70	4 215		182	1400	1400		Union S.M.D.	651			Action	211 91	258 24			France-Région	107 52	107 69			Payeur	632 62	614 18
10,00 % 79/94	104 30	7 718		183	82	82		Union A. Chet. Gen.	250			Actions France	478 28	457 27			France-Associations	28 18	28 18			Paris-Payement	288 29	287
10,00 % 80/90	104 30	7 718		184	198 20	198 20		U.I.A.P.	302			Actions financières	571 91	551 64			France-Export	28 18	28 18			Paris Invest.	690 75	690
10,00 % 81/89	104 30	12 685		185	107 60	107 60		Audicor	1830			Audicor	616 34	594 05			France-Ind.	30 01	30 01			Paris-Payement A	597 90	597 90
10,00 % 82/80	104 30	12 685		186	435 50	435 50		U.I.P.	1178			A.G.F. Action Int. CP	102 35	101 75			France-Ind.	11865 37	11865 37			Paris-Payement B	78305 05	78305 05
10,00 % 83/80	104 30	12 685		187	138	138		U.I.P.	139 80			A.G.F. Action Int. CP	590 77	590 77			France-Ind.	265 08	265 08			Paris-Payement C	55041 61	55041 61
10,00 % 84/80	104 30	12 685		188	100 60	100 60		Western S.A.	655			A.G.F. ECU	150 58	104 61			France-Ind.	798 31	778 84			Paris-Payement D	55122 24	55122 24
10,00 % 85/80	104 30	12 685		189	258 50	258 50		Brass. du Médoc	136			A.G.F. ECU	100 60	100 60			France-Ind.	27 32	28 18			Paris-Payement E	114 28	111 20
10,00 % 86/80	104 30	12 685		190	400 20	400 20						A.G.F. ECU	432 70	422 20			France-Ind.	4348 44	4338 58			Paris-Payement F	30490 90	30490 90
10,00 % 87/80	104 30	12 685		191	122 30	122 30						A.G.F. ECU	112 35	108 61			France-Ind.	582 08	572 08			Paris-Payement G	112 44	108 43
10,00 % 88/80	104 30	12 685		192	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement H	1139 08	1139 08
10,00 % 89/80	104 30	12 685		193	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement I	1139 08	1139 08
10,00 % 90/80	104 30	12 685		194	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement J	1139 08	1139 08
10,00 % 91/80	104 30	12 685		195	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement K	1139 08	1139 08
10,00 % 92/80	104 30	12 685		196	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement L	1139 08	1139 08
10,00 % 93/80	104 30	12 685		197	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement M	1139 08	1139 08
10,00 % 94/80	104 30	12 685		198	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement N	1139 08	1139 08
10,00 % 95/80	104 30	12 685		199	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement O	1139 08	1139 08
10,00 % 96/80	104 30	12 685		200	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement P	1139 08	1139 08
10,00 % 97/80	104 30	12 685		201	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement Q	1139 08	1139 08
10,00 % 98/80	104 30	12 685		202	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement R	1139 08	1139 08
10,00 % 99/80	104 30	12 685		203	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement S	1139 08	1139 08
10,00 % 00/80	104 30	12 685		204	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement T	1139 08	1139 08
10,00 % 01/80	104 30	12 685		205	1230	1230						A.G.F. ECU	1089 67	1085 20			France-Ind.	1139 08	1139 08			Paris-Payement U	1139 08	1139 08
10,00 % 02/80	104 30	12 685		206	1230	1230																		

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

5-55-91-82, posta 4330

1

### Marché continu

\_\_\_\_\_

• • •

1



هكذا في الأصل

34 • Samedi 17 décembre 1988 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3-4 Après la décision américaine d'engager un dialogue substantiel avec l'OLP. 5 L'Algérie en ébullition (III). 6 Les conséquences du séisme en Arménie. 8 Tchécovlovaquie : M. Bialek quitte la direction du parti.	10 Les difficultés parlementaires et politiques du gouvernement. 11 Les débats au sein de l'opposition. 12 L'élection législative partielle de Seine-Saint-Denis.	13 L'affaire de la succession Canson et ses suites. 15 Médecine : la lutte contre le SIDA. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 16 Cyclisme : des professionnels en URSS.	21 Théâtre : Tête d'or, à l'Odéon ; Tango, de Slavomir Mrozek au TEP. 22 Cinéma : Ne réveille pas un flic qui dort. - Musique : Paul et Virginie, à Tourcoing. - Communication : M. Quilès présente son plan informatique.	29 La chute des cours du pétrole. - 800 000 Citroën vendues en 1988. 30 La CEE s'attaque aux monopoles des Télécommunications. 31 Premiers succès contre la surchauffe en Chine. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Campus ..... 28 Carnet ..... 28 Jeux ..... 20 Météorologie ..... 26 Philatélie ..... 28 Radio-télévision ..... 25	● Automobile : assurance en direct ..... ASSUR ● Chaque matin : l'actualité vue par le Monde ..... JOUR ● Arménie : où adresser vos dons ? ..... INT ● Abonnez-vous au Monde ..... ABO 3615 tapez LEMONDE

## A l'Assemblée nationale

### Pas de motion de censure après le recours à l'article 49-3

L'opposition ne déposera pas de motion de censure après le recours à l'article 49-3 de la Constitution, a fait savoir vendredi 16 décembre le groupe UDF de l'Assemblée nationale.

L'opposition a fait la preuve de son unité et de sa détermination en votant ensemble, la semaine passée, une première motion de censure, rappelle le groupe UDF dans son communiqué. « Sans vouloir allonger inutilement le débat en renouvelant cette procédure à la fin de cette session parlementaire, elle regrette que cette réforme ait été pour le gouvernement et le pays un rendez-vous manqué ».

### M. Balladur préconise la poursuite des privatisations

Pour le premier colloque organisé le 15 décembre par son Association pour le libéralisme populaire, M. Edouard Balladur, ancien ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait choisi de plaider « pour de nouvelles privatisations ».

Satisfait de son œuvre en la matière, il considère qu'il faut la poursuivre en reprenant le programme établi en 1986, et donc en privatisant en priorité les compagnies d'assurances, puis en dénationalisant d'autres entreprises publiques comme Renault, Elf, Total, déjà partiellement privatisés, Air France, l'Aérospatiale et Usinor-Sacilor, et au-delà les services publics, à l'image de ce qui se passe en Grande-Bretagne pour l'électricité et l'eau.

Sur les modalités des privatisations, M. Balladur est prêt à apporter quelques retouches à son action passée : extension de 10 % à 20 % de la part de l'actionnariat salarié, renforcement de la présence des étrangers dans les groupes d'actionnaires stables (les fameux « noyaux durs »), enfin publicité de la liste des candidatures à ces mêmes groupes d'actionnaires stables.

M. Balladur a également insisté sur ce qu'il considère désormais comme une « toute première priorité (...) la réforme en profondeur de la Caisse des dépôts et consignations afin d'éliminer tout risque de fausser le libre jeu de la vie économique nationale », faisant ainsi référence au rôle de la Caisse dans la prise de participation dans la Société générale aux côtés de Georges Pompidou. « Il faut supprimer les deux derniers monopoles dont jouit la Caisse (...), il s'agit du monopole des caisses d'épargne et de celui des dépôts des notaires et syndics ».

### Pour être sûr de Lui faire plaisir même un dimanche :

costumes, vestes, chemises, pulls, cravates, grandes griffes choisies à

**LA VOGUE**

38, bd des Italiens (près Opéra)

et centre commercial Valéry 2 - Détaxe à l'exportation

Ouvert dimanche 18 décembre de 11 h à 19 h

DÉPÔT

**E. KHANH**

HOMMES ET FEMMES  
DES GRIFFES DE QUALITÉ  
DES PRIX AVANTAGEUX

UNE ADRESSE A NE PAS MANQUER  
FACE AU FORUM DES HALLES - 1<sup>re</sup> ÉTAGE - MÉTRO, RER CHATELET-LES HALLES  
(sortie Pierre-Lescot) Parking Forum  
ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h, 6, rue Pierre-Lescot, 75001 PARIS

## Au sommet de Casablanca

### M. Mitterrand met en garde les pays africains contre la « marginalisation » de leur continent

CASABLANCA  
de notre envoyé spécial

L'idée admise dans les sommets annuels franco-africains, dont le quinzième devait se terminer vendredi 16 décembre, à Casablanca, est que les rencontres informelles sont plus utiles que les réunions plénières, c'est-à-dire les visites que se sont rendues les chefs d'Etat dans les plus belles villas du quartier résidentiel d'Anfa, empruntées pour la circonstance aux plus grosses fortunes privées du Maroc pour loger les hôtes du roi.

Le fin du fin est le « petit déjeuner de travail » avec M. Mitterrand entre des repas passablement bousculés par les imprévus du protocole marocain. M. Houphouët-Boigny a eu droit à ce privilège, jeudi, pour parler de la délicate question des besoins financiers de la Côte-d'Ivoire. MM. Bongo et Hissène Habré étaient inscrits sur l'agenda présidentiel, vendredi matin.

Cependant, si l'on s'en tient à ce qui est officiel, aux discours en séance plénière, on a l'impression que, d'une année à l'autre, ces sommets tournent en rond, comme si aucun résolution, aucune promesse, ne pouvait grand-chose contre l'« entêtement » des faits. L'allocution prononcée, jeudi, par M. Mitterrand ressemble assez à celle d'il y a un an à Antibes, en plus sombre. Après avoir rappelé quelques chiffres consternants sur la diminution de la part de l'Afrique dans le commerce mondial (moins de 5 % en 1986), il en a appelé, une fois de plus, à un ordre international plus juste : « Les richesses de l'Afrique, ses matières premières, sont évaluées uniquement par ceux qui les achètent, qui jouent en plus de la valeur des mon-

naies pour en réduire encore le prix, et je comprends la révolte de ceux dont les dettes s'accroissent d'elles-mêmes plus vite qu'ils ne les remboursent ».

« Afin d'éviter la marginalisation de votre continent, actuellement en cours », et-il promet à son auditoire, la France s'engage à « aller plus vite et plus loin » en matière de soutien. Pour donner un tour concret à ce discours, il a sorti de son chapeau la promesse d'un organisme nouveau. « L'Afrique, a-t-il dit, en de nombreuses parties de son sol, est menacée par les déserts (...). Je souhaite que ce problème soit étudié de façon à décider quels grands travaux pourraient être lancés si besoin en est. Par exemple, si les pays situés en son d'accord, un observatoire du Sahara devrait être créé. Les conditions en sont remplies afin de suivre les évolutions climatiques, de coordonner les recherches, d'élaborer les schémas d'aménagement ».

Hors des questions économiques, rien n'a manqué à ce discours très équilibré : perspective de paix au Sahara occidental et en Afrique australe, « succès des Tchadiens, qui ont

reconquis l'indépendance et l'unité de leur pays », avec un vigoureux passage sur la nécessité du respect des droits de l'homme, « règle universelle qui ne peut souffrir d'exception et doit être présente à nos esprits en cet instant solennel comme en toute circonstance ».

Dans sa réponse, le roi Hassan II, s'est réjoui de ce sommet qui lui permet de prendre « un bon d'Afrique », et il a laissé entendre que la voie était ouverte pour le retour du Maroc à l'OUA. Reconnaissant que l'aide arabe à l'Afrique « n'a pas toujours été à la hauteur des espoirs » des pays intéressés qui avaient soutenu l'Égypte contre Israël après la guerre, il a promis de se faire le « messager » de ses hôtes auprès des gouvernements arabes. En fait, le Maroc, qui manque de moyens propres pour aider substantiellement l'Afrique sub-saharienne, joue depuis longtemps un habile rôle d'intermédiaire pour obtenir certains concours financiers du Proche-Orient.

Tout comme M. Mitterrand, le souverain s'est félicité de la nouvelle qui occupait les esprits, jeudi matin : la déclaration américaine sur l'OLP.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### Pas de complément d'information dans l'affaire Michel Droit

RENNES  
de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a confirmé, le 15 décembre, l'ordonnance rendue le 12 octobre par M. Philippe Boiffin, juge d'instruction à Rennes, qui avait refusé dans l'affaire Radio Larsen FM contre Michel Droit le complément d'instruction sollicité par le parquet de Rennes sur instruction de la chancellerie.

En donnant raison au juge d'instruction rennais chargé de ce dossier après le dessaisissement du juge Claude Grellier, décidé le 10 décembre 1987 par la Cour de cassation, la chambre d'accusation de Rennes confirme que le dossier peut être clos. Elle a jugé en effet que les renseignements complémentaires dont le juge Grellier disposait ne pouvaient avoir été obtenus qu'illégalement en raison même de son dessaisissement. La chambre d'accusation constate en outre qu'aucune pièce complémentaire n'a été communiquée au parquet.

L'inculpation de « forfaiture » prononcée le 27 octobre 1987 par le juge Grellier à l'encontre de Michel Droit, à la suite de l'attribution contestée d'une fréquence à Radio Courtoisie par la CNCL, pourrait dans ces conditions être close par une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Droit.

C. T.

### M. Bernard Tapie condamné pour diffamation envers M. Guy Teissier

La huitième chambre du tribunal de grande instance de Marseille a condamné, vendredi 16 décembre, M. Bernard Tapie, Jean-François Khan, directeur de l'« Evénement du jeudi », et M. Karine Oswald, journaliste, pour diffamation publique à l'encontre de M. Guy Teissier, candidat UDF aux élections législatives à Marseille.

MM. Tapie, Khan et M. Oswald devront payer une amende de 10 000 F chacun, et solidairement 55 000 F de dommages-intérêts à M. Teissier.

Dans un article paru le 7 juillet, un mois après les élections, M. Bernard Tapie, adversaire malheureux de M. Teissier, mettait en cause ses convictions « anti-apartheid », ainsi que certaines des méthodes qu'il aurait utilisées pendant la campagne.

Dix journalistes quittent « l'Express ». Dix des vingt-six membres de la rédaction de l'hebdomadaire l'Express ont quitté le journal. En désaccord avec le « recontrage » du titre et la nomination au poste de rédacteur en chef de Jean-Paul Besset, le Monde du 14 décembre, ils ont invoqué la clause de conscience.

Permis aux figures notables Michel Maudy et Remy Galland, rédacteurs en chef et membres du directoire, Philippe Simonnot, chef de l'économie, Raja Nasrallah, rédacteur en chef culture, Alain Rebours, chef du service social, etc. Une mission de conciliation, à laquelle participaient des membres du conseil de surveillance du journal a été créée.

### MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AU TOURISTES ÉTRANGERS  
PARFUMS, ACCESSOIRES  
PRODUITS DE BEAUTÉ  
TOUTES LES GRANDES MARQUES  
16, rue de la Paix (Paris 75002) 2<sup>e</sup> étage asc.  
Tél. : 42.61.61.71  
Ouvert Dimanche 18 Décembre

### RAPATRIÉS :

### Indemnité complémentaire

L'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) rappelle que la loi du 16 juillet 1987 prévoit l'octroi d'une indemnité complémentaire aux personnes précédemment indemnisées en application des lois du 15 juillet 1970 et 2 janvier 1973. Ces personnes ou leurs héritiers qui ne se seraient pas encore manifestés, doivent adresser leur demande à l'ANIFOM, 207, rue de Bercy, 75570 PARIS Cedex 12. Imprimés disponibles dans les préfectures, à l'ANIFOM ou dans ses délégations régionales.

### PIANOS DAUDÉ

75 bis, av. de Wagram  
75017 PARIS  
47-43-34-17 - 42-27-88-84

VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC

En location-vente 190 F/mois - 61 mois

LIVRAISON GRATUITE

GARANTIE 10 ANS

LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport

OUVERT LE DIMANCHE

## Sur le vif

### Refuges

Cette semaine, plusieurs de nos hebdo, l'Obs, Elle, se font l'écho d'un phénomène enregistré depuis quelques années aux Etats-Unis et dont les ondes se propagent à présent jusqu'ici. C'est la montée de la génération cocoon. Qu'est-ce qu'on fait ce soir ? On reste à la maison. C'est un nouvel art de vivre. La belle, la coquette, Magnétoscopes, canapés cuir, tables basses et plateaux télé. Lits carrés, casses vidéo et lampes de chevet posées sur un mini-bar ou sur un frigo.

Le ciné, plus question, terminé. Le sport, très bien, OK, par écran interposé. Le survit, oui, mais en charentaises, pas en baskets. Les dîners entre copains, bon, une fois de temps en temps, pas trop souvent, si on va chez eux, après ils viendront chez nous, et ça, la barbe. Vous habitez chez vos parents, mademoiselle ? Parfaitement. Et c'est pas mademoiselle, c'est madame.

Inutile de continuer, vous voyez le topo. C'est comme ça, c'est vrai, ça se discute pas. Simplement, à mon avis, contrairement aux apparences, cette situation de repli on la choisit pas, on la subit. Ses clés : la trouille et le stress. Si on rentre

en vitesse se réfugier, s'enfermer entre ses portes blindées et son écran-lucarne, seule ouverture sur l'extérieur, c'est parce qu'on a peur. Peur de quoi ? Peur de tout. Peur de choper la grippe ou le sida. Peur de pas trouver de travail ou de place pour se garer, la nuit, sur les Champs ou à Saint-Germain-des-Frères. Peur de se faire agresser, bousculer, cambrioler. Peur de souffrir, de nouer des liens mal notés bientôt dénoués. Peur de se coucher tard et d'être trop crevé pour se tailler le lendemain un passage dans la jungle des embouteillages et des transports en commun. Peur de pas trouver de travail ou d'appart ou de partenaires. Peur, enfin !

Seul remède à l'insécurité, le verrou de sécurité qui protège et qui exclut, qui exclut et qui isole. Un de ces quatre, on n'aura même plus de voisins de palier. On dormira, on bouffera, on boquera, on se reproduira sans plus jamais sortir de ces vastes cages électroniques chez Alvin Toffler. Dans un monde, le meilleur des mondes, entièrement informatisé, stérilisé en milliers de cellules individuelles ou familiales. Des cellules-cocoon. Des cellules-prison.

CLAUDE SARRAUTE.

### Le prix Pierre-Mille est décerné à Françoise Chipaux

Le prix Pierre-Mille a été décerné pour l'année 1988 à notre collaboratrice Françoise Chipaux, pour ses reportages effectués au Proche-Orient. Basée à Nicotie, Françoise Chipaux est correspondante du Monde pour la région.

Le prix Pierre-Mille a été fondé en 1955 et est parrainé par le Commissariat général de la langue française ; il est décerné chaque année à un journaliste d'expression française et perpétue la mémoire du journaliste et écrivain mort en 1941 après une longue carrière au Temps.

[Née en 1946, ancienne élève de l'École de journalisme de Lille, Françoise Chipaux est entrée au Monde en 1968.]

Hausses des taux d'escompte en Belgique. - La Banque nationale de Belgique a relevé, vendredi 16 décembre, son taux d'escompte pour la deuxième fois en quarante-huit heures, le portant à 7,75 %, au lieu de 7,50 % (et 7,25 % au départ). Le taux des avances a été relevé parallèlement à 8 %.

### Mach. écrire poche (?) chez Duriez

Canon, Sharp, Brother.

EXTRA PLATES (- 5 cm d'épaisseur) poids plume (- 3 kg) • Très simples ou sophistiquées • Calculatrices • Affichent sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 14.000 caractères, 10 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou fil • Imprimantes terminales d'ordinateur • Corrigent sur le papier • Ecritures qualité imprimée • 1380 F à 2240 F ttc.

3, R. La Botz (8<sup>e</sup>)

Tél. 47.42.91.49

et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6<sup>e</sup> (Odéon)

### Authentique ! Précisez VOLVIC.

« A mes amis qui, comme moi, sont en quête d'authenticité, je parle souvent de VOLVIC, eau naturelle par excellence... »

VOLVIC aux VIEUX MÉTIERS DE FRANCE

Paris 13<sup>e</sup>

Tél. : 45 88 90 03

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

### MODE : NON AUX DÉPENSES EXCESSIVES !

Pour que vos achats vous plaisent vraiment, il faut que les prix soient « géniaux ». C'est-à-dire archi-séduisants, comment modiques. Encore plus évident pour la mode et les vêtements. Chez Rodin, les tissus sont chics, nouveaux et de qualité. Entre 30 F et 300 F le mètre, vous trouverez, superbes, des linéaires, des linéaires, des linéaires et même des cochenilles. A ces prix-là, la Mode est un plaisir.

### RODIN

36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

### Jusqu'au 16 janvier 1989 à LA RÉGIE À CALCUL

### L'OCCASION OU JAMAIS DE PASSER A LA MICRO

Le T1000 de TOSHIBA la micro-calculatrice la plus puissante et la plus complète.

La MAJESTÉ MAGIQUE WORKS la calculatrice la plus puissante et la plus complète.

+ 1/2 journée de formation

+ le financement immédiat par chèque ou carte bancaire

22000 F TTC = 8950 F TTC

une véritable révolution de la micro.

LA RÉGIE À CALCUL

45 bd St-Germain, 75005 Paris

Tél. : (1) 47.25.61.83

Le numéro de « Monde » daté 16 décembre 1988

a été tiré à 529 616 exemplaires

A C D E F G H